

Yannick Muet

# Les géographes et l'Europe

L'idée européenne dans la pensée  
géopolitique française de 1919 à 1939

**eurypa**

Institut européen de l'Université de Genève

Le catalogue général  
des publications est disponible  
sur le site de de l'Institut européen:

**[www.unige.ch/ieug](http://www.unige.ch/ieug)**

Publications **eurypa**

*Institut européen de l'Université de Genève*  
2, rue Jean-Daniel Colladon ♦ CH-1204 Genève

télécopie/fax +41 22-705 78 52  
courriel/e-mail: **Marie-Helene.Houze@ieug.unige.ch**

**eurypa** vol. 1-1996  
ISSN 1421-6817

© Institut européen de l'Université de Genève  
Décembre 1996

# Table des matières

Introduction .....

## CHAPITRE PREMIER

Les géographes et leur temps .....

*A. Essor et limites de la géopolitique en France* .....

1. La géographie française après 1918 .....

2. La géopolitique à l'heure des écoles nationales .....

L'École française contre la *Geopolitik* .....

Géopolitiques de la puissance et géopolitique de la paix .....

3. Les géographes français face aux problèmes

internationaux .....

L'Europe en 1920 .....

Une science pour les temps nouveaux .....

*B. Européisme et géopolitique* .....

1. La vogue européiste des années 1925-32 .....

2. L'Europe comme projet géopolitique .....

## CHAPITRE II

Visions géopolitiques de l'Europe .....

*A. Le déclin de l'Europe* .....

1. Le déclin économique et la fin de l'hégémonie européenne .....

2. Les "nouveaux mondes" .....

3. La crise de la civilisation européenne .....

*B. De l'union douanière à la fédération européenne* .....

1. L'union économique .....

2. L'union politique .....

"S'unir ou mourir" .....

Du fédéralisme au nationalisme européen .....

*C. "Qu'est-ce que l'Europe? Où est l'Europe?"* .....

1. Les limites géographiques .....
2. Géographie politique de l'Europe .....
3. L'“esprit européen” .....

CHAPITRE III

Les géographes français et l'Europe unie:  
engagements et réticences .....

*A. La nation contre l'Europe* .....

1. L'apogée du nationalisme en Europe .....
2. Réflexions sur la nation .....

*B. Les ambiguïtés de la politique étrangère française* .....

1. Le problème des colonies .....
2. La politique européenne de la France .....

*C. L'internationalisme contre l'Europe* .....

1. Genève et l'“esprit international” .....
2. La “guerre des mondes” .....

Conclusion.....

Sources et bibliographie .....

Index des noms de personnes .....

Table des matières.....

## *Introduction*

Des derniers soubresauts économiques et politiques issus de la guerre à l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'Europe, à défaut de prospérité, a connu dix années de calme relatif au milieu des tragédies successives dont elle a été la victime. Pour les plus insoucians, ce furent les “années folles” ; pour quelques intellectuels européens, ce furent celles d'un espoir et d'une idée qui n'avaient suscité jusque-là qu'un nombre restreint d'écrits et de commentaires: les États-Unis d'Europe.

Au lendemain de ce que certains avaient appelé la “guerre civile entre Européens”, un mouvement d'opinion commença à se manifester en faveur de l'Europe unie, dans le sillage des actions menées par des associations privées telles que l'Union paneuropéenne de Richard de Coudenhove-Kalergi ou l'Union douanière européenne d'Yves Le Trocquer. Avec quelques autres, ces mouvements pro-européens, relayés par un important courant intellectuel, ouvrirent la voie à l'initiative officielle d'Aristide Briand visant à établir un “lien fédéral” entre les nations européennes. Mais les réticences des vingt-six gouvernements concernés et d'une partie des opinions publiques nationales mirent rapidement fin au rêve européen.

Jusqu'à une période récente, la plupart des ouvrages consacrés à l'histoire de l'unité européenne à travers les siècles ou à celle de la construction européenne depuis 1945 n'ont accordé à ce courant de l'entre-deux-guerres qu'une place limitée, soit sous la forme d'un chapitre pour les premiers, soit en forme d'introduction pour les seconds<sup>1</sup>. Seules, l'étude que Georges Bonneville a consacrée au thème européen dans la littérature française du XX<sup>e</sup> siècle, puis la thèse de Jean-Luc Chabot et la synthèse récente

---

<sup>1</sup> Parmi les ouvrages publiés en français, on peut citer notamment les suivants, par ordre de parution : Édouard BONNEFOUS, *L'idée européenne et sa réalisation*, Paris, Ed. du Grand Siècle, 1950, 358 p. ; Denis de ROUGEMONT, *Vingt-huit siècles d'Europe : la conscience européenne à travers les textes, d'Hésiode à nos jours*, Paris, Payot, 1961, 427 p. [Réimpression en 1990] ; Jean-Baptiste DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, Denoël, 1965, 524 p. ; Henri BRUGMANS, *L'idée européenne 1920-1970*, Bruges, De Tempel, 1970, 405 p. ; Pierre GERBET, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1983, 498 p. [2e édition en 1994] ; Marie-Thérèse BITSCH, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Editions Complexe, 1996, 331 p. ; Bernard BRUNETEAU, *Histoire de l'unification européenne*, Paris, Armand Colin, 1996, 235 p.

d'Élisabeth Du Réau ont apporté des éclairages plus approfondis sur cette période décisive et inaugurale de l'Union européenne<sup>2</sup>.

Bien qu'il soit encore d'usage de faire coïncider les débuts de l'aventure européenne avec les grands actes fondateurs de l'immédiat après-guerre — discours de Churchill à Zurich (septembre 1946), congrès de La Haye (mai 1948), déclaration Schuman (mai 1950) ... —, les historiens de la construction européenne se sont depuis quelques années chargés de rappeler que le débat sur l'Europe unie était déjà largement entamé avant la seconde guerre mondiale, au point que l'on put même parler d'une véritable vogue "européiste" de la fin des années vingt au début des années trente<sup>3</sup>.

Contrairement à la plupart des ouvrages précités, l'étude qui suit a pour objet, non pas l'"idée de l'union européenne", mais l'"idée européenne", à travers les écrits de certains géographes et historiens français de l'entre-deux-guerres. Autrement dit, elle ne porte pas exclusivement, comme le fait par exemple la thèse de Jean-Luc Chabot, sur l'œuvre d'intellectuels engagés en faveur de l'Europe unie, mais sur l'importance du thème européen dans la pensée géopolitique française. Qu'ils aient été géographes, historiens ou, souvent, les deux à la fois, ces spécialistes de géographie politique n'ont en effet jamais été des "militants" de la cause européenne — certains y étant même, on le verra, plutôt hostiles. Tout au plus peut-on dire que l'Europe, unie ou non, était un thème privilégié de leurs réflexions géopolitiques.

Il resterait enfin à définir ce qui fait que tel auteur est un "géopolitologue" et que tel autre ne l'est pas: des philosophes, des journalistes, des économistes, comme l'étaient respectivement Richard de Coudenhove-Kalergi, Gaston Riou et Francis Delaisi, des romanciers et des poètes comme Jules Romains ou Paul Valéry, ont tous fait à leurs heures, et certainement sans le savoir, de la géopolitique. De tels auteurs seront évidemment cités ici à plusieurs reprises. Mais une attention plus systématique sera portée aux travaux des géographes ou historiens qui, tels Albert Demangeon, Jacques Ancel, Lucien Febvre, Henri Hauser, Yves-Marie Goblet, André Siegfried et quelques autres, se sont intéressés d'une manière ou d'une autre aux problèmes de politique internationale, en particulier à ceux qui touchaient l'Europe.

Avant d'examiner l'ensemble des réflexions sur la situation géopolitique de l'Europe de 1919 à 1939 et les positions des uns et des autres sur la nécessité de l'unité européenne, un rappel de ce que fut l'École française de géographie — et de ce que fut son approche de la géographie politique —

---

<sup>2</sup> Georges BONNEVILLE, *Prophètes et témoins de l'Europe : essai sur l'idée d'Europe dans la littérature française de 1914 à nos jours*, Leyde, A.W. Sythoff, 1961, 182 p. ; Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, Université des sciences sociales de Grenoble, 1978, 604 p. ; Élisabeth du REAU, *L'idée d'Europe au XXe siècle : des mythes aux réalités*, Bruxelles, Editions Complexe, 1996, 372 p.

<sup>3</sup> Par exemple, les trois premiers chapitres de l'ouvrage de Gérard BOSSUAT dressent un tableau clair et complet de cette période : *Les fondateurs de l'Europe*, Paris, Belin, 1994.

sera nécessaire, ainsi qu'un survol du courant européen pendant cette période. Le premier chapitre visant essentiellement à présenter les auteurs dont il sera question dans cette étude, les deux suivants s'attacheront successivement à confronter les arguments des partisans de l'Europe unie aux vues des "géopolitologues" de l'époque et à analyser les principaux obstacles à l'unification de l'Europe.

## CHAPITRE PREMIER

# *Les géographes et leur temps*

Pour le géographe français du début du siècle, la géographie politique n'était pas tout à fait une science nouvelle et les travaux de Friedrich Ratzel lui étaient familiers. Mais les premiers développements de la géographie en France ne lui accordèrent qu'une place limitée aux côtés des autres branches de la discipline.

Les conséquences économiques de la guerre, la fin de l'épopée coloniale, les bouleversements politiques issus des traités de paix, mais aussi le succès grandissant de la *Geopolitik* sous la République de Weimar, allaient cependant inciter les géographes à se préoccuper de sujets qu'ils avaient jusqu'ici plus ou moins négligés.

Parallèlement, les efforts entrepris par les partisans de l'unification européenne allaient placer celle-ci au centre de la vie intellectuelle et, l'espace de quelques années, au cœur du débat géopolitique.

### A. Essor et limites de la géopolitique en France

Si l'Ecole française de géographie a joué un rôle considérable, et presque exclusif, dans le développement de la pensée géographique en France au début du siècle, il n'y eut pas d' "école" française de géopolitique. Le sujet, chez la plupart des spécialistes, ne fait que rarement l'objet d'un chapitre:

"Dans ces années 1871-1945, il n'y a pas de géopolitique française comparable aux géopolitiques anglo-américaine et allemande. En définitive, la France n'est pas en quête de son espace; en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, le doute n'existe pas: ces provinces, prises par l'Allemagne par la force, sont françaises. De plus, pour la majorité des géographes français de cette période, science et politique doivent être et rester séparées. Alors qu'en Allemagne le savant (par suffisance? par naïveté?) se croit en mesure de s'approprier le politique, l'universitaire français redoute de se perdre, en laissant "sa" science, la science, qui rêve de schémas intemporels, être polluée par les contingences humaines" <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Philippe MOREAU DEFARGES, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Editions du Seuil, 1994, p. 200.



C'est là le point de vue le plus communément partagé par les auteurs contemporains, quel que soit d'ailleurs le degré de "scientificité" qu'ils accordent à la discipline<sup>2</sup>. Pour Yves Lacoste, l'absence de tradition géopolitique française durant l'entre-deux-guerres est le fait des orientations définies par les maîtres de l'École française, transformant peu à peu celle-ci en ce que l'on appellerait aujourd'hui une "pensée géographique unique", reléguant à l'arrière-plan les voix discordantes — l'œuvre d'Elisée Reclus par exemple — ou toute tentative pour que se crée une géopolitique à la française. Peut-être, ajoute Yves Lacoste, cette école eût-elle existé si la France n'était pas sortie victorieuse du conflit. On peut le penser en effet, tout comme il est incontestable que l'emprise et le prestige de certains noms sur toute une génération de géographes français a quelque peu atténué, à défaut d'étouffer, la diversité de la pensée géographique de l'entre-deux-guerres. Académique, officielle, en un mot classique, celle-ci le fut certainement, de même qu'elle fut souvent le reflet des préoccupations des sphères politiques de l'époque; mais n'était-ce pas également le cas des géopolitiques allemande, américaine ou britannique?

Si l'on s'en tient, pour la période considérée, à l'emploi du terme "géopolitique", on se borne, comme c'est souvent le cas, au seul nom de Jacques Ancel — qui l'avait adopté pour mieux le réfuter —, quitte à oublier ceux qui ne se définissaient pas comme "géopoliticiens", ni même "géopolitologues", mais plus simplement géographes, ou encore historiens, économistes, politologues<sup>3</sup>... Pour ces multiples raisons, l'étude de la géographie politique française de l'entre-deux-guerres reste un domaine relativement peu exploré et demeure aujourd'hui encore, à l'exception de travaux comme ceux de Geoffrey Parker ou de Paul Claval<sup>4</sup>, l'objet de quelques lignes expéditives dans les manuels de géopolitique.

Il semble que le jugement porté sur l'apport des écrits géopolitiques français et occidentaux durant cette période dépende en grande partie de l'idée que l'on se fait de la discipline elle-même. Il ne s'agit pas ici de définir en

---

<sup>2</sup> Claude RAFFESTIN *et al.*, *Géopolitique et histoire*, Lausanne, Payot, 330 p. ; Yves LACOSTE, (sous la dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, 1679 p. [Edition mise à jour : 1995, 1699 p.] — En raison notamment de leurs conclusions radicalement opposées, la consultation de ces deux ouvrages constitue une source précieuse pour saisir les origines et la portée des divers courants géopolitiques passés et contemporains.

<sup>3</sup> L'interaction croissante des sciences sociales fut l'une des spécificités les plus notables de la recherche universitaire au tournant du siècle, et ce malgré la multiplication et la spécialisation accrue de chaque discipline. Ceci est encore plus sensible en ce qui concerne l'histoire et la géographie, dont l'enseignement commun dans les cursus universitaires fut aussi bénéfique pour l'une que pour l'autre. On peut lire à ce sujet Marie-Vic OZOUF-MARIGNIER, "Géographie et histoire", pp. 93-109 dans *Encyclopédie de géographie*, publié sous la direction d'Antoine Bailly *et al.*, Paris, Economica, 1992.

<sup>4</sup> Geoffrey PARKER, *Western geopolitical thought in the twentieth century*, Londres, Croom Helm, 1985, 199 p. ; Paul CLAVAL, *Géopolitique et géostratégie : la pensée politique, l'espace et le territoire au XXe siècle*, Paris, Nathan, 1994, 189 p.

quelques lignes une science qui, “près de trois quarts de siècle après sa naissance, ironise Claude Raffestin, [...] ne sait toujours pas en quoi elle consiste”<sup>5</sup>, et dont les prétentions à l’objectivité sont, à juste titre, souvent contestées. Qu’elle se veuille purement descriptive ou qu’elle se présente au contraire comme une incitation à l’action, la géopolitique entretient par nature des rapports complexes avec la vérité puisqu’il n’est pas rare que le géopoliticien partage plus ou moins explicitement la cause de l’un des acteurs en présence, ou que l’acteur se fasse géopoliticien pour les besoins de sa cause. Utile à des fins d’information, elle peut s’avérer être une arme de manipulation plus efficace encore, et c’est à ce titre que certains, comme Claude Raffestin, mettent en doute son caractère scientifique.

Paul Claval insiste également sur cet aspect lorsqu’il distingue la géographie politique de la géopolitique et de la géostratégie, trois orientations dont les différences ne sont pas toujours perçues : “La première saisit le déploiement des pouvoirs dans l’espace, le jeu des forces qui modèlent le monde et les équilibres ou les crises qui en découlent. Les deux autres se penchent sur les acteurs, sur leurs motivations et sur leurs calculs. La part qu’elles font aux représentations est plus forte”<sup>6</sup>. Géopolitique et géostratégie, ajoute-t-il, relèvent davantage du domaine des pratiques que de la réflexion universitaire.

C’est en partie parce qu’ils pressentaient qu’une telle confusion pouvait s’avérer plus néfaste que féconde que les chefs de file de la géographie française se sont gardés de toute théorisation sur ce sujet. Si l’on considère, à l’instar des géopoliticiens allemands de l’entre-deux-guerres, que les relations qu’entretiennent les puissances sont soumises à des lois invariables et inéluctables, que ces relations, forcément conflictuelles, sont le plus souvent résolues par la force et que la démarche géopolitique consiste à tracer les voies de la domination militaire et politique, alors il n’y eut pas de géopolitique française durant cette période. Bien qu’ils aient eux aussi songé au moyen d’affermir la puissance de la France à travers le monde, les “géopoliticiens” français ne comptaient pas sur la force pour y parvenir — sans doute autant par conviction philosophique que par prise de conscience de la faiblesse du pays sur ce point.

En revanche, si l’on admet qu’au-delà des aspects stratégiques, la compréhension des forces historiques, économiques et géographiques à l’œuvre dans les grands développements contemporains et la recherche d’un équilibre régional et international relèvent également de la géopolitique, on peut penser que certains auteurs français ont ouvert la voie à d’autres formes de réflexion — et d’action — géopolitique.

---

<sup>5</sup> Claude RAFFESTIN *et al.*, *Géopolitique et histoire*, p. 292.

<sup>6</sup> Paul CLAVAL, *Géopolitique et géostratégie*, p. 182.

## 1. *La géographie française après 1918*

A la suite des efforts d'Émile Levasseur pour introduire la discipline dans l'enseignement secondaire, de ceux d'Élisée Reclus pour la rendre familière à un public moins restreint, l'œuvre de Paul Vidal de la Blache a largement contribué à faire de la géographie une science reconnue et établie à la fin du XIXe siècle, au même titre que l'histoire ou la philosophie. Le temps des récits d'explorateurs, de l'inventaire des ressources coloniales au service des sociétés de géographie commerciale, était alors révolu.

La création en 1891 des *Annales de géographie*<sup>7</sup>, et surtout la direction, à partir de 1898, de la chaire de géographie de la Sorbonne, avaient permis à Vidal de former une génération de géographes qui, tels Albert Demangeon, Lucien Gallois, Emmanuel de Martonne, poursuivirent tout naturellement l'œuvre du "maître" après sa mort en 1918.

Une revue, une université et une fidélité sans faille à l' "esprit vidalien" , c'est dans ce cadre que se forme, au début du siècle, l'École française de géographie, dont le rayonnement a largement éclipsé les autres courants géographiques français jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale.

Les orientations prises par l'École française dans les premières années du siècle laissaient à la géographie politique peu de chance de se développer de manière indépendante<sup>8</sup>; la géographie, dans la perspective vidalienne, était une et indivisible. Dans leur souci d'affirmer le caractère scientifique de leur discipline et de se démarquer de la sociologie durkheimienne, les géographes français, suivant les recommandations de Lucien Gallois, se consacrèrent presque exclusivement à l'analyse régionale, la monographie d'Albert Demangeon sur la Picardie faisant longtemps figure de modèle<sup>9</sup>. "Pour faire image, écrit Paul Claval, on pourrait dire qu'elle [la géographie classique] travaillait sur des cartes dont l'échelle variait du 1/50.000<sup>e</sup> au 1/200.000<sup>e</sup>. [...] C'est ainsi par exemple que les géographes français méconnurent très longtemps les problèmes de l'État, ceux de la nation, qui se posent à une échelle à laquelle ils n'avaient pas l'habitude de travailler"<sup>10</sup>.

Cette radicalisation de la géographie, qui du reste était plus le fait des vidaliens que de Vidal lui-même, s'est toutefois peu à peu infléchie au lendemain de la guerre, à mesure que les géographes éprouvèrent le besoin de se rapprocher des sciences voisines. Albert Demangeon, considéré alors, avec

---

<sup>7</sup> Voir Michel CHEVALIER, "Géographie ouverte et géographie fermée : les premières années des *Annales de géographie*", pp.133-36 dans *Autour de Vidal de la Blache : la formation de l'École française de géographie*, sous la direction de Paul Claval, Paris, Éditions du CNRS, 1993.

<sup>8</sup> Voir Paul CLAVAL, "Le rôle de Demangeon, de Brunhes, et de Gallois dans la formation de l'École française : les années 1905-10", dans *Autour de Vidal de la Blache*, pp. 149-58.

<sup>9</sup> Albert DEMANGEON, *La plaine picarde*, Paris, Armand Colin, 1905.

<sup>10</sup> Paul CLAVAL, *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, Paris, Les Belles Lettres, 1976, p. 65.

Lucien Gallois, comme le porte-drapeau de l'École française<sup>11</sup>, a lui-même largement contribué à cette évolution: estimant en 1923 que la science n'était pas "une boutique avec des cloisons hermétiques"<sup>12</sup>, et répondant aux griefs des sociologues durkheimiens qui voyaient la géographie humaine s'aventurer sur leur domaine, il plaidait pour une géographie-carrefour faisant appel à l'anthropologie, à la linguistique, à la sociologie, à l'économie... et en premier lieu à l'histoire.

La création en 1929 des *Annales d'histoire économique et sociale* consacrait cette volonté de rapprochement des sciences sociales. Pluridisciplinaire, la revue réunissait autour des historiens Marc Bloch et Lucien Febvre —tous deux élèves de Vidal et de Gallois— des géographes comme Demangeon, des spécialistes de l'histoire économique comme Henri Hauser —qui a également reçu une formation de géographe et collaboré aux *Annales de géographie*—, enfin des personnalités en marge du milieu universitaire, comme André Siegfried, tour à tour historien, géographe, politologue, sociologue, et surtout infatigable voyageur<sup>13</sup>.

L'histoire de cette revue —que l'on appellera par la suite, en simplifiant son titre, les *Annales*— a fait l'objet de nombreuses études historiographiques; si l'histoire contemporaine est si différente de celle du début du siècle, note Peter Schöttler, elle le doit en grande partie à cette revue et à ses fondateurs. Ces mêmes études ont souvent mis l'accent sur la contribution de la géographie classique française à l'histoire:

“Pour notre sujet, il suffit de rappeler que les étudiants français, s'ils peinaient sous la rigidité des programmes de concours —que ne connaissaient pas les étudiants allemands—, avaient tout de même “l'avantage” de préparer une agrégation combinée d'histoire et de géographie. Or, un des apports de la géographie vidalienne sera justement d'attirer l'attention sur la géographie humaine, économique et sociale, autrement dit: sur les dimensions matérielles, agricoles, urbaines, etc. de la vie des hommes que l'histoire classique et encore largement “politique” de l'époque n'abordait presque jamais. Ainsi, dans les années trente, plusieurs historiens aujourd'hui réputés, comme Pierre Vilar ou Georges Duby, feront leurs débuts comme géographes...”<sup>14</sup>.

<sup>11</sup> Voir Geoffrey PARKER, “Albert Demangeon 1872-1940”, *Geographers: Biobibliographical Studies*, 13 (1987), pp. 13-21.

<sup>12</sup> Albert DEMANGEON, “Introduction géographique à l'histoire, d'après le livre de Lucien Febvre”, *Annales de géographie*, 1923, n° 176, pp. 165-70.

<sup>13</sup> Sur la vie et l'œuvre d'André Siegfried, voir André-Louis SANGUIN, “André Siegfried, an unconventional French political geographer”, *Political Geography Quarterly* 4 (January 1985), pp. 79-83 ; et François GOGUEL *et al.*, “André Siegfried: la politique et la géographie”, *Etudes normandes* (2), 1989, 135 p. — Cf. *Célébration du centenaire de la naissance d'André Siegfried. Séance du 26 mai 1975*, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, 1975, n° 10, 37 p. [Discours d'Edouard Bonnefous, Jacques Chastenet, René Huyghes, Jean-Baptiste Duroselle et Wilfried Baumgartner.]

<sup>14</sup> Peter SCHÖTTLER, ““Désapprendre de l'Allemagne”: les *Annales* et l'histoire allemande pendant l'entre-deux-guerres”, pp. 439-462 dans *Entre Locarno et Vichy, les re-*

C'est essentiellement autour de ces géographes-historiens, et à travers ces deux revues, que s'est peu à peu constituée en France une pensée "géopolitique", même si le terme fut, comme on va le voir, rapidement proscrit par les universitaires français.

## 2. *La géopolitique à l'heure des écoles nationales*

Si l'on admet qu'une géopolitique à la française ait jamais existé, celle-ci tint une place tout à fait spécifique parmi les autres courants de la pensée géopolitique occidentale. Sans compter de travaux aussi aboutis que ne le furent à leur manière ceux de Mahan, Mackinder ou Haushofer, la géopolitique française se présenta d'abord comme une contre-géopolitique, une réplique aux dérives d'une discipline balbutiante.

### **L'Ecole française contre la *Geopolitik***

A l'inverse de l'évolution française, la géographie politique, inspirée par les écrits de Friedrich Ratzel<sup>15</sup>, devint rapidement une spécialité de l'école allemande, sous l'impulsion de Karl Haushofer, fondateur en 1924 de la revue *Zeitschrift für Geopolitik*.

Mêlant aux mythes germaniques l'exaltation de la puissance industrielle et militaire de l'Allemagne moderne, exacerbée par la détresse du pays au lendemain de la défaite, la *Geopolitik* — l'expression fut formulée pour la première fois en 1916 par le Suédois germanophile Rudolf Kjellén — plongeait ses racines dans le pangermanisme du XIXe siècle qui, de Fichte à Treitschke et Mommsen, n'avait cessé de célébrer la grandeur de l'Allemagne et de son peuple<sup>16</sup>. Systématisant, déformant parfois les thèses de Ratzel sur le caractère anthropomorphique de l'État et sur la conscience spatiale des peuples — *Raumsinn*<sup>17</sup> —, les géographes allemands tinrent un rôle non négligeable dans la résurrection du mythe de la Grande Allemagne et d'une *Mitteleuropa* sous domination allemande; ce vaste ensemble, dont Berlin était le cœur, était selon eux appelé à s'étendre de l'Oise à l'Ukraine, de la Baltique à l'Adriatique et au Bosphore. Ainsi que l'écrit Geoffrey Par-

---

*lations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, sous la direction Hans Manfred Bock *et al.*, Paris, Editions du CNRS, 1993.

<sup>15</sup> Son *Anthropogeographie* (1882) et surtout sa *Politische Geographie* (1897) influencèrent toute la génération suivante des géographes allemands. Cf. Mark BASSIN, "Friedrich Ratzel, 1844-1904", *Geographers* 11 (1987), pp. 123-32 ; Henning HESKE, Rolf WESCHE, "Karl Haushofer, 1869-1946", *Geographers* 12 (1988), pp. 95-106.

<sup>16</sup> Voir Pierre-Marie GALLOIS, *Géopolitique : les voies de la puissance*, Paris, Plon/Fondation des études de défense nationale, 1990, ch. VIII. à X.

<sup>17</sup> Faisant l'analogie entre l'espace vital des espèces animales et végétales et l'étendue de territoire nécessaire à l'épanouissement d'un peuple, Ratzel ouvrait ainsi la voie à la justification des visées hégémoniques de l'Allemagne.

ker dans son étude sur la pensée géopolitique occidentale, le discours de Haushofer était parfaitement en phase avec les attentes d'un peuple allemand à l'étroit dans ses frontières, et la politique hitlérienne sut s'en inspirer: "Quelles que fussent les réserves des *Geopolitiker* envers les méthodes employées par leurs maîtres nazis, ils leur apportèrent leur caution et, inévitablement, furent eux-mêmes ternis par les crimes perpétrés au nom de la race et du *Lebensraum* " <sup>18</sup>.

Pouvant difficilement rester silencieux devant les thèses de leurs "collègues" allemands, les géographes français s'élevèrent dès le début des années vingt contre le danger que représentait l'association du déterminisme géographique et du nationalisme politique. Malgré la retenue universitaire déployée de part et d'autre, le débat qui opposait l'École allemande à l'École française, les hommes de la *Zeitschrift für Geopolitik* à ceux des *Annales de géographie*, glissa progressivement du domaine scientifique au domaine idéologique. Mais c'est tout d'abord sur cet aspect scientifique et méthodologique que portèrent les premières critiques des géographes français. Aux yeux de Jacques Ancel, les "géopoliticiens" allemands, "ambitieux de synthèses avant que ne fussent faites les analyses, négligeant systématiquement ce qui gênait leurs thèses [...] gagnaient en clarté ce qu'ils perdaient en profondeur" <sup>19</sup>. S'il reconnaissait à la revue allemande une certaine richesse cartographique et un indéniable pouvoir de séduction, Ancel reprochait à Haushofer de soumettre la géographie physique à la politique pangermaniste, lorsque par exemple celui-ci, invoquant l'unité hydrographique à propos du Rhin, protestait contre l'attribution du bassin entier de la Vistule à la Pologne. "On reconnaîtra le labeur dont sont sorties les sommes germaniques, écrivait Ancel, sans en accepter les conclusions, plus politiques que géographiques" <sup>20</sup>. De même, pour Demangeon, la *Geopolitik* allemande avait cessé d'être une science:

"[...] il nous faut bien constater que la géographie politique, uniquement soucieuse de servir les intérêts de l'Allemagne, n'a plus droit au titre de science; elle n'est plus qu'une entreprise nationale de propagande et d'enseignement; elle n'est plus que de la géopolitique" <sup>21</sup>.

Pas plus que le concept de race, la notion de *Lebensraum* n'était acceptable aux yeux du géographe français, pour qui "l'espace n'est pas la me-

---

<sup>18</sup> "Whatever reservations the *Geopolitiker* may have had about the methods employed by their Nazi masters, they went along with them and inevitably they were themselves tarnished by the crimes perpetrated in the name of race and *Lebensraum*". Geoffrey PARKER, *Western geopolitical thought*, p. 82.

<sup>19</sup> Jacques ANCEL, *Géopolitique*, Paris, Delagrave, 1936, p. 11.

<sup>20</sup> Jacques ANCEL, *Géopolitique*, p. 16.

<sup>21</sup> Albert DEMANGEON, "Géographie politique", *Annales de géographie* 41 (1932), pp. 22-31.

sure de la grandeur des peuples”<sup>22</sup>. Pour Henri Hauser, la prétendue saturation géopolitique invoquée par l'Allemagne — mais également par l'Italie et le Japon — n'était qu'un alibi destiné à masquer la volonté impérialiste et raciste du national-socialisme: “Il n'est pas mort ni près de mourir l'instinct qui poussait les barbares vers l'Empire romain, qui lançait les bandes familiales des Vikings vers les terres fertiles des pays du soleil...”<sup>23</sup>.

Tout en rendant hommage à ses travaux, les géographes français avaient vu dans l'œuvre de Ratzel, et en particulier dans sa conception de l'État, la marque d'un déterminisme rigide inconciliable avec l'“humanisme géographique”<sup>24</sup> qui, selon Ancel ou Demangeon, caractérisait l'École française.

“[...] certes il a raison de considérer l'État comme un être vivant qui prend naissance autour d'un noyau, qui se développe autour de ce point de cristallisation, qui puise ses éléments de vie dans le milieu géographique, qui a ses fonctions de nutrition, de relation et de reproduction. Mais cette conception matérialiste ne suffit pas. Ratzel n'a pas vu que ce qui donne force et vie à l'État, ce sont les hommes qui vivent à l'intérieur de ses frontières; c'est la pensée et la volonté de ces hommes. [...] l'État n'est pas un homme, mais un groupement d'hommes...”<sup>25</sup>.

A la tyrannie du sol, qui “règle les destinées des peuples avec une aveugle brutalité”<sup>26</sup>, la géographie vidalienne opposait “cette force subtile et souple qui s'appelle l'activité humaine”<sup>27</sup>. C'est un historien, Lucien Febvre, qui entreprit de préciser et de systématiser la pensée de Vidal dans son ouvrage le plus célèbre, *La terre et l'évolution humaine*, démontant une à une les thèses déterministes classiques au profit de ce qu'il proposait de nommer le “possibilisme”; la formule, comme le livre, obtint l'adhésion des géographes français. Pour saisir la dynamique des groupements humains, écrivait Febvre, la géographie se devait d'analyser l'ensemble des conditions matérielles, ce que Vidal appelait les “genres de vie”, dans lesquelles les groupes tirent parti de leur environnement: aucun groupe humain ne disposant dans son milieu de tout ce qui est nécessaire à son épanouissement, le commerce et les échanges, plus que la conquête spatiale, sont la clé des rapports humains. De fait, les géographes français n'ont guère été sensibles aux préoccupations autarciques de la pensée géopolitique allemande et, à partir de 1933, de la politique allemande elle-même.

---

<sup>22</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920, p. 313.

<sup>23</sup> Henri HAUSER, *Économie et diplomatie*, Paris, Félix Alcan, 1924, p. 23.

<sup>24</sup> Jacques ANCEL, *Géopolitique*, p. 94.

<sup>25</sup> Albert DEMANGEON, “Géographie politique”.

<sup>26</sup> Friedrich RATZEL, cité sans références par Lucien FEBVRE, *La terre et l'évolution humaine : introduction géographique à l'histoire*, Paris, La Renaissance du Livre, 1922, p. 436.

<sup>27</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, “La géographie politique, à propos des écrits de M. Frédéric Ratzel”, *Annales de géographie* 7 (1898), pp. 97-111.

Il était naturel que cette conception des relations entre les divers groupes humains fût étendue aux relations entre les nations et, partant, aux frontières politiques les séparant.

### Géopolitiques de la puissance et géopolitique de la paix

Lorsque Jacques Ancel entreprit d'écrire sa *Géopolitique* (1936) et sa *Géographie des frontières* (1938), les nazis avaient déjà eu l'occasion — ou étaient sur le point — de mettre en application quelques-unes des idées développées dans la *Zeitschrift für Geopolitik*. Les deux ouvrages furent conçus comme une riposte à Haushofer et les siens: le choix, pour le premier titre, du néologisme qui fit fortune outre-Rhin exprimait le souhait de ne pas laisser aux Allemands le monopole de la géographie politique; le second était une allusion directe à un ouvrage de Haushofer, intitulé *Grenzen*<sup>28</sup>. Refusant d'accorder à la frontière le caractère sacré que lui attribuent certains, Ancel écrivait: "La frontière n'est jamais un cadre rigide: l'homme s'affranchit de la plus solide, s'accommode de la plus faible, quand il trouve de part et d'autre, des raisons de s'unir et de travailler"<sup>29</sup>.

Cet "esprit frontalier" dont parlait déjà Vidal à propos de la France de l'Est, c'est, à nouveau, dans l'histoire et la géographie de la région rhénane que Lucien Febvre et Albert Demangeon allaient l'invoquer en 1935, en publiant *Le Rhin, problèmes d'histoire et d'économie*. En réponse au "Rhin — fleuve allemand mais non frontière de l'Allemagne"<sup>30</sup> des géopoliticiens allemands, le géographe et l'historien entendaient substituer à l'histoire des guerres et des conflits l'histoire pacifique de la civilisation rhénane:

"Ce paradis sur terre qu'exaltait Goëthe, d'autres souffles l'ont ému que ceux des haines sifflantes: souffles spirituels, souffles vivifiants de civilisation et de culture européenne. Sachons les recueillir. Laissons à l'astuce des uns, à la candeur des autres, la "frontière naturelle": il n'y a de frontières qu'humaines. Elles sont "justes" ou "injustes", mais ce n'est pas "la nature" qui dicte l'équité ou conseille la violence. Laissons la "race", surtout, aux mauvais bergers. Elle leur appartient par droit d'invention. Laissons-la, non seulement parce que l'état présent des recherches scienti-

<sup>28</sup> Karl HAUSHOFER, *Grenzen in ihrer geographischen und politischen Bedeutung*, Berlin, Kurt Vowinckel, 1927, 250 p.

<sup>29</sup> Jacques ANCEL, *Géopolitique*, p. 82. (Certains auteurs, comme Demangeon en 1941 ou Jean Gottmann en 1952, ont fait par la suite le reproche à Ancel de partager les vues du *Geopolitiker* en attribuant à la frontière un caractère dynamique et provisoire; Ancel, s'il reconnaissait avec Ratzel qu'une frontière était "vivante", se refusait néanmoins à voir dans ses fluctuations la marque de la puissance de l'État. On peut ajouter qu'il fut, de tous les géographes français, le plus ardent à combattre les idées de l'École allemande.)

<sup>30</sup> "Rhein — Deutschlands Strom aber nicht Deutschlands Grenze", d'après un poème célèbre d'Ernst Moritz Arndt (1813).



fiques nous le conseille, mais —ne craignons pas de le dire aux heures troubles que nous traversons— parce que nous sommes Français”<sup>31</sup>.

Cette réflexion critique, qui correspond à une démarche collective et plus ou moins coordonnée de la part des universitaires français, constitue bien l'ébauche d'une géopolitique spécifiquement française, même s'il convient de revoir en partie l'image que les géographes français aimaient donner de leur discipline, lui accordant volontiers toutes sortes de qualités: sens de la mesure, rigueur, impartialité, et autres vertus éminemment françaises...

Son développement et ses limites furent essentiellement le fait de trois paramètres:

- la France de 1918, affaiblie mais victorieuse, était une nation sûre de sa géographie, et n'était pas comme l'Allemagne à la recherche de son espace;

- contrairement à l'Allemagne, la géographie politique s'est exprimée presque exclusivement dans le cadre universitaire et n'a fait l'objet d'aucun développement indépendant;

- enfin, ces universitaires se sont justement méfiés de toute collusion avec le domaine politique, même si certaines préoccupations furent sensiblement proches: recherche de la stabilisation des frontières fixées par les traités, maintien du statut de puissance coloniale, recherche d'un certain équilibre européen sur les plans économique et militaire, et d'une manière générale, participation au mieux-être de la société française.

Le débat qui oppose aujourd'hui certains géographes sur la validité des grands courants géopolitiques de l'entre-deux-guerres, et notamment sur l'Ecole allemande, révèle de profondes divergences sur l'objet même de la géopolitique contemporaine. Pour les uns, comme Yves Lacoste ou Michel Korinman, membres de la revue *Hérodote*, la géopolitique est l'outil indispensable qui peut, à défaut de guider, du moins éclairer et alerter les dirigeants politiques sur certaines réalités; certains aspects de la *Geopolitik* allemande ne sont pas dénués d'intérêt et des leçons peuvent en être tirées jusque dans ses égarements. A l'inverse, pour Claude Raffestin, toute remise à jour de ce type de démarche, même avec d'infinies précautions idéologiques, porte en germe les politiques de puissance, la géopolitique étant par essence “un savoir totalement inféodé au pouvoir politique en place”<sup>32</sup>.

Dans le sens de cette dernière affirmation, on peut facilement démontrer que, pendant l'entre-deux-guerres, le discours géopolitique ne fut jamais totalement étranger au discours idéologique environnant et aux préoccupations nationales ou patriotiques. Une typologie de ces différents courants ferait apparaître une géopolitique de l'expansion et une géopolitique de l'endiguement. La première, à l'évidence, est illustrée par la *Geopolitik* allemande, ainsi que par la *geopolitica* italienne et espagnole, qui se firent

---

<sup>31</sup> Albert DEMANGEON et Lucien FEBVRE, *Le Rhin : problèmes d'histoire et d'économie*, Paris, Armand Colin, 1935, pp. X-XI.

<sup>32</sup> Claude RAFFESTIN *et al.*, *Géopolitique et histoire*, p. 281.

l'écho des rêves de grandeur mussolinien et franquiste<sup>33</sup>, mais aussi par des Américains comme l'amiral Mahan, dont l'œuvre était destinée à tracer aux Etats-Unis d'avant 1914 les voies de la domination politique et navale. La seconde est illustrée par des citoyens de pays s'appliquant à préserver l'essentiel d'une hégémonie menacée de toutes parts: la Grande-Bretagne et la France. C'est l'orientation de Mackinder, centrée sur les aspects stratégiques et militaires, et celle des auteurs français présentés ici, attachés avant tout aux questions économiques et diplomatiques.

### 3. *Les géographes français face aux problèmes internationaux*

En juillet 1919, soit un mois après la signature du traité de Versailles, Lucien Gallois, qui quelques années auparavant dissuadait les géographes français de sortir des cadres stricts que la discipline s'était fixée, provoquait ce que l'on peut considérer aujourd'hui comme un tournant dans l'histoire de la revue: "Il sera fait une large part, dans les *Annales de géographie*, à l'étude des États et organisations politiques que ces arrangements vont créer"<sup>34</sup>. L'ampleur des réflexions géographiques inspirées par les bouleversements géopolitiques issus des traités de paix mérite que l'on s'arrête un instant sur la carte politique de l'Europe au lendemain de la guerre.

#### **L'Europe en 1920**

L'Europe de Versailles<sup>35</sup> était avant tout une Europe déchirée entre vainqueurs — la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, l'Italie, le Portugal, la Serbie, la Grèce et la Roumanie — et vaincus: l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie<sup>36</sup>. Si la Roumanie et la Grèce avaient vu leur territoire s'accroître sensiblement, la première aux dépens de la Hongrie et de la Russie, la seconde aux dépens de la Bulgarie, l'Italie en revanche, n'obtenant ni Fiume ni la Dalmatie, allait rapidement rejoindre le camp des mécontents. La défaite de l'Allemagne, l'éclatement de l'Autriche-Hongrie et l'effacement de la Russie avaient permis à certaines nations de recouvrer leur indépendance — Finlande, Pologne — et donné naissance à de nouveaux États: l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Yougoslavie et la

<sup>33</sup> Voir Claude RAFFESTIN *et al.*, *Géopolitique et histoire*, 2e partie, chap. II.

<sup>34</sup> Lucien GALLOIS, "La paix de Versailles : les nouvelles frontières de l'Allemagne", *Annales de géographie* 28 (1919), pp. 241-48.

<sup>35</sup> L'expression, forgée par Jean-Baptiste DUROSELLE et souvent employée pour désigner l'Europe de l'entre-deux-guerres, ne doit pas occulter le rôle des autres traités signés en banlieue parisienne entre septembre 1919 et juin 1920 : à St-Germain (régulant le sort de l'Autriche), à Sèvres (Turquie), à Neuilly (Bulgarie) et au Trianon (Hongrie).

<sup>36</sup> La Suisse, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, la Suède et l'Espagne étaient restés neutres durant le conflit.

Tchécoslovaquie. La “paix” de Versailles multipliait les problèmes de minorités nationales <sup>37</sup>; elle exacerbait le ressentiment des vaincus, et en particulier de l'Allemagne, qui outre les territoires perdus et les réparations demandées, voyait son armée réduite et la rive gauche du Rhin démilitarisée et occupée.

La conférence de Paris avait certes vu le triomphe de la *new diplomacy* du président Wilson, fondée sur le principe des nationalités et sur la constitution d'une organisation mondiale, la Société des Nations, garantissant aux États, petits ou grands, les mêmes droits; mais ces généreuses conceptions universalistes se heurtèrent rapidement aux préoccupations des dirigeants européens: Clemenceau, favorable au “droit des peuples à disposer d'eux-mêmes” , mais soucieux avant tout des intérêts de la France et de sa sécurité, laquelle imposait à ses yeux d'affaiblir l'Allemagne; Lloyd George, qui ne souhaitait pas voir la France disposer seule de l'hégémonie continentale et se montrait plutôt enclin à ménager l'Allemagne; Orlando, enfin, qui cherchait à obtenir pour son pays des avantages territoriaux substantiels.

Le retrait des États-Unis de la SDN hypothéqua lourdement l'avenir de l'organisation qui devint, de fait, essentiellement européenne et ne put surmonter les rivalités de ses membres. Malgré les accords de Locarno et l'ébauche de rapprochement franco-allemand, malgré l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, les tensions issues de la guerre ne s'estompèrent jamais tout à fait, redoublant au contraire à partir des années trente.

### Une science pour les temps nouveaux

Quelles qu'aient été leurs conséquences sur le sort de l'Europe, les principes formulés à Versailles tranchaient singulièrement avec les vieilles méthodes de la diplomatie européenne: pour la première fois en effet, de l'avis général des géographes français, les éléments territoriaux et humains cessaient d'être considérés “comme les pièces d'un jeu d'échecs” <sup>38</sup>. Répondant aux multiples critiques dont les traités avaient fait l'objet, Ancel écrivait en 1937: “Le traité de Versailles, fruit du travail de 52 commissions techniques, préparé par les spécialistes les plus qualifiés, en particulier historiens et géographes, financiers et économistes des États-Unis qui tinrent 1646 séances, n'est point une œuvre bâclée...” <sup>39</sup>.

Les géographes, il est vrai, avaient été étroitement associés à l'élaboration des différents traités. L'Américain Isaiah Bowman, secondé par les membres de l'American Geographical Society et en contact avec ses collègues européens, le Serbe Cvijic, l'Italien Marinelli, l'Anglais Ogilvie notamment, fut chargé par le président Wilson de fournir cartes et documents aux négocia-

<sup>37</sup> Allemands des Sudètes, Hongrois de Transylvanie, de Slovaquie, etc. mais également toutes sortes de conflits internes aux États : hégémonie tchèque, rivalité serbo-croate...

<sup>38</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, Paris, Berger-Levrault, 1934, p. 245.

<sup>39</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères : aide-mémoire de la politique française (1789-1936)*, Paris, Delagrave, 1936, p. 90.

teurs de Paris<sup>40</sup>. En France, Demangeon, attaché au Service géographique de l'Armée pendant la guerre, fut avec Emmanuel de Martonne conseiller au sein de la Section géographique française et chargé d'étudier les problèmes relatifs aux frontières européennes. Vidal lui-même, à quelques mois de sa mort, examina en 1917, pour le Comité d'Études, la fixation de la frontière avec la Sarre<sup>41</sup>.

La conférence de la paix, on le voit, fut en quelque sorte le baptême géopolitique de l'École française de géographie. "Jamais n'est apparue plus impérieuse la nécessité d'étudier dans leur réalité des problèmes dont dépend en partie la paix du monde", notait Gallois dans l'avant-propos à la *Géographie universelle*<sup>42</sup>. Même le plus éminent spécialiste de géographie physique ne pouvait désormais se soustraire aux problèmes internationaux de son temps. Emmanuel de Martonne note, à propos de l'Europe centrale:

"Ce n'est pas seulement le géographe curieux de s'expliquer les aspects variés du relief et du climat, du tapis végétal et de l'habitat humain qui regarde vers l'Europe centrale, mais tout esprit soucieux des réalités économiques, qu'on saisit ici en pleine transformation, tout citoyen préoccupé par un avenir politique incertain"<sup>43</sup>.

Il n'était pas question de délaisser la géographie régionale mais de lui fixer de nouveaux buts: explorer cette *terra incognita* qu'était la nouvelle Europe et rappeler quelques vérités géographiques élémentaires à ceux qui étaient en charge des affaires internationales: "[...] pas de politique sans géographie politique, et pas de géographie politique sans une connaissance parfaite de la géographie physique et de la géographie humaine"<sup>44</sup>, écrivait Goblet, estimant que les traités n'avaient rien gagné à ce que des hommes d'État aient confondu la Silésie avec la Cilicie<sup>45</sup>. Les manuels géographiques, s'ils restaient à usage pédagogique, n'étaient plus uniquement réservés à l'enseignement secondaire comme du temps d'Émile Levasseur. Plusieurs titres en témoignent: *Affaires étrangères, aide-mémoire de la politique*

<sup>40</sup> Voir l'article de Lucien GALLOIS sur le travail des experts américains: "Un commentaire américain des récents traités de paix", *Annales de géographie* 29 (1920), pp. 452-55.

<sup>41</sup> Documents rassemblés dans *Travaux du Comité d'études*, t. II: *Questions européennes*, Paris, Imprimerie nationale, 1919, 859 p.

<sup>42</sup> Lucien GALLOIS, avant-propos à Albert Demangeon, *les Iles britanniques*, Paris, Armand Colin, 1927, p. VIII (*Géographie universelle*, t. Ier).

<sup>43</sup> Emmanuel de MARTONNE, *L'Europe centrale*, Paris, Armand Colin, 1930-31, p. 3 (*Géographie universelle*, t. IV).

<sup>44</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, p. 12. — Cf. Geoffrey PARKER, "Yves-Marie Goblet, 1881-1955", *Geographers: Biobibliographical Studies* 13 (1991), pp. 39-44, et "Y.-M. Goblet, 1881-1955", pp. 570-75 dans le t. 1 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers*, Paris, CNAM, 1994.

<sup>45</sup> C'est cette même ignorance des faits géographiques qu'entendait corriger Isaiah BOWMAN en publiant *The New World*, New York, World Book Co, 1921. (Traduction et adaptation par Jean Brunhes, *Le Monde nouveau*, Paris, Payot, 1928).

française, ainsi que le *Manuel géographique de politique européenne*<sup>46</sup>, tous deux publiés par Ancel, ou encore, d'Henri Hauser, *Économie et diplomatie*, recueil de cours de géographie et d'histoire économique destinés aux diplomates.

L'évolution ultérieure de la pensée géopolitique française de l'entre-deux-guerres fut le reflet des deux faits majeurs de ce temps: d'une part, l'affirmation sans précédent du fait national en Europe et dans le monde, d'autre part les bouleversements de l'économie internationale, bouleversements imputables en partie à la guerre, en partie aux progrès des transports et des communications.

La première orientation était celle suivie par Jacques Ancel<sup>47</sup>. De sa thèse sur la Macédoine à son dernier ouvrage, *Slaves et Germains*, paru en 1945 à titre posthume, en passant par ce qui fut sans doute son ouvrage le plus lu, *Peuples et nations des Balkans*<sup>48</sup>, l'expérience de l'Europe centrale et balkanique, acquise sur le terrain, lui avait fourni les bases de sa géographie politique. Voyant avec prescience le sort de la France et de l'Europe inextricablement lié à l'avenir de cette région, il consacra la plus grande partie de son œuvre à la recherche de solutions géopolitiques à des problèmes qui apparemment n'en avaient pas, le cas de la Macédoine illustrant à lui seul la complexité de la tâche.

La géographie politique d'André Siegfried devait plus à Tocqueville, voire à Montesquieu, qu'à Ratzel. Ses nombreux voyages l'avaient tout d'abord mené vers les pays anglo-saxons dont il dressa la "géographie morale" dans une série d'ouvrages consacrés aux grandes démocraties de type fédéral<sup>49</sup> — États-Unis, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud... —, cherchant à discerner, au-delà des analyses politiques et économiques, les représentations que les peuples se font d'eux-mêmes. Préoccupé par le sort du continent européen, il fut amené à partir des années trente à s'intéresser aux problèmes économiques, politiques et surtout culturels de l'Europe.

La seconde orientation, illustrée par les travaux d'Albert Demangeon et de Henri Hauser, amorçait le rapprochement de la géographie et de l'histoire avec la science économique, et la publication en 1920 du *Déclin de l'Europe* peut être considérée comme un tournant majeur, non seulement dans la carrière de Demangeon, mais dans l'évolution de la pensée géopoliti-

---

<sup>46</sup> Jacques ANCEL, *Manuel géographique de politique européenne*, t.I: *L'Europe centrale*, Paris, Delagrave, 1936.

<sup>47</sup> La biographie de Jacques Ancel a été établie par Robert SPECKLIN, "Jacques Ancel 1882-1943", *Geographers : Biobibliographical Studies* 3 (1979), pp. 1-6 ; voir également Pierre-Yves PECHOUX et Michel SIVIGNON, "Jacques Ancel (1882-1943), géographe entre deux guerres (1919-1945)", dans Paul Claval et Louis-André Sanguin (sous la dir.), *La Géographie française à l'époque classique, 1918-68*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>48</sup> Jacques ANCEL, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin, 1926, 220 p. [réimpression : Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1992] ; *Slaves et Germains*, Paris, Armand Colin, 1945, 224 p.

<sup>49</sup> Le plus célèbre de ces ouvrages étant sans doute *Les États-Unis d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1927, 362 p.

tique française. L'analyse économique et politique des problèmes internationaux était encore au cœur de sa réflexion géographique lorsqu'il entreprit, pour les *Annales de géographie*, de dresser le tableau de l'économie mondiale<sup>50</sup>, ou lorsqu'il décrivit, dans son étude de géographie coloniale, le réseau complexe de relations qui unissait les diverses parties de l'Empire britannique<sup>51</sup>.

Dans l'avant-propos aux *Origines historiques des problèmes économiques actuels*, Henri Hauser se définissait lui-même comme un historien absorbé par les problèmes du passé, mais néanmoins préoccupé par les questions internationales contemporaines. Spécialiste de la Renaissance, ayant longtemps étudié la formation d'une Europe éclairée fondée sur la liberté des échanges, il ne pouvait que regretter le morcellement économique de l'Europe présente, la montée des nationalismes et l'absence de toute instance économique à l'échelon supranational<sup>52</sup>.

Sans atteindre de développements comparables à ceux de la *Geopolitik* en Allemagne, la géographie politique française n'en était pas moins riche et vivante entre les deux guerres. Loin de constituer une discipline indépendante, elle restait étroitement liée à l'ensemble de la géographie humaine et régionale. Seuls peut-être Jacques Ancel avec sa *Géopolitique* et Yves-Marie Goblet<sup>53</sup> avec le *Crépuscule des traités* ont tenté de la mettre sur le même plan que la *Geopolitik*, tout en combattant celle-ci.

Au total, les préoccupations des géographes français étaient fort éloignées de celles des *Geopolitiker* ou d'un Harold Mackinder, les questions d'ordre stratégique et la recherche de la puissance, s'effaçant au profit d'une géographie politique active, moins visionnaire sans doute, et certainement plus modeste, mais avant tout soucieuse de régler les problèmes de l'heure et d'éviter les conflits futurs. Dans un chapitre du *Crépuscule des traités* intitulé "Essais européens de géographie politique expérimentale", consacré aux différents conflits auxquels fut confrontée la Société des Nations — le territoire de la Sarre, la question du Schleswig-Holstein, Danzig entre autres —, Goblet rendait hommage à l'organisation qui, selon lui, avait eu le mérite d'avoir placé la géographie politique dans le domaine des sciences

---

<sup>50</sup> Albert DEMANGEON, "Les aspects actuels de l'économie internationale", *Annales de géographie* 38 (1929), pp. 10-25 et 97-112; "Les aspects nouveaux de l'économie internationale", *Annales de géographie* 41 (1932), pp. 1-21 et 113-30.

<sup>51</sup> Albert DEMANGEON, *L'Empire britannique : étude de géographie coloniale*, Paris, Armand Colin, 1923, 280 p.

<sup>52</sup> Henri HAUSER, *Les Origines historiques des problèmes économiques actuels*, Paris, Vuibert, 1930, 104 p. — Cf. Paul CLAVAL, "Henri Hauser, 1866-1947", pp. 642-54 dans le t. 1 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : dictionnaire biographique, 1794-1955*, publié sous la direction de Claudine Fontanon et André Grelon, Paris, Institut national de recherche pédagogique / CNAM, 1994.

<sup>53</sup> Voir Geoffrey PARKER, "Yves-Marie Goblet, 1881-1955", *Geographers : Biobibliographical Studies*, 13 (1991), pp. 21-39, et "La géographie politique d'Yves-Marie Goblet", dans *La Géographie française à l'époque classique, 1918-69*, Paris, L'Harmattan, 1996.

expérimentales: “Cette géographie politique, écrivait-il, fondée sur la géographie physique, sur la géographie historique et sur la géographie humaine —notamment dans ses aspects économiques—, elle est entre toutes une œuvre de paix”<sup>54</sup>.

L'idée d'Europe unie, qui fera son chemin tout au long des années vingt, représentera aux yeux de certains une réponse possible aux divers problèmes géopolitiques et économiques internationaux. Cette union des peuples européens, peut-être Vidal la pressentait-il déjà dans les dernières années de sa vie, lorsqu'au plus fort de la guerre, il écrivait ces lignes, dont la portée dépasse le cadre du conflit:

“Quand on réfléchit aux conditions que crée entre les peuples la complication croissante des intérêts internationaux, on ne tarde pas à se convaincre qu'une action isolée n'est conforme ni à l'ordre des choses, ni aux intérêts de chacun. [...] Au groupe d'offensive agressive que nous voyons à l'œuvre, l'Europe occidentale est-elle en état d'opposer un faisceau assez cohérent pour être capable d'action concertée? [...] L'histoire, là comme ailleurs, est loin de ressembler à une idylle. Cependant, par une longue série de rapports, elle a évolué vers une civilisation commune. Peu à peu les communautés de vues sur l'idéal des sociétés, sur les notions de liberté et de justice, se sont montrées plus fortes que les différences de langues, que les raisons mystiques tirées de prétendues supériorités de race, ou même que les ressentiments des luttes passées”<sup>55</sup>.

## B. Européisme et géopolitique

### 1. *La vogue européiste des années 1925-1932*

Bien que l'idée d'union européenne ne soit pas apparue spontanément avec la fin de la guerre<sup>56</sup>, c'est à partir de 1923 qu'a commencé ce qu'on peut appeler la phase active de l'européisme, dans la foulée des premières désillusions de l'après-guerre, quand se manifestèrent l'incapacité de la SDN de garantir la paix et le retour des vieilles querelles entre grands États européens. Dès lors, l'idée européenne, qui n'avait suscité jusque-là que des projets plus ou moins vagues, allait devenir l'objet de programmes complets

---

<sup>54</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, p. 10.

<sup>55</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est*, Paris, Armand Colin, 1917, éd. 1922, p. 205-07.

<sup>56</sup> De l'*Essai sur la Paix présente et future de l'Europe* de William Penn (1693) au “Grand Parlement européen” évoqué par Saint-Simon en 1814, du *Mémoire pour rendre la paix perpétuelle en Europe* de l'abbé de Saint-Pierre (1713) au discours de Victor Hugo au Congrès de la paix (1849) annonçant une Europe future fondée sur le suffrage universel, l'histoire est riche de rêves européens de toutes sortes. On peut lire à ce sujet, Jean-Baptiste DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, Denoël, 1965, 524 p.

et précis, étayés par la création de mouvements militant en faveur de sa réalisation effective.

De toutes les organisations pro-européennes apparues après la guerre, l'Union paneuropéenne de Coudenhove fut indiscutablement la plus spectaculaire et certainement la plus active. Tour à tour philosophe et journaliste politique, devenu comme ses compatriotes germanophones de Bohême citoyen tchécoslovaque en vertu du traité de St-Germain, le comte Richard de Coudenhove-Kalergi était le symbole même de l'Autriche aristocratique et cosmopolite de l'avant-guerre<sup>57</sup>. La création en 1924 de l'Union paneuropéenne, un an après la publication du livre<sup>58</sup>, marquait le début de sa "croisade pour l'Europe".

Les années suivantes virent l'auteur parcourir les capitales européennes pour tenter de rallier à sa cause intellectuels et responsables politiques. L'édition originale de *Pan-Europa* ayant été divulguée depuis Vienne, ce fut surtout en Autriche et en Europe centrale que se manifestèrent les premières réactions favorables à l'idée européenne: de nombreux Viennois arboraient l'insigne de Paneurope — la croix rouge sur un soleil d'or, symbolisant l'union des civilisations grecque et chrétienne — et espéraient, en faisant de Vienne la capitale de l'euro-péisme, redonner à la ville le prestige que les traités lui avaient ôté. Mais les efforts entrepris par Coudenhove et les militants des autres mouvements allaient rapidement rendre l'idée européenne populaire, ou du moins la faire connaître, dans la plupart des pays européens. Comme l'écrit Jean-Luc Chabot, l'euro-péisme devient alors "un courant politique et subit le sort de pratiquement toutes les idées politiques dans l'entre-deux-guerres, à savoir une démocratisation de l'expression des idées à laquelle correspond une volonté de convaincre les masses par un art nouveau, la propagande"<sup>59</sup>. Dans le climat de détente que connut l'Europe au lendemain des accords de Locarno, articles, discours, ouvrages et revues en faveur de l'union se multiplièrent à tel point que l'on pouvait parler, à la fin des années vingt, d'une véritable "mode" des États-Unis d'Europe<sup>60</sup>.

---

<sup>57</sup> Dans ses autobiographies successives, Coudenhove a retracé les étapes de son combat pour l'Europe, notamment dans *Crusade for Pan-Europe : autobiography of a man and a movement*, New York, Putnam, 1943, 318 p., et dans *J'ai choisi l'Europe*, Paris, Plon, 1952, 357 p. — Pour l'ensemble de ses écrits et l'état actuel des sources d'archives, voir *Pan-Europe (1923) et le mouvement paneuropéen : Richard N. de Coudenhove-Kalergi entre l'Empire d'Autriche-Hongrie et une Europe gaullienne. Guide de recherche*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1994, 53 p.

<sup>58</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Pan-Europa*, Vienne, Paneuropa Verlag, 1923, 167 p. [Réimpression : Munich, 1982.] — Version française, traduite par Philippe Simon, *Paneurope*, Paris-Vienne, Editions Paneuropéennes, 1927, 160 p. Nouvelle traduction de Mathilde et Pierre Trainard, *Pan-Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, 146 p. — Nous citons ici selon la traduction de 1988.

<sup>59</sup> Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 12.

<sup>60</sup> Jean-Luc CHABOT recense plus de 600 articles et ouvrages sur l'Europe unie, sans tenir compte des articles parus dans la presse quotidienne ou dans les organes des mou-



Le nombre d'ouvrages pro-européens publiés durant cette période et l'ampleur des débats qu'ils suscitèrent furent tels qu'il est préférable de se reporter aux travaux signalés dans la bibliographie (partie B.3)<sup>61</sup>; on se bornera ici à retracer quelques étapes marquantes dans la diffusion de l'idée européenne.

L'approche purement économique des problèmes européens fut sans doute celle qui remporta la plus large adhésion car elle évitait prudemment toute allusion au fédéralisme politique. C'est dans ce sens que fut créée en 1925 l'Union douanière européenne, rassemblant autour de l'économiste Charles Gide, d'Yves Le Trocquer et d'Henri Truchy, diverses personnalités politiques, des économistes, industriels, banquiers et même syndicalistes, essentiellement allemands et français. Parallèlement, des tentatives furent faites en vue de développer les ententes industrielles entre pays européens. La plus notable fut la mise sur pied en 1926 de l'Entente internationale de l'acier, animée par le sidérurgiste luxembourgeois Émile Mayrisch, directeur des Aciéries réunies de Burbach, Esch et Dudelange (ARBED) et fervent partisan du rapprochement franco-allemand. La crise de 1929 mit un terme à ces efforts qui préfiguraient pourtant la CEEA et les premières orientations de la construction européenne après 1945.

Même s'il est difficile de discerner quelle était la part de la conviction et celle du calcul —quand l'idée européenne devint un phénomène de mode—, les dirigeants politiques n'ont pas été étrangers au débat européen; mais, contrairement à ce qu'avaient espéré les fondateurs des mouvements européens, les prises de position officielles furent rares jusqu'à l'initiative d'Aristide Briand en 1929. Si le degré d' "européisme" fut variable selon les pays<sup>62</sup>, les convictions européennes des hommes d'État variaient selon leur appartenance politique. Bien qu'aucun parti politique n'eût inscrit dans son programme la réalisation des États-Unis d'Europe, il est facile de voir où se situaient les pro-européens sur l'échiquier politique de l'époque: de la

---

vements européens ; il dénombre en outre une douzaine de mouvements, sans compter les nombreux congrès et manifestations de toutes sortes.

<sup>61</sup> Voir également Yannick MUET, *Le débat européen dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Economica, 1997 [à paraître].

<sup>62</sup> La Russie communiste et l'Italie mussolinienne ne cachaient pas leur hostilité au projet ; d'autres se montrèrent, sinon hostiles, tout du moins réticents comme la Suisse, la Grande-Bretagne et les pays scandinaves. Au contraire, certains pays d'Europe centrale manifestèrent un grand intérêt pour les thèses de Coudenhove : l'Autriche, on l'a vu, ainsi que la Tchécoslovaquie qui, à travers Masaryk, premier président de la République, et Edvard Benes, ministre des Affaires étrangères — et futur président —, apporta son soutien au fondateur de Paneurope. Enfin, l'idée européenne rencontra un accueil favorable auprès des dirigeants allemands et français, avec le soutien, pour l'Allemagne, du président du Reichstag Paul Lœbe et pour la France, de personnalités aussi diverses que Louis Loucheur, Joseph Caillaux, Léon Blum, Édouard Herriot et bien entendu Aristide Briand. Voir Franck THERY, *L'action du mouvement paneuropéen sur la scène franco-allemande entre 1924 et 1932*, Genève, Institut européen, 1997 [à paraître].

gauche non communiste —radicaux et socialistes— à la droite libérale et non nationaliste.

Enfin, l'idée européenne ne fut pas l'affaire des seuls techniciens, juristes ou économistes, non plus que des seuls hommes d'État, qui, à l'exception peut-être d'Aristide Briand, se révélèrent dans une large mesure peu efficaces pour susciter l'enthousiasme des opinions publiques envers la cause européenne. Ce furent les écrivains, philosophes, hommes de lettres de théâtre, ainsi que divers chroniqueurs politiques qui firent de l'Europe l'un des thèmes de débat les plus importants du milieu de l'entre-deux guerres. Au nom de Romain Rolland, pionnier de la cause pacifiste et du rapprochement franco-allemand, on peut associer celui de Jules Romains qui, dès 1915, employait déjà le terme d' "européisme" et appelait à la création d'un grand parti européen<sup>63</sup>. A l'inverse, les réflexions de Paul Valéry sur l'Europe relevaient plus du commentaire politique et philosophique que du militantisme pro-européen, celui qui se définissait ironiquement comme "le Bossuet de la III<sup>e</sup> République" n'ayant jamais eu de mots assez durs pour qualifier les dirigeants de cette Europe qui n'avait pas eu "la politique de sa pensée". Aux œuvres, nombreuses, dans lesquelles l'idée européenne n'apparaît qu'au détour d'une phrase ou d'un chapitre, on peut opposer les textes d'écrivains engagés dans le combat pour l'Europe. Ce fut le cas de Julien Benda avec son fameux *Discours à la nation européenne*<sup>64</sup>, de Pierre Drieu la Rochelle, qui mit autant de fougue dans la défense de l'Europe qu'il allait en mettre au service de Vichy<sup>65</sup>, et d'écrivains personnalistes comme Denis de Rougemont, Alexandre Marc, Robert Aron ou le philosophe russe Nicolas Berdiaïev<sup>66</sup>, dont le fédéralisme se caractérisait par le rejet du dogme national et de la conception jacobine de l'État.

Ce courant intellectuel aboutit en 1929 au discours célèbre d'Aristide Briand se proposant, devant la Xe Assemblée de la SDN, d'établir une "sorte de lien fédéral" entre les nations européennes. Alors ministre des Affaires étrangères, puis président du Conseil pour la onzième fois après le retrait de Poincaré au cours de l'été 1929, Briand achevait ainsi une carrière politique entamée au début du siècle dans le combat pour la séparation de

---

<sup>63</sup> Ses réflexions sur l'Europe, entamées en 1915, ont été rassemblées dans *Problèmes européens*, Paris, Flammarion, 1933, 250 p. Contrairement à Rolland qui se détourna rapidement de la question européenne — sollicité par Coudenhove, il se récusera —, l'auteur des *Hommes de bonne volonté* et inventeur de l'unanimisme n'abandonnera jamais tout à fait le combat européen puisqu'on le verra encore militer en 1952-54 pour la Communauté européenne de défense.

<sup>64</sup> Julien BENDA, *Discours à la nation européenne*, Paris, NRF, 1933, 237 p.

<sup>65</sup> Avec *Genève et Moscou*, Paris, Gallimard, 1928, et surtout *L'Europe contre les patries*, Paris, Gallimard, 1931, Drieu défendit vigoureusement les thèses pro-européennes, mais cette foi en l'Europe ne fut qu'un bref épisode de sa carrière mouvementée.

<sup>66</sup> Voir Jean-Louis LOUBET DEL BAYLE, *Les non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Editions du Seuil, 1969, 496 p. ; Bruno ACKERMANN, *Denis de Rougemont : une biographie intellectuelle*, Genève, Labor et Fides, 1996, 2 vols.

l'Eglise et de l'Etat. Le sort réservé au mémorandum français de mai 1930 ne correspondit nullement aux applaudissements de septembre 1929. De la part des gouvernements européens, "l'attitude, quasi générale, fut celle d'un refus poli"<sup>67</sup>, rappelle Jean-Baptiste Duroselle. Les effets dévastateurs de la crise économique et l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933 allaient reléguer l'union européenne au dernier rang des préoccupations du gouvernement français: toute sa politique tendra désormais à contenir l'expansionnisme de l'Allemagne.

L'euphorie des années vingt fit place à l'inquiétude et au désarroi. En 1933, Georges Duhamel évoquait avec amertume l'occasion manquée: "Nous avons, pendant des années, été soulevés d'un grand espoir [...] Un énorme, un affreux silence est tombé sur le génie européen"<sup>68</sup>.

Et en 1935, de l'Europe unie, on écrivait déjà:

"Y-a-t-il quelque utilité à déposer des fleurs sur un cercueil? Avec quelle mélancolie nous contemplons les débris d'un concept qui eut, à son heure, il y a quatre ou cinq ans, toutes les faveurs de l'opinion, à savoir l'Union européenne. On n'en parle plus que par acquis de conscience, comme on célèbre encore, dans une chapelle en ruine, le culte d'un dieu mort"<sup>69</sup>.

## 2. *L'Europe comme projet géopolitique*

Comme nous l'avons vu, les géopoliticiens allemands de l'entre-deux-guerres furent les seuls à se revendiquer comme tels. Eux aussi ont caressé l'espoir de voir l'Europe enfin unie, bien que leurs thèses fussent fort éloignées du courant intellectuel évoqué ci-dessus. On parlerait volontiers aujourd'hui de géopolitique à propos de ces intellectuels qui militèrent pour la cause européenne, tant le mot est devenu commode. Même si une telle démarche peut sembler anachronique, il semble bien cependant que la part d'analyse et la part de construction inhérentes à chacun de ces projets européens relèvent du raisonnement géopolitique.

Ainsi en est-il de *Pan-Europe*. De tous les ouvrages publiés durant les années d'apogée de l'idée européenne, le livre de Coudenhove est resté le point de référence de tous les commentaires et de toutes les réflexions sur l'Europe, tant l'exposé des arguments en faveur de l'union y était complet: la fin de l'hégémonie européenne, le danger nationaliste et le péril d'une nouvelle guerre, le morcellement économique de l'Europe, la menace —idéologique et militaire— de la Russie soviétique... Si les contours de la future union étaient clairement définis —toute l'Europe à l'exception de la Grande-Bretagne, trop liée à son Empire, et de la Russie, au régime politique

<sup>67</sup> Jean-Baptiste DUROSELLE, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, p. 278.

<sup>68</sup> Georges DUHAMEL, dans *L'avenir de l'Esprit européen, Entretiens de Paris, 16-18 octobre 1933*, Paris, Institut international de coopération intellectuelle, 1934, p. 129.

<sup>69</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, Paris, Armand Colin, 1935, p. 122.

incompatible—, la nature de l'organisation et des liens devant unir les Etats européens était en revanche définie de manière plus vague, dans le souci manifeste de ne pas froisser les susceptibilités des classes politiques nationales.

Qu'ils aient été philosophes, journalistes, économistes, romanciers ou poètes, ces intellectuels pro-européens ont "fait de la géopolitique" sans pour autant être géographes. Les spécialistes français de géographie politique, historiens ou géographes, furent quant à eux constamment tiraillés entre leur rôle d'analystes et celui de conseillers, entre académisme et engagement. Informer l'opinion sur tel ou tel problème européen est une chose; prendre part à une construction politique en est une autre: on doit nécessairement s'éloigner du domaine purement scientifique. Les chapitres suivants auront précisément pour objet de retracer les raisonnements des uns et des autres et d'éclaircir les mobiles de certaines réticences.

## CHAPITRE II

# *Visions géopolitiques de l'Europe*

*Le déclin de l'Occident* (Spengler en 1918), *Le déclin de l'Europe* (Demangeon en 1920), *La trahison des clercs* (Benda en 1927), *La crise de l'Europe* (Siegfried en 1935)... Ces quelques titres — pour ne citer que les plus célèbres — montrent, s'il le faut, à quel point le thème du déclin européen inspira les intellectuels français et européens de l'entre-deux-guerres. Avant toute autre considération, cette prise de conscience fut à l'origine de tous les engagements en faveur de l'Europe unie. Une fois l'argument posé, les remèdes envisagés variaient selon le mal que l'on entendait combattre: le déclin économique d'un continent ou la crise de toute une civilisation.

Mais au-delà des questions économiques et politiques, inévitablement liées à la construction de l'Union européenne, les géopolitologues de l'entre-deux-guerres, géographes, historiens ou autres analystes, s'attachèrent plus spécialement à définir ce qui, à leurs yeux, faisait l'unité ou la diversité du continent dans sa géographie et dans sa civilisation.

### A. Le déclin de l'Europe

#### 1. *Le déclin économique et la fin de l'hégémonie européenne*

Certains titres firent plus pour la réputation de leur auteur que l'œuvre elle-même. Il en va ainsi du *Déclin de l'Occident*<sup>1</sup>: "C'est à ce titre, estime Denis de Rougemont, que Spengler doit le plus clair de sa célébrité dans un public immense qui souvent ne l'a pas lu, mais qui sait que Spengler est célèbre et qu'il prévoit notre déclin"<sup>2</sup>. Il est d'ailleurs peu probable que les considérations philosophiques de Spengler sur la civilisation européenne — dont il ne prédisait nullement la décadence — eussent été comprises du

---

<sup>1</sup> Oswald SPENGLER, *Der Untergang des Abendlandes : Umriss einer Morphologie der Weltgeschichte*, Vienne, K. und K. Universitäts-Verlagsbuchhandlung, 1918, 639 p. — Traduction : *Le déclin de l'Occident : esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*, Paris, Gallimard, 1931-33, 2 vols., traduit par Mohand Tazerout.

<sup>2</sup> Denis de ROUGEMONT, *Vingt-huit siècles d'Europe*, p. 313. Cf. Gilbert MERLIO, *Oswald Spengler, témoin de son temps*, Stuttgart, H.-D. Heinz, 1982, 2 vols.

plus grand nombre, et du reste, le livre n'était pas aussi pessimiste que son titre ne le laissait penser.

*Le déclin de l'Europe*, au contraire, était un titre tout à fait conforme à son contenu. Les thèses qui y étaient développées, compréhensibles du plus grand nombre, eurent un impact considérable lors de sa parution en 1920 et contribuèrent largement à cette prise de conscience générale. Albert Demangeon fut en effet le premier à dresser, dès le lendemain du conflit, un bilan complet des indices qui révélaient la fin de la suprématie économique de l'Europe, après des siècles de domination sans partage. "Ce que nous voulons tenter ici, écrivait Demangeon, c'est de considérer le déplacement de la fortune qui apparaît comme l'un des faits capitaux de la guerre, non pas tant du point de vue social, mais du point de vue international"<sup>3</sup>.

A vrai dire, bien des signes de ce déclin étaient perceptibles avant même le début du conflit, mais le constat n'avait jamais été aussi clairement établi avant 1914. La guerre servit de révélateur, elle fut le "coup fatal" porté à l'hégémonie de l'Europe qui, depuis les grandes découvertes, "dispensait au monde entier les trésors de son argent, de sa force et de sa vie"<sup>4</sup>. Ce que Mackinder appelait l'"époque colombienne" avait pris fin avec le XXe siècle<sup>5</sup> et pour Demangeon, la fin de la guerre n'était rien de moins que le début d'un "nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité"<sup>6</sup>.

Parmi les manifestations les plus évidentes de l'affaiblissement de l'Europe, certaines étaient directement liées à la guerre. Pour les pays qui furent le théâtre des opérations militaires, les pertes matérielles et humaines avaient été considérables et, comme l'avait fait quelques mois auparavant John Maynard Keynes dans *The Economic Consequences of the Peace*<sup>7</sup>, *Le déclin de l'Europe* dressait le tableau d'un monde détruit: huit millions et demi de tués, une grande partie de l'Europe ruinée, en particulier la France du Nord, la Belgique, la Serbie, la Roumanie... Les années de l'immédiat après-guerre connurent une violente crise de reconversion industrielle, tandis que la dépendance alimentaire vis-à-vis des autres pays, déjà manifeste avant 1914, s'était accrue: "sans les grains du Nouveau Monde, notait Demangeon, l'Europe ne mangerait pas à sa faim"<sup>8</sup>.

Surtout, la puissance financière du vieux continent et son rôle de "banquier du monde" étaient mis en question. On voyait désormais les États-Unis mobiliser leurs capitaux pour la restauration de l'Europe. Les

---

<sup>3</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 12.

<sup>4</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 14.

<sup>5</sup> Mackinder cité par Geoffrey PARKER, *Western geopolitical thought in the twentieth century*, p. 16.

<sup>6</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 18.

<sup>7</sup> John Maynard KEYNES, *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 1920, 237 p. — Cf. François CROUZET, "Réactions françaises devant "Les conséquences économiques de la paix" de Keynes", *Revue d'histoire moderne et contemporaine* XIX (janvier-mars 1972), pp. 6-26.

<sup>8</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 23.

dettes que les pays de l'Entente contractèrent auprès des banques et du gouvernement américains pour vaincre dans la confrontation avec les Empires centraux avaient précipité une véritable révolution dans la géographie financière, Wall Street détrônant la City et le dollar la livre. Enfin, l'Europe voyait sa suprématie contestée par les États-Unis et le Japon dans les domaines industriels, maritimes et bientôt navals. Plus que l'affaiblissement économique observé en Europe, la montée en puissance des nations extra-européennes inquiétait Demangeon. Si l'Europe pouvait se relever d'une crise de conjoncture, le second mouvement paraissait, lui, irréversible:

“L'unité de la terre s'était réalisée sur un plan européen; plusieurs plans qui s'ébauchent vont dissocier cette œuvre; [...] il n'y aura plus unité mais pluralité d'influences”<sup>9</sup>.

## 2. *Les “nouveaux mondes”*

La guerre — surtout dans les dernières années, du fait de la guerre sous-marine — avait eu pour conséquence de couper les liens économiques qui unissaient le monde à l'Europe: privés de certains produits, les pays extra-européens, traditionnels fournisseurs des matières premières de l'Europe, apprirent à s'industrialiser de manière autonome et à se passer du savoir-faire des Européens. Pour André Siegfried, toute l'ancienne conception des rapports complémentaires entre l'Europe et le reste du monde était ainsi remise en cause:

“Nous sommes si bien accoutumés à ce privilège qu'aujourd'hui même, quand un nouveau pays prétend s'industrialiser et ferme ses portes à nos exportations, notre réaction instinctive est qu'il outre passe quelque peu ses droits”<sup>10</sup>.

Parmi ces “jeunes” nations, les États-Unis faisaient déjà figure d'anciens et leur considérable potentiel industriel était perceptible bien avant le conflit: dès 1898, rappelait Siegfried, ils devançaient la Grande-Bretagne en devenant le premier producteur de houille. L'Amérique, dont la puissance se concentrait essentiellement sur la côte atlantique, continuait néanmoins de se développer dans le sillage du vieux continent, et demeurait une puissance excentrique aux yeux des Européens.

Au seuil des années vingt, la perception de la puissance d'outre-Atlantique a radicalement changé. Renversant la marche de la civilisation, c'est l'Amérique qui venait désormais vers l'Europe, et l'on n'hésitait plus à la comparer, comme le fit Charles Pomaret<sup>11</sup>, à l'Angleterre du XIXe siècle.

<sup>9</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 311.

<sup>10</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, Paris, Calmann-Lévy, 1935, p. 20.

<sup>11</sup> Charles POMARET, *L'Amérique à la conquête de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1931, 287 p.

Non seulement les États-Unis étaient en mesure de rivaliser avec la Grande-Bretagne en tant que puissance industrielle, financière et bientôt maritime<sup>12</sup>, mais ils tiraient leur suprématie du développement de nouvelles techniques et de nouvelles méthodes de production, qui avaient transformé le visage économique du monde depuis le tournant du siècle: téléphone, machines à écrire, automobiles, ustensiles électriques, puis gramophones, radios, cinéma, machines à calculer etc., sans oublier l'essor considérable de l'aviation:

“C'est tout l'aménagement du XXe siècle, prenant le pas sur celui du XIXe —cotonnades, métallurgie du fer, matériel ferroviaire, charbon— où l'industrie britannique était reine”<sup>13</sup>.

Pour la première fois, les Européens voyaient l'émergence d'une société plus prospère que la leur, et certaines comparaisons mettaient à mal leur orgueil: Demangeon constatait par exemple —en 1929— que, pour acheter une voiture, il fallait trois mois à l'ouvrier américain, et trois ans à l'ouvrier européen<sup>14</sup>. “Vue des États-Unis, observait pour sa part Siegfried, l'Europe apparaît comme un pays de pauvres, l'Asie comme un continent de misérables”<sup>15</sup>.

Si l'Amérique pouvait faire figure de jeune géant au début du siècle, l'émergence du Japon parmi les grandes puissances surprit davantage les Européens. Comme les États-Unis, le Japon avait profité de la pénurie due à la guerre mondiale pour développer son industrie nationale avec une vigueur impressionnante, sans pour autant disposer des immenses ressources du sous-sol américain.

L'essor japonais s'était tout d'abord appuyé sur l'industrie cotonnière et agricole et sur le développement de sa flotte marchande —en 1920, le Japon était la troisième puissance maritime mondiale—, mais sa puissance financière commençait également à se manifester dans tout l'Extrême-Orient, où primait désormais le yen. Dès 1920, avec une lucidité étonnante, Demangeon entrevoyait pour le pays des perspectives plus vastes encore: “nouveau venu dans la pratique commerciale, [le Japon] n'a pas la tradition du grand négoce. [...] Mais ce sont là des désavantages que le temps et l'étude amoindriront”<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Pour DEMANGEON, le développement, depuis la guerre, d'une grande flotte de commerce américaine, associé à la suprématie dans les transports aériens, constituait “l'un des faits capitaux de la géographie économique de l'époque présente”. *Le déclin de l'Europe*, p. 77.

<sup>13</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 56.

<sup>14</sup> Albert DEMANGEON, “Les aspects actuels de l'économie internationale”, *Annales de géographie*, 1929, n° 211, pp. 10-25.

<sup>15</sup> André SIEGFRIED, *Les États-Unis d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1927, 362 p.

<sup>16</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 143.



En 1935, les succès commerciaux, diplomatiques et militaires du Japon<sup>17</sup> ne laissent plus de doute sur sa puissance future, et Henri Decugis prédit la constitution d'un pôle asiatique puissant emmené par le Japon :

“L'Asie nouvelle commence à envahir le marché mondial de tous les produits agricoles et industriels pour lesquels le prix de la main d'œuvre constitue un élément important. Aujourd'hui, le riz, les oléagineux, le thé, le caoutchouc et les textiles; demain, la métallurgie et les produits chimiques”<sup>18</sup>.

Pour Demangeon, ce mouvement vers le Pacifique, “l'océan des pays jeunes”<sup>19</sup>, jadis tenu pour excentrique, devait être considéré comme l'un des faits géographiques majeurs de ce début de siècle.

Les États-Unis et le Japon offraient les exemples les plus frappants de l'émergence des “nouveaux mondes”. À côté de ces puissances avérées, d'autres nations extra-européennes entendaient s'affranchir de l'Europe. Il s'agissait, en Amérique du Sud, de l'Argentine et surtout du Brésil, qui dans les années vingt paraissaient promis au rôle de grandes —et prospères— puissances régionales. C'étaient également le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui, selon Siegfried, se développaient dans une atmosphère qui s'apparentait plus à celle des États-Unis qu'à celle des vieux pays européens.

Enfin, de nombreux géographes avaient vu, comme Demangeon et Goblet<sup>20</sup>, dans le nationalisme naissant de certains pays musulmans le dernier signe de cette fracture entre l'Europe et le reste du monde. Ce nationalisme, qui s'était tout d'abord manifesté vigoureusement en Égypte, en Perse et en Turquie, s'étendait désormais à l'Arabie saoudite et au Maghreb. Ainsi, notait Goblet dans *Le crépuscule des traités*, toute la puissance britannique entre l'Égypte et l'Inde se trouvait mise en question, ainsi qu'une partie de l'édifice colonial français.

Les Européens, avertissait Demangeon dès 1920, devaient tenir la régionalisation du monde pour acquise, car si le mouvement n'était pas né de la guerre, celle-ci l'avait rendu irréversible :

“Au cours de quatre siècles de négoce et de colonisation, l'Europe avait bâti sa fortune sur l'exploitation de l'univers. Agent financier, commercial, manufacturier, colonisa-

---

<sup>17</sup> Après l'annexion de Formose (Taiwan) et de la Corée avant la guerre, le Japon pénétrait l'économie chinoise au détriment des Occidentaux, avant d'annexer la Mandchourie en 1932... Curieusement, les géographes se montrèrent relativement indulgents envers l'expansionnisme japonais. Ainsi, Demangeon en 1920, mais surtout Goblet en 1935, qui voyait dans le domaine du Japon, s'étendant du Kamtchatka aux Philippines, l'expression géopolitique d'un monde uni par des liens culturels et géographiques solides... *Le crépuscule des traités*, ch. VI.

<sup>18</sup> Henri DECUGIS, *Le destin des races blanches*, Paris, Librairie de France, 1935, p. 374.

<sup>19</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 92.

<sup>20</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, chap. V.

teur, elle avait mis le monde en régie. Le moment paraît venu pour elle de faire une place aux autres”<sup>21</sup>.

En 1932, il devenait de plus en plus clair que l'avenir de l'Europe était sur le continent:

“Les destinées de l'Europe s'orientent vers des horizons nouveaux; son irrésistible expansion vers les pays exotiques s'arrête. Elle semble devoir consacrer ses forces non plus à conquérir et à peupler de nouveaux territoires, mais à coloniser sa propre terre”<sup>22</sup>.

L'Asie aux Asiatiques, l'Amérique aux Américains, et l'Europe aux Européens... Ainsi pourrait-on résumer le monde tel qu'il se dessinait aux yeux du géopolitologue de l'entre-deux-guerres.

### 3. *La crise de la civilisation européenne*

Pour celui qui avait eu vingt ans à la fin du XIXe siècle, le monde que décrivait Demangeon n'avait plus rien de commun avec celui d'antan: évoquant, dans *La crise de l'Europe*, un tour du monde effectué entre 1898 et 1900, André Siegfried se souvenait d'un temps où l'Européen ne s'encombrait ni de passeport ni de formalités pour parcourir le monde: “L'homme blanc entrait partout et s'il se dressait quelque obstacle, il n'avait qu'à dire: *Civis romanus sum*”<sup>23</sup>.

L'Européen voyait ainsi, non sans un certain dépit, quelques-unes de ses certitudes d'avant-guerre mises en cause: l'Europe n'était plus que ce “petit cap du continent asiatique” qu'évoquait Paul Valéry<sup>24</sup>. “*L'hégémonie de l'Europe est à jamais brisée*”, martelait Coudenhove. On craignait l'Europe, maintenant on la plaint”<sup>25</sup>. Aux yeux de beaucoup en effet, le tableau était plus sombre encore que les chiffres alignés par Demangeon ne le laissaient supposer. Pour Siegfried:

“Il y a manifestement une crise de l'Europe: après une longue période de prédominance, qui semblait aux contemporains devoir durer toujours, le Vieux Monde

<sup>21</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 70.

<sup>22</sup> Albert DEMANGEON, “Les conditions géographiques d'une Union européenne: Fédération européenne ou ententes régionales?”, *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (septembre 1932), pp. 433-51.

<sup>23</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 39.

<sup>24</sup> Paul VALÉRY, “La crise de l'esprit”, *La Nouvelle revue française* No. 71, du 1er août 1919, pp. 321-37; repris dans *Variété*, Paris, Gallimard, 1924. Destiné au public britannique, l'article a d'abord paru, sous forme de deux ‘lettres’, dans l'*Athenaeum* des 11 avril et 2 mai 1919.

<sup>25</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Panurope*, p. 22; 1988, p. 18.

voit, pour la première fois, son hégémonie contestée. Mais ce qui risque d'être mis en cause de ce fait, c'est, avec la destinée d'un continent, celle de toute une forme de civilisation. Sous son aspect le plus grave, la crise est là" <sup>26</sup>.

De la perception du déclin économique à la conscience d'une crise de civilisation, il n'y avait qu'un pas que bon nombre d'intellectuels franchirent, faisant leur la célèbre formule de Valéry: "Nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles" <sup>27</sup>. Cette crise spirituelle semblait infiniment plus préoccupante que la simple perte de l'hégémonie économique. La pensée et la littérature de l'entre-deux-guerres sont empreintes de ce pessimisme général, plus profond encore qu'au plus fort de la guerre mondiale.

De même que Demangeon en énumérait les causes économiques, Henri Decugis recensait dans *Le destin des races blanches* les symptômes moraux de la crise européenne. C'était une crise démographique, touchant l'ensemble des pays européens et plus gravement la France; une crise sociale, se manifestant par l'urbanisation grandissante, le déracinement rural, la dislocation de la famille; une crise politique enfin, avec l'apparition de dictatures antiparlementaires en Italie, Bulgarie, Pologne, Lettonie, Yougoslavie, Allemagne, Autriche... —l'auteur écrit en 1935—, et l'antiparlementarisme commençait même à gagner la France.

Le pessimisme viscéral de Decugis l'amenait parfois à tenir des propos qui pourraient faire sourire, lorsqu'il notait par exemple que le morcellement politique de l'Europe avait "eu une conséquence regrettable pour la culture européenne, la renaissance d'un grand nombre de dialectes dénués de valeur littéraire" <sup>28</sup>, et d'autres moins anodins, lorsque, s'inquiétant du nombre grandissant des dégénérés mentaux, il préconisait certaines solutions guère éloignées de l'eugénisme.

Les spécialistes de géographie politique ne se sont cependant pas tous montrés aussi alarmistes que Decugis. La fin de son hégémonie sur le monde ne signifiait pas forcément l'éclipse totale de l'Europe: "partager l'exploitation du monde avec les nouveaux venus, ce n'est pas forcément déchoir", estimait Demangeon en conclusion au *Déclin de l'Europe* <sup>29</sup>.

De même pour Siegfried, *La crise de l'Europe* n'était pas sans remède: "L'adaptation qui s'impose peut aller éventuellement jusqu'à un changement de structure. Envisager ces problèmes, c'est discuter de la survie de l'Europe"<sup>30</sup>.

<sup>26</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 1.

<sup>27</sup> Paul VALÉRY, *Variété*, p. 11.

<sup>28</sup> Henri DECUGIS, *Le destin des races blanches*, p. 220.

<sup>29</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 293.

<sup>30</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 85. — Cf. Bertrand de JOUVENEL, *D'une guerre à l'autre*, Paris, Calmann-Lévy [puis] Plon, 1940-41, 2 vols.

## B. De l'Union douanière à une fédération européenne

### 1. *L'Union économique*

Les auteurs du traité de Versailles et du Pacte de la Société des Nations s'étaient préoccupés des problèmes politiques de l'Europe, mais rien, si ce n'est de vagues proclamations, n'avait été fait dans le domaine économique. Entre le protectionnisme et le retour au libre-échange prôné par les Américains — *back to normalcy* et *business as usual* —, l'Europe de l'après-guerre cherchait sa voie:

“Le XXe siècle espère, à son tour, trouver un régime qui lui convienne, car l'impression qu'il a de lui-même est encore celle d'un chaos. Les faits, devant les doctrines, vont si vite que les générations formées selon d'autres principes n'arrivent pas à s'y accoutumer et méconnaissent ce qui effectivement existe; [...] nous sommes au XXe siècle mais il nous a fallu pas mal de temps pour nous en apercevoir. C'est normal, ne faisait-on pas du Louis XIII sous Louis XIV et de l'Empire sous la Restauration?”<sup>31</sup>

La guerre mondiale avait sonné le glas de la “République mercantile internationale”<sup>32</sup>... Ces Européens tâtonnants dont parlait Siegfried — économistes, politiciens, hommes d'affaires et intellectuels — étaient à la recherche, non d'une nouvelle doctrine, mais du système qui permettrait de surmonter ce que Francis Delaisi nomma, dans un ouvrage qui allait faire grand bruit, les “contradictions du monde moderne”<sup>33</sup>: l'interdépendance économique qui liait de façon toujours plus étroite les nations les unes aux autres et, à l'inverse, l'affirmation croissante du nationalisme en Europe. La thèse de Delaisi était simple: au cours des trente derniers siècles, les régimes, lois et constitutions avaient subi d'innombrables transformations sans que les infrastructures ne changent profondément. Depuis quelques décennies, au contraire, l'infrastructure avait changé de manière beaucoup plus rapide que les institutions. Le stade actuel de l'évolution politique — la nation — n'était donc plus adapté à la situation économique contemporaine<sup>34</sup>.

<sup>31</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 83.

<sup>32</sup> Selon l'expression d'Élie HALEVY, citée sans références par André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 38.

<sup>33</sup> Francis DELAISI, *Les contradictions du monde moderne*, Paris, Payot, 1925, 560 p. Brillant ouvrage de vulgarisation économique, politique, historique — et même littéraire ! —, le livre fit connaître le journaliste bien au-delà du monde francophone. Une version anglaise fut publiée sous le titre *Political myths and economic realities*, Londres, N. Douglas, 1927, 409 p. ; l'édition américaine de 1927 fera l'objet d'un *reprint* en 1971 : Port Washington NY, Kennikat Press, 446 p.

<sup>34</sup> Après une carrière entamée dans des journaux de gauche et d'extrême-gauche, Francis Delaisi (1873-1947) publia de nombreuses études économiques, collabora à diverses revues pro-européennes et fut à l'origine de plusieurs plans économiques repris par les

L'argument le plus fréquemment avancé par les partisans de l'union européenne consistait à souligner les implications nouvelles des progrès techniques sur l'activité économique: dans les années vingt, le développement rapide des moyens de transport et de communications — l'aviation commerciale, l'automobile de tourisme, la radiophonie, le cinématographe... — avait considérablement frappé les esprits. Le fondateur de Paneurope, sensible comme bien d'autres aux moyens d'influence nouveaux sur les esprits, n'avait pas manqué d'ajouter à son argumentation la "révolution de la technique" qui réduisait les distances et rendait chaque jour le monde plus petit<sup>35</sup>. Le cadre national semblait dès lors de moins en moins adapté aux contraintes de l'économie moderne et tôt ou tard, annonçaient Coudenhove, Delaisi et les autres, la technique aurait raison du mythe de la souveraineté économique des nations.

L'argument fut pourtant loin d'être entendu par les dirigeants européens. Malgré les efforts de la SDN pour mettre sur pied des conférences comme un cadre de négociation incitant les nations à "s'engager sur la voie de la coopération économique", selon la terminologie en usage, l'Europe d'après-guerre offrait une physionomie bien différente: un continent, disait Ancel, dont on pouvait dresser la carte en relief, "divisée en trente-cinq domaines douaniers, hérissée de 18'000 kilomètres de murailles, d'une hauteur proportionnelle à l'élévation des tarifs"<sup>36</sup>; un continent sur lequel ni les marchandises, ni les hommes ne pouvaient circuler librement "sans heurter une nouvelle frontière toutes les deux ou trois heures"<sup>37</sup>; un continent dont les nations s'étaient fixé pour doctrine économique de "toujours vendre sans jamais acheter"<sup>38</sup>. C'est contre ce morcellement commercial de l'Europe qu'entendaient lutter les propagandistes de l'Union douanière européenne. Leurs vues, à défaut d'être entendues des politiques, étaient généralement partagées par les observateurs de la vie économique, tels Demangeon:

"On a souvent déjà démontré les inconvénients de ce morcellement: isolement des pays arriérés qui, par leur inertie, retardent les progrès des autres; impossibilité d'une

---

mouvements européens (Paneurope, puis l'UDE). Grand pourfendeur du "mythe national", il fut l'une des voix les plus écoutées du combat "européiste" en France et en Belgique. En 1940, l'aveuglement pacifiste allait l'amener à préférer la paix de Vichy: publiciste plaidant aux côtés de Déat en faveur de la collaboration, il se verra frappé d'interdit, peu de temps avant sa mort, par le Conseil national des écrivains. — La notice d'A. Perrier met l'accent sur ses activités d'avant 1914: *Dictionnaire de biographie française* t. X (1965), col. 653-55; cf. celle de Jean Maitron et Claude Penneret, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, 1914-1939*, t. 24 (1985), pp. 237-38.

<sup>35</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope*, p. 23; 1988, p. 18.

<sup>36</sup> Jacques ANCEL, *Histoire contemporaine, depuis le milieu du XIXe siècle*, Paris, Delagrave, 1929, p. 554.

<sup>37</sup> Albert DEMANGEON, "Aspects actuels de l'économie internationale", *Annales de géographie*.

<sup>38</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, p. 251.

division du travail industriel puisque chaque État veut posséder ses propres industries; multiplication des industries nationales incapables de produire en masse pour un vaste débouché et de réduire leurs frais généraux; impossibilité de constituer des marchés assez larges, ayant des besoins uniformes et des habitudes commerciales homogènes”<sup>39</sup>.

Le fait que des nations dont l'existence remontait à quelques années aient adopté des mesures protectionnistes pour défendre une industrie naissante pouvait paraître compréhensible dans certaines limites; mais cette tendance à l'isolement avait gagné par contagion l'ensemble des pays d'Europe<sup>40</sup>, jusqu'à l'Angleterre, patrie de Cobden et du libre-échange. Redoublant après la crise de 1929, le nationalisme économique allait se développer sous sa forme la plus caricaturale dans les ambitions autarciques de l'Allemagne hitlérienne.

La panoplie des mesures de protection employées par les États était si vaste que l'on ne peut énumérer ici que les pratiques les plus courantes: tarifs douaniers, contingentements, boycottage, prohibition, mesures sanitaires, etc. Malgré l'armistice, la guerre entre les nations européennes ne cessa jamais réellement, et pour Henri Hauser, les nouvelles pratiques commerciales ressemblaient à s'y méprendre aux pratiques militaires:

“A toutes les formes de nationalisme qui menacent la paix du monde s'ajoute celle-ci, et qui n'est pas la moins redoutable: le nationalisme économique. Si rapide et superficiel que soit un coup d'œil jeté sur la planète, on l'aperçoit hérissée de frontières douanières, de plus en plus hautes et imperméables. On n'entend parler que de guerres tarifaires, en attendant l'autre, de représailles, de mesures de défense, d'agression économique, de stratégie et de tactiques financières ou commerciales. Par une bizarre et révélatrice évolution de la sémantique, le langage des armées, du génie militaire et des batailles a fait irruption dans le domaine de l'économique. [...] C'est une guerre économique de tous et contre tous et, de cette guerre là, l'autre, à tout moment, peut sortir”<sup>41</sup>.

Face à cette Europe divisée et déchirée, l'Amérique faisait figure d'adversaire et de modèle à la fois. Adversaire parce qu'on craignait sa puissance économique et sa prospérité qui chaque jour s'affirmaient aux dépens de l'Europe; modèle parce qu'on enviait l'étendue de son territoire et les possibilités illimitées d'échanges qu'offrait ce vaste marché sans frontières ni barrières douanières. Ce n'est pas un hasard si, de toutes les appellations

---

<sup>39</sup> Albert DEMANGEON, “Les conditions géographiques d'une Union européenne : Fédération européenne ou ententes régionales ?”, *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (septembre 1932), pp. 433-51.

<sup>40</sup> Ces mêmes pratiques étaient depuis longtemps appliquées de l'autre côté de l'Atlantique : dès avant la disparition de Wilson, en effet, les États-Unis tendaient à renouer avec leur traditionnelle politique d'isolement.

<sup>41</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, pp. 4-5.

employées pour désigner l'Europe unie, "États-Unis d'Europe" fut la plus courante.

Exposés et commentaires innombrables mirent en parallèle la situation des économies américaines et européennes au lendemain de la guerre. Tous, ils usèrent sensiblement des mêmes arguments. Le texte de Francis Delaisi qui suit, sans rien dire qui n'ait déjà été formulé maintes fois, aborda néanmoins le sujet dans une optique originale, et mérite à ce titre d'être largement rappelé.

L'auteur imaginait tout d'abord ce que serait l'Amérique contemporaine si elle avait connu la même évolution politique que l'Europe, et si les quarante-huit États américains avaient reçu dès leur naissance leur pleine indépendance politique, à l'exemple de la Pologne ou de la Tchécoslovaquie: "la Pennsylvanie, État industriel, serait entrée en conflit avec le New Jersey pour avoir accès à la mer; l'Ohio, soucieux de se créer une métallurgie indépendante, aurait taxé fortement les produits fabriqués de la Pennsylvanie, qui aurait à son tour protégé son agriculture en taxant les blés et le bétail de l'Ohio..." Ainsi, de conflit en conflit, des blocs et des alliances se seraient dessinés entre les États et, les tensions diplomatiques s'aggravant au fil des ans, des guerres, inévitablement, n'auraient pas manqué de se produire: "les États-Unis auraient eu une histoire aussi glorieuse et sanglante que le Vieux Monde".

Voici maintenant ce que seraient les États-Unis d'Europe en 1925:

"Inversement, supposez l'Europe constituée sur le modèle de la fédération américaine. La France, comme la Belgique ou l'Italie garde son autonomie politique; elle conserve sa constitution, sa législation, son système administratif et fiscal, son enseignement, et les organise à sa guise selon les traditions propres de sa race et de sa civilisation: les aspirations nationales sont pleinement sauvegardées. Mais comme il n'y a point de douanes, et que la monnaie est partout uniforme, les matières premières, les denrées, les produits fabriqués circulent librement d'un pays à l'autre. Chaque peuple ne fabrique que ce qu'il produit à meilleur compte que les autres; il achète chez les autres ce qu'il trouve à meilleur marché que chez soi.

Point d'industrie factice à protéger —au grand détriment du consommateur—. Point de guerres des tarifs, point de conquêtes coloniales, ni de disputes à propos de zones d'influence. Pas besoin d'alliances ni de coalitions instables: partant point de guerres, ni d'armées autres que les troupes de police.

Les citoyens des dix-sept États d'Europe auraient vécu aussi tranquilles sur leur petit continent que leurs frères émigrés dans les quarante-huit États de l'Union américaine".<sup>42</sup>

L'exemple nord-américain fournirait donc à l'Europe non seulement un modèle d'intégration économique, mais un modèle de régime politique. Des historiens comme Hauser, des géographes comme Demangeon, d'autres

---

<sup>42</sup> Francis DELAISI, *Les contradictions du monde moderne*, p. 469-70.

encore, comme Coudenhove, ont souligné que la situation de l'Europe contemporaine n'était pas celle des États-Unis de 1776: les Européens n'avaient ni langue, ni religion, ni histoire commune. Delaisi lui-même voyait ce qu'il y avait d'illusoire à vouloir réaliser les États-Unis d'Europe sur le modèle américain: le développement économique des États-Unis d'Amérique ayant précédé son organisation politique, les États étaient déjà liés économiquement les uns aux autres; au contraire, l'industrie s'était développée en Europe dans le cadre d'États-nations, à une époque où l'interdépendance économique n'était pas aussi déterminante qu'elle ne l'était devenue.

Les Européens pouvaient donc s'inspirer de l'exemple américain pour réduire ou abolir les barrières douanières, mais le modèle d'unité politique devait être cherché ailleurs.

## 2. *L'Union politique*

### **“S'unir ou mourir”**

L'affaiblissement de son économie n'était pas l'unique menace qui planait sur l'Europe. Aux yeux de certains, un danger plus grave la guettait, qui ne lui laissait pas d'autre choix que de “s'unir ou mourir”, selon la formule de Riou<sup>43</sup>. Ce danger, c'était l'anéantissement pur et simple de l'Europe, par auto-destruction ou par l'invasion d'une puissance extérieure.

Les premiers ennemis de l'Europe, on l'a vu, étaient les Européens eux-mêmes, et la guerre économique n'était souvent que le prélude à l'autre guerre, plus tragique celle-là. En intitulant l'une de ses œuvres majeures *La paix économique*, Henri Hauser ne faisait pas mystère de ses inquiétudes. “Ce serait un jeu, répétait-il lors de ses conférences, de démontrer que les grandes guerres de l'histoire, engagées sous des prétextes divers, ont été, en leur fond, des guerres pour la domination des routes commerciales, pour l'ouverture des débouchés, pour la conquête des matières premières, pour l'abaissement ou le relèvement des lignes douanières”<sup>44</sup>. Un exemple proche, selon Hauser, était fourni par la guerre de Sécession, qui n'opposa pas seulement les partisans de la liberté à ceux de l'esclavage, mais les fabricants de cotonnades aux planteurs de coton, les libre-échangistes aux protectionnistes. De même, les intérêts commerciaux et coloniaux, au-delà des aspects territoriaux, ne furent pas complètement étrangers aux causes de la guerre mondiale: partage de l'Afrique, lutte pour la maîtrise des mers, pour le contrôle de la production du fer et de l'acier, etc.

<sup>43</sup> Gaston RIOU a publié *S'unir ou mourir* (Paris, Valois, 1929, 191 p.) et *Europe ma patrie* (Paris, Valois, 1928, 184 p.), dont le retentissement en France fut grand. Il défendit l'idée d'une union fédérale et totale de l'Europe. Jean-Luc Chabot estime qu'il peut être considéré comme le “Coudenhove français”.

<sup>44</sup> Henri HAUSER, *Économie et diplomatie*, p. 9.



L'autre ennemi était, d'une certaine manière, "extérieur" à l'Europe puisque des événements politiques récents l'avaient dissocié du continent. Il s'agissait de la nouvelle Russie, dont le régime était exécré dans l'immédiat après-guerre de tous les dirigeants européens, et qui elle-même ne faisait pas mystère de son hostilité envers l'Occident capitaliste. Le "péril russe" fut l'un des arguments majeurs du fondateur de Paneurope, qui dès 1923 prophétisait la conquête de l'Europe par la Russie soviétique:

"Sitôt que la Russie se sera relevée de sa catastrophe, ni la Pologne, ni la Roumanie, ni la Tchécoslovaquie ne pourront arrêter sa marche vers l'Ouest; et encore moins les Etats désarmés de Hongrie, d'Autriche et d'Allemagne. Ainsi la route vers le Rhin, les Alpes et l'Adriatique reste ouverte à la puissance mondiale russe. Mais il est clair que ces frontières seraient seulement une étape et que la Russie, après un armistice, s'emparerait de l'Europe occidentale comme elle l'aura fait de l'Europe centrale"<sup>45</sup>.

Pour leur part, les géographes français ne se montrèrent guère préoccupés par le danger que représentait l'URSS; on chercherait en vain dans leurs écrits des développements similaires à ceux que Mackinder avait consacrés au sujet. La puissance militaire russe dans les années vingt n'était pas encore ce qu'elle allait devenir; bien plus que les armées russes, on craignait de voir les idéaux bolchéviques gagner par contagion l'ensemble des sociétés européennes.

La volonté d'unir l'Europe reposait essentiellement, on le voit, sur la prise de conscience d'une certaine faiblesse par rapport au monde extérieur. L'identité européenne, pour exister et se développer, avait besoin de se donner des ennemis: les États-Unis et la Russie soviétique tinrent ce rôle dès les années vingt: les premiers constituaient une menace économique — et culturelle pour certains —, la seconde un redoutable danger idéologique. "En réalité, remarquer dès 1914 Dumont-Wilden, ce qui enseigne la patrie aux peuples, c'est la contradiction. A l'aube de tout sentiment national, il y a une invasion ou une tyrannie étrangère"<sup>46</sup>.

### **Du fédéralisme au nationalisme européen**

Malgré la crainte d'un nouveau cataclysme, les contours de l'Europe à construire demeuraient incertains. Le discours de Briand montra combien la vision des structures politiques à mettre en place demeurait imprécise dans

---

<sup>45</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope*, p. 55 ; 1988, p. 48.

<sup>46</sup> Louis DUMONT-WILDEN, *L'esprit européen*, Paris, Figuière & Cie, 1914 ; texte reproduit dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres : recueil de textes*, publié par Michel Dumoulin et Yves Stelandre, Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, pp. 9-15. — De nationalité belge, Dumont-Wilden fut l'un des premiers "patriotes" européens. Même si en 1914 il attribuait d'autres "ennemis" à l'Europe (les races jaunes, l'islam, etc.), l'histoire a montré, notamment depuis 1945 avec la suprématie des deux Grands, la portée de son jugement sur l'éveil du sentiment européen.

l'esprit de ses artisans. D'abord, une institution politique n'était pas souhaitée par tous: l'Union douanière européenne par exemple limitait son horizon au seul espace tarifaire, du moins pour l'avenir immédiat. Pour d'autres, tels Coudenhove, Riou, Delaisi ou Benda, l'union économique était le moyen d'un ensemble plus vaste: la Fédération européenne ou la Nation européenne. Par ailleurs, il ne fut guère question d'une armée commune européenne. Si certains propagandistes ne manquèrent pas de l'évoquer — Riou par exemple —, ils ne s'attardaient pas sur cet aspect de la sécurité commune, attachés qu'ils étaient à militer en faveur d'un désarmement total des États européens<sup>47</sup>.

Œuvre d'Alexis Léger, directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, le mémorandum français de mai 1930 proposa aux gouvernements d'Europe une structure fortement inspirée de l'organisation de la Société des Nations. Les deux organes principaux de l'Union seraient une "Conférence européenne" réunissant les délégués des gouvernements européens membres de la SDN, et un "Comité politique" restreint, chargé de compétences exécutives et assisté d'un "Secrétariat" analogue à celui de la SDN<sup>48</sup>. L'ensemble du projet respectait les droits souverains des États, et certains juristes ne manquèrent pas de relever ses imprécisions comme ses incohérences, au regard de l'ambition affichée en 1929:

"Le mémorandum de M. Briand se caractérise par la prudence et le souci de ménager les susceptibilités nationales. Il est remarquable par la richesse des formules systématiquement incertaines et toutes employées comme si elles étaient équivalentes: organisation fédérative de l'Europe, coopération européenne, lien fédéral entre les États européens, coordinations des activités européennes, organisation fédérative de l'Europe, meilleur aménagement d'une Europe simplifiée, régime d'union fédérale, nous en passons..."<sup>49</sup>.

La Constitution paneuropéenne qu'esquissa Coudenhove dès 1923 voyait plus grand et plus loin. D'une certaine manière, elle anticipa les dispositions du Conseil et du Parlement européens actuels: "La Paneurope aurait deux Chambres: *une Chambre des Peuples et une Chambre des États*; la Chambre des Peuples serait constituée de 300 députés, à raison d'un député par

<sup>47</sup> Dans les années trente cependant, les progrès des techniques de destruction allaient faire naître dans les milieux pacifistes des projets d'aviation commune, sorte de force de frappe destinée à sauvegarder la sécurité européenne.

<sup>48</sup> Les membres du Secrétariat général de la SDN étaient des fonctionnaires au service de l'organisation et non les représentants d'un gouvernement national. — Pour le Plan Briand, voir Odile KELLER *et al.*, *éds.*, *Le Plan Briand d'union fédérale européenne. Documents*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1991, 110 p.; Elisabeth du REAU, *L'idée d'Europe au XXe siècle : des mythes aux réalités*, Bruxelles, Complexe, 1996, pp. 97-123.

<sup>49</sup> Joseph BARTHELEMY, "Le problème de la souveraineté des États et la coopération européenne", *Revue de droit international* d'avril-juin 1930, pp. 603-17 (cité par Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 208).

million d'habitants, la Chambre des États de vingt-six représentants des vingt-six gouvernements européens”<sup>50</sup>.

De même pour Riou, l'Europe future ne pouvait être que fédérale. Dépassant les vues de Coudenhove, il préconisait la création d'un “sur-État” dont les pouvoirs s'étendraient à tous les domaines politiques: douanier, monétaire, juridique, diplomatique, militaire...

Le fédéralisme tel qu'il s'est développé dans les écrits d'auteurs européens répondait en fait à des motivations différentes et parfois radicalement opposées. Pour les uns, on l'a vu à propos des écrivains personalistes, l'idée européenne représentait une alternative à l'État centralisateur jacobin qu'ils détestaient: l'Europe devait se faire contre l'idée nationale mais non sur le modèle de l'État-nation. Pour Coudenhove, Delaisi, Riou, Benda et quelques autres, le cadre national était également considéré comme dépassé, mais l'Europe devait se former comme les nations européennes s'étaient formées depuis deux siècles. A leurs yeux, l'Europe unie était l'aboutissement d'un long processus historique. Le fédéralisme, dans cette perspective, était l'effet de la loi naturelle de l'évolution politique qui pousse certaines sociétés à se grouper dans un ensemble plus vaste. Pour exister un jour, estimait Coudenhove, la Paneurope devait d'abord “s'enraciner dans le cœur et l'esprit des Européens”<sup>51</sup>. Ce sentiment qui devait se substituer au sentiment national, c'était le “patriotisme paneuropéen” pour Coudenhove, une “mystique européenne” pour Riou<sup>52</sup>, un “nationalisme européen” pour Benda.

Ce dernier, dans son *Discours à la nation européenne*, expliqua comment le nouveau nationalisme s'imposerait peu à peu aux Européens:

“L'Europe se fera, ici, comme s'est faite la nation. Celle-ci n'a pas été un simple groupement d'intérêts matériels. Elle n'a vraiment existé que le jour où elle a possédé un système de valeurs approprié à sa nature, le jour où, au XIXe siècle, s'est constituée une morale nationaliste. Ce n'est pas le *Zollverein* qui a fait l'Allemagne, ce sont les *Discours à la nation allemande* de Fichte...

[...] Il s'agit d'opposer au pragmatisme nationaliste un autre pragmatisme, à des idoles d'autres idoles, à des mythes d'autres mythes, à une mystique une autre mystique. Votre fonction est de faire des dieux”<sup>53</sup>.

<sup>50</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope*, p. 136 ; 1988, p. 123.

<sup>51</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope*, p. 145 ; 1988, p. 131-32.

<sup>52</sup> Gaston RIOU, *Europe ma patrie*, ch. III : La mystique européenne.

<sup>53</sup> Julien BENDA, *Discours à la nation européenne*, Paris, Gallimard, 1979, pp. 17-23.

## C. “Qu'est-ce que l'Europe? Où est l'Europe?”<sup>54</sup>

### 1. *Les limites géographiques*

La définition de l'Europe dans l'espace n'appela apparemment que deux types de réponse: “Toute l'Europe” pour les uns; “Toute l'Europe, à l'exclusion de la Grande-Bretagne et de la Russie” pour les autres, ces derniers étant de loin les plus nombreux. C'était en particulier le point de vue de Coudenhove, qui justifia ainsi cette double exclusion:

“L'Union des républiques soviétiques est aujourd'hui une puissance mondiale eurasiennne [...]. Le renoncement au système démocratique européen a la signification politique d'un retrait de la Russie hors de l'Europe. [...]

“L'Empire britannique est une *grande puissance, répartie sur les cinq continents*. [...] *Politiquement, la Grande-Bretagne est à elle seule un continent* qui n'est ni européen, ni asiatique, ni africain, ni australien, ni américain, mais britannique”<sup>55</sup>.

Géographiquement, les problèmes que posaient la Russie et la Grande-Bretagne étaient semblables puisque tous deux étaient des pays européens engagés dans des territoires extra-européens, le premier en Asie, le second dans le monde entier. A ces critères géographiques<sup>56</sup> s'ajoutaient des considérations purement politiques: la nature du régime politique et le problème des colonies. Enfin, un dernier aspect relevait de ce que l'on pourrait appeler, à l'instar de Siegfried, la géographie psychologique, s'agissant de pays et de peuples dont les rapports à l'Europe ont toujours été incertains.

Avec la Russie se posait tout d'abord le problème de la limite orientale de l'Europe. Étant entendu que celle-ci n'était qu'une péninsule, un cap du continent asiatique, la question n'était plus de savoir, estimait Hauser, “à partir de quel degré de longitude la masse continentale s'effile [...] en péninsule”<sup>57</sup>. Devant l'impossibilité de fixer la frontière à l'Oural ou au Caucase, il importait de choisir pour frontière européenne entre le Pacifique et les “marches” que constituaient la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Pologne et la Roumanie.

---

<sup>54</sup> C'est par cette double interrogation, historique et géographique, que Henri Hauser entamait sa réflexion sur la nature de l'Europe, *La paix économique*, 2e partie, ch. III. Il pose la question dans ces termes dès 1925, dans “Was ist Europa?”, *Europäische Revue* 1 (septembre 1925); cf. “Qu'est-ce que l'Europe?”, *Le Monde nouveau : revue mensuelle internationale* no. 6/7 (août-septembre 1926), pp. 681-88.

<sup>55</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Panurope*, p. 20 et p. 45; 1988, p. 16 et p. 38.

<sup>56</sup> L'Islande et la Turquie posaient les mêmes problèmes géographiques — l'insularité et la limite orientale de l'Europe — mais ne suscitèrent que peu de commentaires: la première n'était qu'à moitié indépendante, la seconde, depuis 1920, avait désormais son centre de gravité en Anatolie.

<sup>57</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, p. 123.

Hauser comme Demangeon ont fait remarquer que l'exclusion de la Russie, concevable d'un point de vue politique, n'en représentait pas moins une erreur pour l'équilibre économique du continent: l'Europe ne pouvait se passer d'un marché de cent soixante millions d'hommes, lancés dans une prodigieuse révolution industrielle et représentant un potentiel agricole considérable. Mais pour la plupart des théoriciens de l'union européenne, le critère politique demeurait le seul valable: le régime bolchévique était tout simplement incompatible avec l'idéal démocratique qui devait inspirer l'union des pays d'Europe. A leurs yeux, la révolution de 1917 ne fit que rejeter un peu plus vers l'Est un pays qui, par bien des aspects, a toujours été en marge de l'Europe. Pour Ancel, qui pourtant se garda de choisir entre exclusion ou inclusion, la géographie physique et humaine de cet immense pays éloignait la Russie de l'Europe:

“Tout la pousse, au contraire, vers l'Orient. Ses plates étendues qui se prolongent et s'amenuisent en Asie dans les mêmes régions naturelles, forêt du Nord et steppe du Sud, ses fleuves navigables qui vont vers le Sud-Est, vers les mers mi-fermées ou closes de l'Orient, mer Noire et mer Caspienne, son climat froid et venteux, [...] la vie recluse de ses paysans, immenses masses serves, qui n'aperçurent la liberté qu'en 1861 et n'acquirent la terre qu'en 1917, tout dans la société comme dans la nature en a longtemps fait un peuple d'Asie”<sup>58</sup>.

A l'autre extrémité de l'Europe, l'inclusion des îles britanniques posait des problèmes géopolitiques d'un autre ordre, puisqu'il s'agissait de décider du sort d'un empire couvrant le quart des continents et embrassant le quart de l'humanité, ayant fait d'un petit archipel au large des côtes de l'Europe “un pôle de l'humanité”<sup>59</sup>. Ce pays, notait Demangeon, qui pendant longtemps n'a eu d'autres ambitions extérieures que ses provinces de France, avait tourné le dos à l'Europe pour constituer le plus vaste domaine colonial que le monde ait connu. Cet immense empire, et les liens économiques, politiques et culturels qui unissaient la métropole à ses colonies, étaient pour Coudenhove comme pour la plupart des propagandistes européens l'obstacle majeur à l'admission de la Grande-Bretagne dans la Paneurope. Mais même si l'on avait souhaité sa participation, il semblait improbable que les Anglais y eussent répondu favorablement. Les spécialistes français du monde anglo-saxon insistaient volontiers, parfois avec une pointe de regret, sur la nature irréductible du peuple britannique:

“Et même après avoir rompu l'encerclement des flots, [les Anglais] conservent obstinément les démarches instinctives de la mentalité insulaire: l'attachement aux vieilles institutions, l'hésitation à imiter autrui, le goût de l'isolement parmi les étrangers, la

---

<sup>58</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères : aide-mémoire de la politique étrangère française (1789-1936)*, Paris, Delagrave, 1936, p. 105.

<sup>59</sup> Albert DEMANGEON, *L'Empire britannique : étude de géographie coloniale*, p. VIII.

volonté de garder leur race pure de tout mélange, l'idée fixe de ne jamais se créer de liens avec le continent, la défiance de toute relation qu'on ne pourrait pas rompre au moment utile. Aux yeux de la plupart des Anglais, le tunnel sous la Manche serait la fin de l'état insulaire”<sup>60</sup>.

Keynes, certes moins hostile à l'Europe que la plupart de ses compatriotes, ne pouvait que réitérer en 1919 ces raisonnements d'opposition sommaires:

“Pour celui qui a passé à Paris la plus grande partie des six mois qui ont suivi l'armistice, une visite à Londres, de temps à autre était une étonnante expérience. L'Angleterre est toujours restée hors d'Europe. Elle ne remarque pas les agitations silencieuses de l'Europe. L'Europe est à côté d'elle et l'Angleterre n'est pas un morceau de sa chair, un membre de son corps. Mais l'Europe forme un bloc compact: France, Allemagne, Italie, Autriche, Hollande, Russie, Roumanie et Pologne respirent à l'unisson. Leur structure, leur civilisation sont foncièrement une”<sup>61</sup>.

Dix ans plus tard, la Grande-Bretagne se montre résolument opposée à tout projet dont elle devrait être partie prenante sur un pied d'égalité avec les pays de l'Europe continentale. La réponse du gouvernement britannique au Mémoire Briand témoigne de l'importance que Londres continue d'accorder à la Conférence impériale, au regard de toute formule européenne: “Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère qu'il serait de son devoir d'entreprendre cet examen en consultation avec tous les Gouvernements de Sa Majesté dans le *British Commonwealth*”<sup>62</sup>.

Au sortir de la guerre pourtant, ce dernier ne cessait d'évoluer. Au Canada comme en Australie et en Nouvelle-Zélande, voire en Afrique du Sud, les aspirations à l'autonomie traduisaient pour une part la montée en puissance des Etats-Unis. Leur poids commercial et naval croissant mettait à mal le projet d'une fédération panbritannique qu'on avait échafaudé ici et là, au tournant du siècle. “L'Angleterre européenne est un rêve, estimait Siegfried, mais l'Empire fermé une utopie”<sup>63</sup>. Situé naguère au centre du monde, l'archipel britannique était désormais en position excentrique par rapport aux nouvelles constellations, et accompagnait l'Europe dans son “déclin”. Tôt ou tard, annonçait Demangeon dès 1923 —et c'était également la thèse de Siegfried— la politique britannique serait contrainte de sortir de son “splendide isolement”.

<sup>60</sup> Albert DEMANGEON, *Les Iles britanniques*, p. 2.

<sup>61</sup> John Maynard KEYNES, *Les conséquences économiques de la paix*, p. 14.

<sup>62</sup> Réponse reproduite dans le recueil de Boris Mirkine-Guetzevitch et Georges Scelle, *L'Union européenne*, p. 143.

<sup>63</sup> André SIEGFRIED, *La crise britannique au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1927, p. 210.

## 2. Géographie politique de l'Europe

L'Europe dont on souhaitait l'avènement fut souvent comparée, on l'a vu, aux États-Unis d'Amérique, exemple-type d'union économique continentale, mais aussi à la Suisse, modèle d'harmonie politique malgré sa diversité religieuse et linguistique. Les États-Unis d'Europe, disait-on, seraient prospères comme l'Amérique et pacifiques comme la Suisse. Mais le visage de l'Europe dans l'entre-deux-guerres était loin de présenter un tel équilibre: son état géopolitique évoquait davantage celui de la Grèce antique. L'impuissance des petites cités, désunies face à la montée de la menace macédonienne, fut un parallèle récurrent dans l'argumentaire anti-russe de Coudenhove. Pour sa part, Dumont-Wilden développa dès avant-guerre une analogie plus attentive aux spécificités d'une identité commune:

“Obscure conscience d'une lointaine parenté d'origine, d'une plus récente unité de croyance, d'une certaine communauté de civilisation, notion plus ou moins précise de certains intérêts parallèles, il y a de tout cela dans le sentiment que nous avons de l'Europe. Peut-être pourrait-il se comparer au sentiment que les peuples grecs avaient de l'hellénisme. Ces petites nations irritables, et qui combattirent avec férocité ne s'unirent jamais par aucun lien politique, si ce n'est très éphémère, contre un ennemi commun. Mais au plus fort de leur discorde, elles gardaient toujours le sentiment très net de la supériorité que leur donnait sur les Barbares la beauté de leur sang, la limpidité de leur langue, la grâce de leurs mœurs et la splendeur de leurs dieux. N'est-ce pas là ce qu'éprouve l'Européen à l'égard de la masse confuse des autres hommes?”<sup>64</sup>.

La comparaison avec la Grèce ancienne avait le mérite de souligner un trait essentiel de la géographie politique de l'Europe, à savoir le mélange constant d'unité et de diversité. Plus on s'éloignait du continent, plus il donnait l'impression de l'unité; plus on s'en approchait, plus il semblait divisé. Et cette diversité n'était nulle part plus visible que dans le contraste entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale et orientale.

Un ouvrage de Francis Delaisi, paru en 1929 et justement intitulé *Les deux Europes*, a largement contribué à répandre cette vision d'une Europe bipolaire: une Europe “A”, celle du cheval vapeur, et une Europe “B”, celle du cheval de trait. Selon l'auteur, un aviateur planant haut dans le ciel européen et embrassant d'un seul coup d'œil l'ensemble du continent verrait à peu près ceci:

“Un double spectacle s'offrirait d'abord à son regard. D'une part il verrait une contrée couverte d'un réseau extrêmement dense de chemins de fer, entre lesquels il apercevrait un lacis extrêmement ténu de routes et de chemins. De l'autre, quelques

---

<sup>64</sup> Louis DUMONT-WILDEN, *L'esprit européen*, Paris, Figuière & Cie, 1914 ; reproduit dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres : recueil de textes*, p. 12.

longues voies séparées par de vastes espaces où ne paraissent que de rares chemins, sentiers ou pistes.

Il aurait tout de suite l'impression de deux Europes très différentes: l'une où la circulation des hommes et des marchandises est intense, l'autre, où elle est rudimentaire.

S'il cherchait à les délimiter, la ligne frontière passerait approximativement par Stockholm, Danzig, Cracovie, Budapest, Florence, Barcelone, Bilbao, puis contournant la France, passant entre l'Angleterre et l'Irlande, elle s'en irait par Glasgow rejoindre Bergen et Stockholm”<sup>65</sup>.

Cette fracture entre l'Europe de l'Ouest industrielle et cette Europe centrale et orientale essentiellement agricole —qui correspondait en partie à ce que l'on appellera après 1945 les pays de l'Est— avait frappé les géographes de l'époque, et notamment les spécialistes de ces régions qu'étaient Emmanuel de Martonne et Jacques Ancel. Pour Martonne, l'Europe centrale était à elle seule un résumé de l'Europe: qu'avaient de commun, en effet, la Rhénanie, puissant foyer industriel et urbain, et la Bessarabie, “où le paysan fabrique encore lui-même son vêtement et sa maison, et où le char à bœufs roule lentement sur les chemins pierreux”<sup>66</sup>? A un degré moindre, de tels clivages se retrouvaient au sein d'un même État: ainsi, en Tchécoslovaquie, un monde séparait la Bohême et la Moravie, jadis sous l'administration directe de l'Autriche, et la Slovaquie sous domination hongroise.

Ces contrastes apparaissaient encore plus nettement lorsque l'on comparait la situation politique interne des États européens: face aux nations anciennement constituées et politiquement équilibrées de l'Europe occidentale, les États de l'Europe centrale et balkanique semblaient encore peu avancés dans la voie de l'unification politique.

A cet égard, il n'est pas étonnant que des géographes aient estimé qu'il fallait unir tout d'abord de ce qui pouvait l'être, et certaines remarques étaient parfois très proches de celles formulées de nos jours. Hauser, par exemple, doutait fort que des pays comme la Pologne ou même la Tchécoslovaquie pussent supporter sans douleur la concurrence des économies plus évoluées, celles de l'Allemagne de l'Ouest, de la France du Nord, de l'Alsace, de la région lyonnaise, comme celles de la Suisse orientale et cen-

---

<sup>65</sup> Francis DELAISI, *Les deux Europes : l'Europe industrielle et l'Europe agricole*, Paris, Payot, 1929, p. 21. Ce livre fut à l'origine d'un plan économique (le “Plan Delaisi”), adopté à la fois par l'Union douanière européenne et par le Conseil économique de l'Union paneuropéenne. Il visait à fonder l'ordre économique de la future Union européenne sur la complémentarité et la spécialisation des économies de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est, l'une à vocation industrielle, l'autre à vocation agricole. Ce plan fut vivement critiqué par Albert DEMANGEON (“Les conditions géographiques d'une Union européenne”, 1932) et par Henri HAUSER (*La paix économique*) car, à leurs yeux, il occultait la nature mixte —agricole et industrielle— des économies occidentales, et plus spécialement de l'économie française.

<sup>66</sup> Emmanuel de MARTONNE, *L'Europe centrale*, Paris, Armand Colin, 1930-31, p. 817 (Géographie universelle, t. IV).



trale, de la Haute-Italie ou de la Catalogne<sup>67</sup>. Peut-être, dans un premier temps, les ententes régionales entre pays à situations économiques et politiques communes n'étaient-elles pas préférables? C'est dans cette optique que l'Union douanière européenne se proposait de réaliser l'Europe par paliers, à partir d'un noyau central associant la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et, selon les plans, les Pays-Bas et la Suisse. Ce "noyau" correspondait strictement, on le voit, aux cadres de la "civilisation rhénane" décrite par Febvre et Demangeon, ce "carrefour des échanges de l'Occident", type même de la civilisation industrielle et urbaine.

Parallèlement, l'Europe danubienne et balkanique offrait elle aussi des possibilités pour le développement d'une union régionale. Jacques Ancel en particulier n'a cessé de souligner ce qui faisait, malgré son morcellement endémique, l'unité du monde balkanique: le caractère essentiellement rural des différentes nations, les révolutions démocratiques et paysannes en cours, les types d'association entre plaines et montagnes, villes et campagnes, etc. "Une telle unité de civilisation terrienne et démocratique doit conduire à une union", concluait le géographe dans un ouvrage qui fit longtemps autorité pour la connaissance du monde balkanique<sup>68</sup>.

Enfin, à l'évaluation de la diversité de la géographie politique de l'Europe, de nombreux auteurs n'ont pas manqué d'ajouter que les nations européennes n'étaient pas toutes aussi proches les unes des autres, et que leur solidarité ne dépendait pas nécessairement de la simple proximité géographique. C'était en particulier le point de vue de Hauser<sup>69</sup>, pour qui certaines nations extra-européennes étaient tout aussi "européennes" que d'autres placées au cœur du continent:

"D'autre part, dans la masse continentale dénommée Europe, tout est-il également "européen" ? La naissance des États nationaux a compliqué la carte culturelle de l'Europe. Les Slaves de l'Ouest, les Tchèques, ont toutes leurs aspirations tournées vers l'Occident. En est-il de même des Balkaniques? Chez les Slaves du Sud, malgré l'unité yougoslave, n'y-a-t-il pas conflit entre l'europpéenne Zagreb et l'orientale Belgrade?"

On nous parle de solidarité européenne. Je vois pour ma part plus de solidarité réelle et vivante entre Londres et New York, Londres et Toronto, Sydney ou Capetown qu'entre Londres et Sofia, même (je le regrette) entre Londres et Varsovie, sans parler de Moscou"<sup>70</sup>.

Le propos dépassait largement les seules considérations de délimitation dans l'espace... Plus qu'une expression géographique, disait Hauser, l'Europe était avant tout l'expression d'une culture, et répondre à la ques-

<sup>67</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, 2e partie, chap. III.

<sup>68</sup> Jacques ANCEL, *Peuples et nations des Balkans*, p. 205.

<sup>69</sup> Voir ci-dessous, Chap. III / C.

<sup>70</sup> Henri HAUSER, "Qu'est-ce que l'Europe ?" , *Le Monde nouveau : revue mensuelle internationale* no. 6/7 (août-septembre 1926), pp. 681-88.

tion "Qu'est-ce-que l'Europe?" obligeait à s'interroger sur la nature de la civilisation européenne.

### 3. *L'esprit européen*

"J'ai connu, dans ma jeunesse, écrivait Siegfried, une Europe puissante, encore maîtresse du monde et qui, sûre d'elle-même, se souciait fort peu de se définir: il lui suffisait d'être et de diriger la planète"<sup>71</sup>. Au début du siècle en effet, les termes d'Européens, Blancs et Occidentaux pouvaient encore faire figure de synonymes et l'unité, la supériorité même de la civilisation européenne ne faisaient aucun doute pour quiconque s'éloignait du continent. On a vu que la guerre avait balayé ces certitudes et que le déclin économique de l'Europe s'était accompagné d'une crise spirituelle ou, pour employer un terme encore récent à l'époque, d'une crise d'identité. En 1933, l'Institut international de coopération intellectuelle, organisme dépendant de la SDN, avait organisé à Paris un congrès sur le thème de "l'avenir de l'esprit européen", rassemblant autour de son directeur Paul Valéry divers intellectuels européens comme Julien Benda, Georges Duhamel, Johan Huizinga, Aldous Huxley, Hermann von Keyserling, Salvador de Madariaga, Thomas Mann, Jules Romains... Les débats portaient précisément sur la définition de la civilisation européenne et de ses fondements<sup>72</sup>.

Qu'ils fussent historiens, géographes, écrivains politiques, romanciers, philosophes ou "généralistes" comme Valéry, les intellectuels de l'entre-deux-guerres s'accordaient sur ce point: la marque essentielle de l'"esprit européen" ne résidait ni dans les faits géographiques, ni dans les faits ethniques, mais était le produit d'une histoire commune.

Pour Valéry, était européen tout peuple ayant subi l'influence de ces trois cultures:

"Partout où les noms de César, de Gaius, de Trajan et de Virgile, partout où les noms de Moïse et de saint Paul, partout où les noms d'Aristote, de Platon et d'Euclide ont eu une signification et une autorité simultanées, là est l'Europe. Toute race et toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise, quant à l'esprit, à la discipline des Grecs, est absolument européenne"<sup>73</sup>.

De même, pour l'historien Lucien Romier:

"La tradition européenne nous présente l'alliance merveilleuse de trois doctrines éminemment dynamiques: la doctrine grecque, qui fixe les lois de l'observation et de la science naturelle; la doctrine romaine, qui formule les conditions de la stabilité sociale

<sup>71</sup> André SIEGFRIED, préface à Edouard BONNEFOUS, *L'Europe en face de son destin*, p. 9.

<sup>72</sup> Débats retranscrits dans *L'avenir de l'esprit européen. Entretiens de Paris 16-18 octobre 1933*, Paris, SDN, Institut International de Coopération Intellectuelle, 1934, 369 p.

<sup>73</sup> Paul VALÉRY, "La crise de l'esprit : Première lettre" ; *Variété*, p. 53.

et de la puissance politique; la doctrine chrétienne, qui place la vertu, c'est-à-dire l'effort et le sacrifice actif, au-dessus du bien-être, c'est-à-dire de la jouissance immédiate. L'idéalisme chrétien, armé par l'esprit grec et s'appuyant sur l'ordre romain, a fait la gloire de l'Europe"<sup>74</sup>.

On pourrait multiplier les exemples de textes qui mettent en avant la primauté de ce triple héritage dans la formation de l'*esprit européen*<sup>75</sup>. Si Rome avait apporté aux Européens une conception juridique et politique des rapports sociaux, c'est dans les civilisations grecque et chrétienne qu'il fallait puiser ce qui, pour beaucoup, était l'essence même de la civilisation européenne ou occidentale: le caractère sacré accordé à la personne humaine. En choisissant pour emblème de son mouvement la croix rouge sur le soleil d'or, la croix du Christ sur le soleil d'Apollon, Coudenhove présentait son combat pour l'Europe comme le prolongement du combat humaniste. L'Europe, "fille de Socrate et du Christ" pour Siegfried<sup>76</sup>, l'Occident, "sanctuaire de la personne humaine" pour Riou<sup>77</sup>, étaient jusqu'ici étroitement associés, et porteurs de valeurs profondes que la fin de l'hégémonie européenne risquait de compromettre.

La fin de la guerre révéla aux Européens que l'Europe n'était plus l'unique représentante de l'Occident, qu'un type original de société se développait en Amérique du Nord, et que cette nouvelle société se référait de moins en moins aux valeurs et aux principes évoqués plus haut. Le nouveau danger qui guettait l'Europe avait un nom: le matérialisme, incarné par la société américaine triomphante des années vingt.

L'Amérique, on le sait, devait une grande partie de sa puissance au développement de "produits" — automobile, aviation, cinéma... — qui constituaient ce que Siegfried appelait "tout l'aménagement du XXe siècle". Cette puissance reposait sur l'essor de nouvelles techniques de production et de diffusion: fabrication en série, travail à la chaîne, publicité... autant de procédés aussi peu familiers qu'inquiétants aux yeux de certains Européens. De Coudenhove à Riou, de Romier à Siegfried, en passant par Georges Duhamel qui dans *Scènes de la vie future* brossait un tableau souriant mais peu élogieux de la "civilisation" américaine<sup>78</sup>, une grande partie des intellectuels européens ne cachait pas la méfiance que lui inspirait l'Amérique des années vingt, et craignait de voir l'Europe gagnée à son tour par le culte de la machine.

---

<sup>74</sup> Lucien ROMIER, *Nation et civilisation*, Paris, Les Documentaires, 1926, pp. 64-65.

<sup>75</sup> D'autres évoquaient le legs des Barbares ; l'influence de la Réforme et du protestantisme — ainsi Hauser, lui-même protestant — ; ou encore le rôle de la Révolution industrielle. Mais parmi les "sources" évoquées, le triptyque défini par Valéry était le plus abondamment cité.

<sup>76</sup> André SIEGFRIED, préface à Edouard BONNEFOUS *L'Europe en face de son destin*, p. 10.

<sup>77</sup> Gaston RIOU, *S'unir ou mourir*, p. 114.

<sup>78</sup> Georges DUHAMEL, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, 253 p.

Devant ce que Siegfried appelait déjà “l’américanisation de nos mœurs” , qui affectait le logement, l’habillement, les transports, les loisirs; devant la “fordisation” croissante de l’industrie, l’Europe n’était-elle pas en train de perdre la marque essentielle de sa personnalité?

“Dans son enthousiasme à parfaire une incomparable réussite matérielle, l’Amérique ne risque-t-elle pas d’éteindre cette flamme de liberté individuelle que l’Europe, enfantine peut-être dans son rendement économique, avait cru être un des trésors essentiels de l’humanité civilisée?

[...] Moins qu’entre l’Europe et l’Amérique —différence géographique— ne s’agit-il pas au fond d’une opposition entre deux âges successifs de notre humanité occidentale, répondant à deux conceptions de la vie: celle de l’homme considéré, non seulement comme agent de production ou de progrès, mais comme esprit indépendant et comme fin en soi; et celle de la grande production industrielle enrôlant dans la conquête matérielle l’individu tout entier” <sup>79</sup>.

L’antiaméricanisme était —déjà— une valeur montante dans l’entre-deux-guerres, et le “patriotisme européen” de certains lui devait incontestablement beaucoup. La haine de l’Américain et la hantise d’une Europe définitivement américanisée ont même inspiré à certains écrivains quelques-uns de leurs plus beaux textes <sup>80</sup>, comme ceux qu’écrivit Drieu la Rochelle, dans sa “période européenne” :

“L’Europe est couverte d’églises et de châteaux décrépits... Ses églises sans Dieu, ses palais sans rois, l’Europe les indique comme des joyaux aguicheurs sur son vieux sein... A l’entrée des ruines, ils ont mis un tourniquet et moyennant quelques cents, ils vous font entrer, tristes Américains sans âme, qui venez voir mourir notre âme, la vôtre...” <sup>81</sup>.

Réaction de refus, épidermique ou profonde, l’antiaméricanisme choisit parfois des formules d’une brutale franchise, comme en témoigne ce cri:

“[...] à la porte les Yankees! Leurs personnes et leurs marchandises, leurs méthodes et leurs leçons, leurs danses et leur jazz! Qu’ils remportent leurs Fords et leurs stocks de *chewing-gum*. Que leurs silhouettes grotesques disparaissent, qu’ils rentrent dans leur Connecticut ou leur Oklahoma! Qu’ils votent sec aux élections et s’enivrent dans le privé! Qu’ils aillent au prêche le dimanche et lynchent leurs nègres le lundi! Qu’ils soient vertueux, pudiques, nasillards et hypocrites, mais qu’ils le soient dans le Massa-

<sup>79</sup> André SIEGFRIED, *Les États-Unis d’aujourd’hui*, pp. 350-51.

<sup>80</sup> Voir, sur ces syndrômes, le recueil *L’Amérique dans les têtes : un siècle de fascinations et d’aversion*, publié sous la dir. de Denis Lacorne *et al.*, Paris, Hachette, 1986, 310 p., traduit (Gerald Turner) sous le titre *The rise and fall of anti-Americanism : a century of French perception*, Londres, Macmillan, 1990, 258 p.

<sup>81</sup> Pierre DRIEU LA ROCHELLE, *Le jeune Européen*, Paris, Gallimard, 1927 ; cité par Georges BONNEVILLE, *Prophètes et témoins de l’Europe*, p. 98.

chusetts ou dans l'Idaho, et non pas à Berlin ni à Paris. On les aimera beaucoup à distance”<sup>82</sup>.

Siegfried jugeait qu'on pouvait le regretter: à son avis, l'américanisation de la société européenne était en marche, et préparait des changements de structure considérables. Dès 1935, il assignait aux “services” —le terme était encore nouveau— un rôle majeur dans l'activité économique des années à venir, et supposait que cela n'irait pas sans conséquences douloureuses pour l'Europe: “Mais si le service doit remplacer partiellement l'exportation, [...] un ébranlement social dangereux est à redouter, jusqu'à ce que la structure du vieux continent se soit accommodée à ces conditions nouvelles”<sup>83</sup>. La qualité, les services, le financement international, tous les “étages supérieurs de la fabrication”..., telles étaient pour Siegfried les compétences de l'Europe de demain, d'une Europe qui saurait rester fidèle aux valeurs qui avaient toujours été les siennes: l'humanisme, l'individualisme, l'invention, la liberté de l'esprit, et par-dessus tout, un non-conformisme fondamental.

Le symbole de l'esprit européen, Siegfried n'allait le chercher ni à Rome ni en Grèce, mais dans le Caucase:

“Le héros qui symbolise le mieux notre vieux continent, c'est, me semble-t-il, Prométhée: quand il déroba le feu à Jupiter pour le donner aux hommes, peut-être offensait-il les dieux, mais il suscitait cette force secrète de notre civilisation occidentale, la révolte contre la fatalité et contre la soumission paresseuse, le jaillissement de l'invention technique, l'indiscipline créatrice”.

La conclusion de *La crise de l'Europe* engageait ainsi les Européens à entrer en résistance: “Ne nous laissons pas laminer entre la masse américaine et la masse asiatique [...]”<sup>84</sup>.

---

<sup>82</sup> KADMI-COHEN, *L'abomination américaine : essai politique*, Paris, Flammarion, 1930, 282 p. ; cité par Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 352.

<sup>83</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 102-03.

<sup>84</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 124-25.

### CHAPITRE III

## *Les géographes français et l'Europe unie : engagements et réticences*

“L'Europe ne semble pas prête encore à réaliser cet idéal. Cependant l'idée de l'étroite interdépendance des nations sur le domaine commercial gagne du terrain”<sup>1</sup>. Ce jugement mi-amer, mi-confiant de Demangeon sur l'éventualité des États-Unis d'Europe pourrait être celui d'une grande partie des géographes et historiens français de l'entre-deux-guerres. Si l'on excepte l'engagement net de Jacques Ancel pour la politique de Briand et le “patriotisme européen” affiché par André Siegfried, le soutien des géographes de l'École française à la cause des militants pro-européens n'allait pas sans réserves, malgré des affinités intellectuelles évidentes.

Ces réserves, pour l'essentiel, étaient au nombre de trois. La première prenait la forme d'un constat: le nationalisme tel qu'il se manifestait depuis la guerre laissait peu de chance au sentiment paneuropéen de “s'enraciner dans le cœur des Européens”, comme le souhaitait Coudenhove, ni dans celui des dirigeants, ni même dans les mentalités populaires. On avait donné à certains peuples le “droit de disposer d'eux-mêmes”, et l'unité européenne n'était pas précisément la première de leurs aspirations.

Une deuxième réserve portait sur l'opportunité en elle-même de l'unification européenne, et les interrogations, les hésitations de certains géographes étaient aussi celles des dirigeants politiques français. Comme son collègue allemand ou britannique, le “géopolitologue” français était également un citoyen soucieux des intérêts de son pays, et les orientations de la politique étrangère française étaient loin d'être tracées d'avance.

Enfin, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'internationalisme, sous certains aspects, constitua lui-même un obstacle à la réalisation de l'union européenne. Même si la SDN a fourni aux partisans européens la plus grande tribune possible, son existence a en effet davantage desservi la cause européenne que le contraire, et ce sont en fait deux conceptions de l'internationalisme qui se sont affrontées à Genève, opposant les “citoyens de l'Europe” aux “citoyens du monde”.

---

<sup>1</sup> Albert DEMANGEON, “Les aspects actuels de l'économie internationale”, *Annales de géographie* 38 (1929), pp. 10-25 et 97-112.

## A. La nation contre l'Europe

### 1. *L'apogée du nationalisme en Europe*

Devant les intellectuels réunis à Paris par l'Institut international de coopération intellectuelle pour débattre de *L'avenir de l'esprit européen*, Paul Valéry sondait ainsi le cœur des Européens :

“[...] vous n'avez, Messieurs, qu'à vous interroger chacun dans votre cœur, et qu'est-ce que vous y trouvez: deux personnages, l'un qui précisément est cet Européen, l'un qui a une culture généralisée à l'Europe, qui a ce sentiment de l'universalité, de tout ce qu'il y a de plus beau, de tout ce qu'il y a de plus effectif ou de plus vrai dans la connaissance humaine. Mais, à côté de ce personnage, il y en a un autre qui parle sa langue, qui est enfermé dans ses traditions nationales, de sorte que nous sommes actuellement — les mathématiciens me permettront d'emprunter une image à leur profession — nous sommes actuellement semblables à des quantités complexes et nous ne savons jamais, car les circonstances seules en décident, ce qui en nous est la partie imaginaire et la partie réelle. Tantôt nous nous trouvons plus universaux, plus européens que nous ne sommes nationaux, et tantôt, à la moindre circonstance, qui affecte notre sensibilité, beaucoup plus nationaux qu'européens”<sup>2</sup>.

Encore Valéry s'adressait-il à un auditoire en grande partie gagné à la cause européenne; il n'est pas certain que les opinions publiques française et européennes aient éprouvé ce “sentiment de l'universalité”. Au contraire, le sentiment national n'a jamais semblé aussi fort que durant les vingt années qui séparent les deux guerres. Bon nombre de partisans des États-Unis d'Europe avaient vu dans l'europhisme la nouvelle étape de l'évolution politique des sociétés, succédant naturellement à la nation comme celle-ci avait succédé à la province. L'interdépendance croissante des intérêts économiques, la révolution des transports et des communications étaient, pour eux, autant de faits nouveaux qui devaient rendre, à terme, l'union inévitable aux yeux des Européens. La guerre, disait-on enfin, avait guéri à jamais l'humanité de ses tendances belliqueuses. Et pourtant, malgré l'armistice, les nations européennes n'ont jamais réellement désarmé durant l'entre-deux-guerres, tendant au contraire à se constituer en “monades sans portes ni fenêtres, toutes hérissées de craintes et de haines les unes envers les autres”<sup>3</sup>.

La guerre, en définitive, avait frappé les esprits mais peu affecté les comportements, le nationalisme se trouvant même renforcé au sortir du conflit.

<sup>2</sup> Paul VALÉRY, dans *L'avenir de l'esprit européen*, p. 13.

<sup>3</sup> René DUPUIS, “Salut de l'Europe”, *Ordre nouveau* 2 (novembre 1934), No. 15, p. 31.

De 1914 à 1918, l'État fut, dans tous les pays européens, le seul véritable acteur de la vie économique — voire politique — et cet interventionnisme systématique, loin de se relâcher avec le retour à la paix, s'accrut au contraire avec la crise de 1929. Cette mythification de l'État, envisagé comme l'instrument de la puissance de la nation, atteignit son paroxysme avec l'instauration des régimes autoritaires en Italie puis en Allemagne — et dans une grande partie de l'Europe orientale et méridionale, sans parler de l'URSS. Elle n'épargna pas non plus les démocraties d'Europe occidentale.

Pour Coudenhove-Kalergi et pour les partisans inconditionnels de l'union européenne qu'étaient Delaisi, Benda ou Riou, le nationalisme n'était pas loin de représenter une nouvelle religion d'État, et tendait même, selon le diagnostic de Coudenhove, à se substituer totalement au sentiment religieux :

“C'est ce qui explique qu'aujourd'hui les nations aient pris à leur compte l'intolérance qui caractérisait autrefois les confessions. Chaque peuple se considère comme le peuple élu. Les Français se considèrent comme la “Grande nation”, les Italiens comme les héritiers légitimes de Rome, les Allemands se prennent pour le seul vrai peuple de culture qui doit apporter le salut au monde, les Slaves, pour le peuple de l'avenir”<sup>4</sup>.

L'emprise de l'idéologie nationale sur les mentalités de l'entre-deux-guerres n'était pas imputable à la seule propagande des années de guerre, et résultait davantage de l'éducation que les peuples avaient reçue depuis la fin du XIXe siècle. On a souvent rappelé le rôle considérable de l'étatisation de l'enseignement dans la formation du sentiment patriotique — notamment en France depuis 1870 — et en particulier de l'enseignement de géographie et d'histoire. Malgré les efforts des géographes et des historiens de l'entre-deux-guerres pour démythifier certains dogmes tenaces, les instituteurs des années vingt étaient les élèves du siècle dernier, et les manuels scolaires demeuraient le meilleur instrument dont disposait le nationalisme. C'est ainsi que, bien que rejetée par l'ensemble des géographes français — de Vidal à Ancel —, la théorie des “frontières naturelles” n'en restait pas moins vivace dans l'opinion, comme le déplorait Yves-Marie Goblet :

“Notre temps, en effet, se représente la frontière comme une ligne; or une côte, un cours d'eau, et même (du moins dans les cartes à petite échelle, les seules connues du grand public) une “chaîne de montagnes” paraissent des lignes tracées par la nature; c'est pourquoi on les appelle volontiers des “frontières naturelles”; et pour peu qu'on ait l'esprit enclin au mysticisme, on y voit des bornes placées par la Providence pour marquer les limites du développement des États”<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Panurope*, p. 127 ; 1988, p. 113.

<sup>5</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, p. 142.



Parallèlement, les historiens ont révisé certaines conceptions anciennes de l'histoire nationale, véhiculées par les manuels scolaires, comme la tendance à attribuer aux hommes et aux femmes des siècles passés les préoccupations des contemporains, faisant d'une jeune fille du XV<sup>e</sup> siècle l'incarnation d'un mythe qu'elle avait toujours ignoré: la nation. Mais ici encore, disait Francis Delaisi, les réflexes restaient tenaces:

“Depuis cinquante ans, dans tous les pays d'Europe, de petits manuels d'histoire, contrôlés par l'État, se sont appliqués ainsi à élever tous les enfants dans le culte des mêmes héros, dans le souvenir des mêmes événements heureux ou malheureux. A la vérité, si l'on voulait s'en tenir aux seules données de l'histoire, ces souvenirs communs seraient tous récents et peu nombreux. Crécy, Poitiers et Azincourt sont pour les petits Bretons d'aujourd'hui des désastres nationaux, alors que leurs aïeux furent souvent alliés aux Anglais au cours de la guerre de Cent ans. [...]

Admirable système pour créer un “esprit national”, puisqu'il unit ensemble par de communes sympathies —et des haines communes— tous les petits enfants de Provence et de Bretagne et de Gascogne, et du même coup les oppose à tous les petits enfants de Bavière, de Saxe ou de Prusse”<sup>6</sup>.

Ainsi, la nation était devenue la nouvelle religion, un nouvel absolu des Européens. Plus un peuple sur le continent n'échappait à l'emprise du mythe national.

Cet obstacle psychologique, plus encore que les difficultés d'ordre économique et politique, rendait l'union européenne utopique, sinon chimérique aux yeux de certains. Parce qu'ils étaient géographes comme Demangeon ou Siegfried, historiens comme Hauser ou Febvre, les géopolitologues français n'ignoraient rien de la solidité du sentiment national et ne partageaient pas l'idéalisme aveugle —et parfois doctrinaire— des philosophes comme Benda et Coudenhove, ou des économistes comme Delaisi.

Quelques jugements, parmi d'autres, donneront une idée de leur scepticisme. Aux yeux de Hauser:

“[...] cette Europe est peut être celle de l'avenir; ce n'est pas l'Europe (ni le monde) d'aujourd'hui. Vouloir bâtir un édifice économique sur un monde irréel, ce serait échafauder un rêve sur un rêve”<sup>7</sup>.

André Siegfried ne disait pas autre chose lorsqu'il estimait que

“nous sommes si divisés politiquement, si chargés des hérédités haineuses de notre passé que la réalisation d'un marché continental unique demeure, pour longtemps peut-être, une utopie”<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Francis DELAISI, *Les contradictions du monde moderne*, pp. 234-38.

<sup>7</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, p. 104.

<sup>8</sup> André SIEGFRIED, *La crise de l'Europe*, p. 115.

Pour Lucien Febvre, au-delà des faits politiques et économiques, il y avait l'homme, "cet héritier des siècles", et la psychologie, tôt ou tard, reprendrait ses droits:

"En fait, à côté des intérêts matériels, à côté des traditions politiques, je vois, dans l'Europe de ce temps, des "réalités" non moins substantielles qu'inquiétantes dans leur stabilité: les nations"<sup>9</sup>.

Ces raisons, une grande partie des géographes français —celle notamment qui s'exprimait dans les *Annales de géographie* et dans les *Annales d'histoire économique et sociale*— pensait comme Demangeon que l'Europe n'était pas encore "prête" pour ce vaste projet. Peut-être était-il plus sage et plus facile de commencer par unir ce qui pouvait l'être; des ententes régionales entre États voisins, vivant dans les mêmes conditions économiques et sociales, pouvaient constituer une première étape sur la voie de l'unification totale: la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne vivaient dans une atmosphère économique, industrielle et urbaine commune... De même, une union danubienne pouvait être envisagée entre les pays successeurs de l'Autriche-Hongrie. L'Union belgo-luxembourgeoise et belgo-néerlandaise d'un côté, la Petite-Entente —Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie— de l'autre, constituaient même, à l'état embryonnaire, l'ébauche de cette reconstruction régionale de l'Europe. Dans un article justement intitulé "Les conditions géographiques d'une union européenne: fédération européenne ou ententes régionales?", Demangeon optait en 1932 pour la seconde solution. Elle était à ses yeux un préalable à la première: "C'est de proche en proche, notait-il, que la coopération a chance de s'étendre au groupe entier"<sup>10</sup>.

A partir de 1950, l'Europe des Six ressemblera davantage à une entente régionale qu'à la Paneurope.

## 2. *Réflexions sur la nation*

L'unification de l'Europe soulevait inévitablement la question de la souveraineté nationale. Du nationalisme intransigeant d'un Maurras à l'antinationalisme absolu des fédéralistes personnalistes, les regards portés sur la nation, l'État et les frontières étaient pour le moins contrastés.

Pour cerner sur ce point la cohérence —mais aussi certaines contradictions— de la pensée de l'École française de géographie, il convient de

---

<sup>9</sup> Lucien FEBVRE, "De la France à l'Europe : histoire, psychologies et physiologies nationales", *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (mars 1932), pp. 199-207.

<sup>10</sup> Albert DEMANGEON, "Les conditions géographiques d'une entente régionale", *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (septembre 1932), pp. 433-51.

remonter aux premières réflexions de Vidal de la Blache et des géographes et historiens du XIXe siècle.

Comme le rappela Lucien Febvre dans *La terre et l'évolution humaine*, la nation était au cœur de l'analyse géopolitique: "Peu importe le cadre, la marge. C'est le cœur qui vaut, et qu'il faut avant tout considérer"<sup>11</sup>. Contrairement aux géopolitologues allemands, leurs collègues français ne plaçaient pas les problèmes de frontières au centre de leurs préoccupations. Si Ancel leur consacrait un ouvrage entier, c'était précisément pour conclure que l'essentiel n'était pas là: "Il n'y a pas de problèmes de frontières. Il n'est que des problèmes de nations"<sup>12</sup>. Au fond, le regard qu'Ancel et les autres géographes français portaient sur la nation dans les années vingt ne différait guère de celui de Vidal, lui-même inspiré dans une large mesure de l'organicisme de Michelet. A entendre Pierre-Yves Péchoux et Michel Sivignon,

"Ancel continue de se situer dans la mouvance de Vidal, dans un courant intellectuel jalonné par les réflexions inspirées à Fustel de Coulanges, Taine, Renan, par l'expérience des circonstances internationales de la défaite de 1870; cette pensée française incline à un néo-kantisme. On y conçoit l'État moins comme l'expression d'une puissance intégratrice que comme la résultante d'habitudes héréditaires de vie collective, de travaux communs, de besoin de protection"<sup>13</sup>.

Ces habitudes communes, ce sont les "genres de vie" décrits par Vidal dans le *Tableau de la géographie de la France*<sup>14</sup>. Febvre et Demangeon s'inscrivaient ainsi dans une postérité de Michelet et de Renan lorsqu'ils disaient que "ce qui, sur les contrées appelées "France", a maintenu la cohésion des groupes, à travers ruptures et bouleversements, [...] ce sont des habitudes, résumées par un nom"<sup>15</sup>. De même pour Ancel, l'interprétation vidalienne des "genres de vie" n'était pas indifférente à la géographie politique contemporaine: fournissant le "ferment cherché de la coagulation nationale"<sup>16</sup>, elle pouvait servir de base explicative à l'étude des cadres nationaux de l'Europe nouvelle. En somme, les nouvelles nations de l'Europe

<sup>11</sup> Lucien FEBVRE, *La terre et l'évolution humaine*, p. 376.

<sup>12</sup> Jacques ANCEL, *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938, p. 196.

<sup>13</sup> Pierre-Yves PECHOUX et Michel SIVIGNON, "Jacques Ancel (1882-1943), géographe entre deux guerres (1919-1945)", dans *La géographie française à l'époque classique, 1918-68*, publié sous la dir. de Paul Claval et André-Louis Sanguin, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>14</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, *Tableau de la géographie de la France*, Paris, Hachette, 1903.

<sup>15</sup> Albert DEMANGEON et Lucien FEBVRE, *Le Rhin : problèmes d'histoire et d'économie*, p. XI.

<sup>16</sup> Jacques ANCEL, *Manuel géographique de politique européenne*, t. I: *L'Europe centrale*, Paris, Delagrave, 1936, p. 15.

centrale et orientale procédaient aujourd'hui comme l'avait fait la France hier:

“La nation, solidement ancrée, circonscrite, est celle dont la fonction, claire, résulte d'une harmonie entre les genres de vie qui la composent: telle la France, la Suisse. Les États instables sont ceux qui ne découvrirent pas leur principe d'harmonie: ainsi la “Hongrie historique” ou l'Autriche des Habsbourg; leur fermeté, leurs frontières, furent suspendues, en attente”<sup>17</sup>.

Qu'elle soit française ou allemande, la pensée géopolitique de l'entre-deux-guerres nous ramène une fois encore à l'Europe centrale... Comme les autres pays de l'Europe occidentale, la France était une nation “solidement ancrée”, sûre de son histoire et de sa géographie, et il n'était plus besoin d'en chercher le principe d'harmonie: Michelet, Renan, Taine, Vidal, d'autres encore s'en étaient chargés. Le nouveau champ d'exploration, la nouvelle *terra incognita*<sup>18</sup> de la géographie politique était l'Europe nouvelle, celle qui a émergée des traités de paix de 1919-20.

Les géographes français avaient été, on l'a vu, largement impliqués dans la redéfinition territoriale de l'Europe au lendemain du conflit, et ceci explique en partie le zèle constamment déployé pour défendre l'œuvre des traités de Paris. Mais cette explication ne suffit pas car l'attachement aux nouvelles nations d'Europe centrale et orientale était plus profond. La guerre de 14-18, aimait à rappeler Edvard Benes, fut une “lutte pour la démocratisation de l'Europe”<sup>19</sup>. Le XIXe siècle avait vu le “vent de la révolte” souffler sur tout le continent, opposant les nations nouvelles à leurs maîtres — allemands, autrichiens, hongrois, russes et turcs — et les géographes français, contrairement à beaucoup, n'avaient aucune nostalgie pour ces vieux empires fondés sur l'oppression:

“En 1918, des Nations apparaissent sur la carte et déconcertent les habitudes. Elles ne sont cependant pas sorties — toutes désarmées — du cerveau des hommes d'État qui ont signé les traités de Versailles, St-Germain et Trianon. Elles existaient bien avant eux, non sans doute dans leurs nouveaux cadres, mais hors de tous cadres. La surprise et le scepticisme étaient dus à l'enseignement de l'histoire, d'une histoire toute politique, non spirituelle”<sup>20</sup>.

Selon Ancel, l'Europe de Versailles marquait le triomphe de la géographie sur les considérations stratégiques et politiques:

<sup>17</sup> Jacques ANCEL, *Géographie des frontières*, p. 195.

<sup>18</sup> Jacques ANCEL, *Manuel géographique*, t. I : *L'Europe centrale*, p. 6.

<sup>19</sup> Cité par ANCEL dans *Affaires étrangères : aide-mémoire de la politique française*, p. 19. — Le raisonnement apparaît en effet dès 1915 dans l'argumentaire du jeune Benes exilé à Paris.

<sup>20</sup> Jacques ANCEL, *Géopolitique*, p. 104.

“Nombre de diplomates, de publicistes, ont considéré avec méfiance ces groupements qui bouleversaient les concepts issus de la seule histoire. En essayant de démêler les conditions géographiques de ces nations encore jeunes, on serait au contraire tenté de dire: ces traités furent une revanche de la Géographie sur l'Histoire”<sup>21</sup>.

Au total, les géographes français, placés devant les contradictions propres à la question nationale de leur temps, étaient partagés entre deux attitudes. Sur les ruines de la guerre, l'Europe nouvelle avait été reconstruite en s'inspirant des réalités nationales plutôt que des réalités économiques, et ces aspirations nationales étaient non seulement légitimes mais conformes à la nouvelle marche de l'histoire<sup>22</sup>. On ne pouvait, écrivait Hauser, “au nom de la liberté absolue des échanges et de la répartition rationnelle des tâches, rayer de la carte ces nations qui veulent vivre”<sup>23</sup>. Ces mêmes géographes furent pourtant parmi les premiers à prévoir que les conditions nouvelles de l'économie imposeraient aux États de consentir des limites à l'exercice de leurs droits de souveraineté.

L'historien Lucien Romier résumait ainsi les contradictions de l'Europe contemporaine, tout en réfléchissant aux moyens de les surmonter:

“L'épanouissement ou le réveil des nationalités auquel nous assistons en Europe est un fait non seulement légitime, mais qui peut devenir fécond. L'énergie des peuples, leurs talents et leur initiative créatrice, surtout dans le domaine artistique, intellectuel ou moral, n'a jamais gagné à la centralisation et moins encore à l'uniformisation excessive. Il est bon, il est éminemment profitable que le génie européen se renouvelle par l'émulation, en des foyers nombreux et divers. [...]

Un des plus utiles services que l'on rendrait à la civilisation européenne et à la paix réelle serait d'assouplir la notion de frontière. N'est-il pas absurde, par exemple, que les frontières économiques qui doivent s'adapter aux échanges internationaux, correspondent étroitement aux frontières militaires qu'ont tracées des soucis purement stratégiques?”<sup>24</sup>

---

<sup>21</sup> Jacques ANCEL, *Peuples et nations des Balkans*, p. 1.

<sup>22</sup> Tous les observateurs n'avaient pas cette vision idyllique de l'Europe de Versailles. Pour Delaisi, plus qu'une revanche de la géographie sur l'histoire, les traités de paix étaient tout simplement une revanche des vainqueurs sur les vaincus : “Dès lors, deux alternatives s'imposaient aux auteurs du traité de Versailles : ou tracer les frontières selon les limites ethnographiques et faire des États viables ; ou élargir les limites selon les besoins économiques et y enfermer des populations de nationalités diverses. On appliqua la première méthode aux ennemis (Autriche, Hongrie, Bulgarie), la seconde aux amis (France, Tchécoslovaquie, Pologne, Serbie, Italie). Dans les deux cas, on obtint les plus fâcheux résultats.” *Les contradictions du monde moderne*, p. 446.

<sup>23</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, p. 98.

<sup>24</sup> Lucien ROMIER, *Nation et civilisation*, p. 84-86.

La nation, plus que jamais, était une réalité vivante. Mais le dogme de la souveraineté nationale absolue des États était peut-être à revoir...

## B. Les ambiguïtés de la politique étrangère française

### 1. *Le problème des colonies*

Curieusement, les propagandistes de l'Union européenne ne s'attardèrent que brièvement sur ce problème, alors qu'il s'agissait du plus grand obstacle à sa réalisation — ceci expliquant peut-être cela. “Ce relatif silence sur un tel obstacle à la réalisation de l'Europe, remarque Jean-Luc Chabot, ne peut se comprendre que parce qu'il s'agit là de la partie la plus sensible du nationalisme sous sa forme impérialiste”<sup>25</sup>.

Le problème était considérable puisqu'il impliquait un certain nombre d'États européens, liés à divers degrés à des territoires d'outre-mer: l'Angleterre et la France au premier rang, mais aussi les Pays-Bas, la Belgique, le Portugal, l'Espagne et l'Italie<sup>26</sup>. Quelques auteurs ont néanmoins essayé de surmonter la difficulté, comme le fit Jules Destree, exposant en 1931 une idée qu'il avait conçue pendant la guerre:

“On pouvait concevoir une fédération de ces États européens, fédération limitée à la colonisation de l'Afrique. L'exploitation commune de ce domaine devait rapprocher les États. Première conséquence appréciable. Une sorte de comité fédéral de gestion pouvait avoir deux sortes d'attributions importantes: en premier lieu, poursuivre, d'une manière générale, la mission civilisatrice des blancs en protégeant et en éduquant les Noirs; en second lieu, mettre en valeur par de grands travaux les richesses agricoles et minérales de ces immenses territoires, avec des vues d'ensemble et des capitaux considérables.

Je crus, que pour réaliser ce projet grandiose, il suffirait, sans toucher aux frontières, sans enlever les drapeaux nationaux, sans trop diminuer l'autorité des divers groupements, de créer la qualité de citoyen africain, qualité accordée à tous les Anglais, Français, Belges, Portugais, Italiens, leur donnant des droits identiques dans toute l'étendue des colonies fédérées”<sup>27</sup>.

---

<sup>25</sup> Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 470.

<sup>26</sup> Le Danemark avait aussi, avec l'Islande et le Groenland, des responsabilités extra-territoriales, mais ces territoires étaient plus engagés dans la voie de l'autonomie. Quant à l'Allemagne, elle avait, après la défaite, perdu la totalité de ses possessions africaines, celles-ci étant administrées soit par la SDN, soit par d'autres nations coloniales, dont la France.

<sup>27</sup> Jules DESTREE, *Pour en finir avec la guerre, par une organisation fédérative de l'Europe, la constitution d'une police internationale et la reconnaissance pour les citoyens du droit de refuser le service militaire pour le crime de guerre d'agression*,

La solution préconisée par l'Union paneuropéenne n'était guère éloignée de celle-ci et allait même au-delà, puisqu'elle prévoyait d'associer à l'exploitation des colonies les puissances européennes qui en étaient dépourvues: Scandinavie, Tchécoslovaquie, Pologne, Balkans, Allemagne... Ainsi, pensait Coudenhove, serait réglée l'une des principales sources de tension en Europe, les revendications territoriales allemandes et italiennes n'ayant plus lieu d'être.

La plupart des idées développées par l'auteur de *Pan-Europe*, contrairement à ce que pensaient beaucoup de ses contemporains, étaient loin d'être utopiques. Mais celle-ci l'était particulièrement. On imagine mal, en effet, comment les puissances coloniales de l'époque auraient consenti à la moindre concession en la matière: à cet égard, les réponses officielles des gouvernements portugais, hollandais, anglais, espagnols et danois au Mémoire Briand ne laissent subsister aucune équivoque. Si la France elle-même avait eu à se prononcer, il est peu probable qu'elle eût dit autre chose...

Si l'on excepte les auteurs d'inspiration marxiste qui, pour des considérations "stratégiques" autant qu'humanistes, étaient farouchement opposés à toute forme d'impérialisme, bien peu d'intellectuels de l'entre-deux-guerres ont souhaité voir la France abandonner tout droit sur ses colonies. La guerre, certes, avait révélé aux Européens ce que l'on appelait l' "éveil des peuples indigènes", ce "vent de la révolte" qui, disait Demangeon, soufflait sur tous les peuples<sup>28</sup>; mais l'ampleur des luttes et des revendications n'était pas telle qu'elle mettait en cause le bien-fondé de la colonisation. La défense et le développement de l'Empire demeuraient l'une des préoccupations majeures de la politique française, bien que l'euphorie qui avait accompagné l'expansion coloniale de la fin du siècle dernier fût retombée. Le monde, désormais, était "clos"; il ne s'agissait plus d'explorer ni de conquérir de nouveaux espaces, mais de développer et d'aménager le domaine existant. Et la géographie avait naturellement un rôle à jouer dans cette tâche. En 1933 paraissait un ouvrage du géographe Georges Hardy: spécialiste des questions coloniales, il l'intitula précisément *Géographie et colonisation*<sup>29</sup> pour témoigner de cette nouvelle orientation de la géographie coloniale. Selon Hardy, le domaine colonial était un bien précieux pour la France mais sa mise en valeur n'avait pas, jusque-là, fait l'objet d'une politique d'ensemble, en raison notamment de la faible éducation géographique des administrateurs; c'est cette ignorance, notait l'auteur, qu'il fallait désormais combattre avec des ouvrages comme le sien.

---

Bruxelles, L'Églantine, 1931 ; texte reproduit dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres : recueil de textes*, publié par Michel Dumoulin et Yves Stelandre, Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, pp. 83-85.

<sup>28</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 269.

<sup>29</sup> Georges HARDY, *Géographie et colonisation*, Paris, Gallimard, 1933, 211 p.

Pour la plupart des géographes français, l'avenir de leur pays dépendait encore largement de sa capacité de rester une grande puissance impériale. La nécessaire mise en valeur des colonies devait toutefois s'accompagner d'un "examen de conscience" de la part des Européens<sup>30</sup>, et plus généralement de l'homme blanc, dans ses rapports avec les "indigènes". Pour Demangeon, l'Europe avait dû son triomphe à l'exploitation des peuples dits "inférieurs", mais l'on assistait aujourd'hui aux débuts d'une révolution dans les rapports entre les Européens et ceux qu'ils tenaient asservis. Cette révolution amenait les colonisateurs à renoncer à certains usages, comme celui qui consistait à tenir volontairement ces peuples hors de l'évolution moderne: "[L'Européen] ne visait pas à développer leur bien-être, ni à élever leur niveau de vie; il voulait les transformer en consommateurs [...]. Il leur apporta parfois la paix, l'ordre; il leur enseigna le souci de la dignité humaine. Mais il était avant tout marchand"<sup>31</sup>. On avait proclamé le droit pour les peuples à disposer d'eux-mêmes, ajoutait-il, il était temps désormais de reconnaître le droit des races opprimées à ne plus être soumises<sup>32</sup>.

Au seuil des années vingt, le mythe de la "mission civilisatrice" commençait de s'éteindre lentement. Cette critique des pratiques coloniales constituait sans doute un tournant majeur dans la pensée de l'entre-deux-guerres, mais n'alla jamais jusqu'à préconiser l'abandon pur et simple des intérêts coloniaux français. Gallois, Hardy, Hauser, Siegfried, Goblet... tous les géographes au contraire souhaitaient comme Demangeon voir la France "associer les colonies à l'effort national"<sup>33</sup>. Une certaine autonomie pouvait —et devait— être prévue, mais ni l'indépendance, ni la décolonisation, n'étaient envisagées un seul instant<sup>34</sup>. L'existence d'un État impérial fort restait encore le meilleur moyen de se persuader que la France demeurerait une grande puissance mondiale, et que son déclin n'avait rien de fatal.

## 2. *La politique européenne de la France*

Le problème des colonies constituait bel et bien l'obstacle institutionnel le plus délicat pour les partisans de l'union européenne, et c'est pourquoi il fut si souvent éludé. Aucune des puissances coloniales européennes n'entendait renoncer à ses responsabilités extra-européennes.

---

<sup>30</sup> Henri HAUSER, *La nouvelle orientation économique*, p. 155.

<sup>31</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 261.

<sup>32</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 267.

<sup>33</sup> Albert DEMANGEON, *Le déclin de l'Europe*, p. 294.

<sup>34</sup> Seul Jacques Ancel, sans doute le plus "européen" des géographes français, ne manifestait guère d'enthousiasme pour la politique coloniale de la France. Dans *Géographie des frontières*, il avait pressenti notamment que la France ne parviendrait jamais à s'implanter totalement en Afrique du Nord, pas plus que ne l'avaient fait les Romains, les Byzantins ou les Ottomans.



A l'inverse des Britanniques, pourtant, les défenseurs de "l'Empire fermé" étaient rares en France, et la thèse de l'autarcie impériale était massivement rejetée par les géographes français, comme d'ailleurs par la plupart des dirigeants politiques. Tous pressentaient en effet que le sort de la France se jouait sur le continent, et de fait, la politique étrangère de la France pendant ces vingt années fut essentiellement européenne.

L'histoire diplomatique de l'Europe de 1919 à 1939 fut d'abord marquée par la rivalité franco-anglaise pour s'assurer la direction des affaires européennes. Celle-ci était apparue dès 1919 à Versailles, où l'on vit Clemenceau et Lloyd George mobiliser toute leur énergie pour combattre — tout en affirmant le contraire — les idées universalistes de Wilson, au nom de leur conception de la sécurité en Europe. La France et la Grande-Bretagne acceptèrent néanmoins le principe d'une Ligue des Nations mais celle-ci devint rapidement, après le retrait des États-Unis, une organisation à vocation européenne et le théâtre privilégié de la "compétition" franco-anglaise. Pendant vingt ans, la Grande-Bretagne garda un œil fixé sur l'Empire, l'autre sur le continent. La France, quant à elle, avait le regard entièrement tourné vers l'Est du continent, et plus précisément vers le voisin allemand qui, même désarmé, représentait pour elle la principale menace pour la sécurité en Europe, plus grande encore que le "péril rouge".

L'Allemagne, en effet, était au cœur de toutes les inquiétudes françaises et ceci explique en grande partie l'insistance avec laquelle les géographes français combattirent les thèses de leurs homologues allemands de la *Zeitschrift für Geopolitik*. Dès le début des années vingt, il était clair que l'Allemagne — non pas l'Allemagne officielle de Weimar, mais l'opinion allemande — n'avait malgré la défaite rien abandonné de ses prétentions hégémoniques sur l'Europe, et le sentiment d'injustice provoqué par le *Diktat* de Versailles ne pouvait que renforcer sa détermination. De fait, la politique étrangère de la France tournait essentiellement autour de cette double question: comment contenir le renouveau de la puissance allemande et assurer définitivement la paix en Europe?

Au gré des événements, la politique française à l'égard de l'Allemagne oscilla entre trois attitudes distinctes: le désir de revanche, la volonté d'apaisement, et à partir de 1933, le retour à la défiance.

La première réaction, amorcée dès Versailles par Clemenceau et poursuivie par Poincaré, voulait que l'Allemagne fût doublement sanctionnée, économiquement et militairement. Reconnue responsable avec l'Autriche-Hongrie du déclenchement des hostilités, elle devait rembourser les dommages causés et voyait en outre son armée réduite à 100,000 hommes, la Sarre placée sous le contrôle provisoire de la France et la rive gauche du Rhin entièrement démilitarisée. La résistance des Allemands montra vite les limites d'une telle politique. A partir de 1924, on assista à un brusque revirement de la politique française: la victoire du Cartel des Gauches avait porté au pouvoir Édouard Herriot, partisan d'une attitude plus conciliante envers

l'Allemagne. Les accords de Locarno, signés en 1925 par Briand et Stresemann, résultèrent en grande partie du tournant dont il fut l'artisan<sup>35</sup>.

On a longtemps débattu des motivations réelles qui ont conduit le gouvernement allemand de l'époque à engager le dialogue avec la France: la publication posthume des papiers de Stresemann, en 1932, montrait en effet le double langage de la politique allemande en Europe<sup>36</sup>. L'adhésion de l'Allemagne au principe de l'union européenne, écrivait Stresemann, ne devait pas faire oublier les véritables objectifs de sa politique étrangère: la fin de la présence militaire alliée sur le sol allemand; la protection des Allemands vivant en dehors du territoire de l'Etat; la rectification de certaines frontières et la reprise de Danzig; enfin, à plus longue échéance, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne... De son côté, la nouvelle attitude française n'était pas non plus dénuée d'arrière-pensées: ce que la France n'avait pu obtenir par la force, à savoir l'affaiblissement durable de l'Allemagne, elle l'obtiendrait par des voies pacifiques. La solution de la solidarité européenne répondait autant au souci de conjurer le déclin économique de la France qu'à celui d'étouffer les vellétés de son puissant voisin.

On a vu que les considérations d'ordre stratégique préoccupaient peu les spécialistes français de géographie politique. Les États-Unis d'Europe, à leurs yeux, correspondaient davantage aux aspirations pacifiques de la France que les diverses solutions militaires envisagées pour pallier la faiblesse du pays. C'est ce qu'exprimait Jacques Ancel dans son soutien à la politique européenne de Briand. La nature, disait-il, ne s'était pas chargée de protéger le pays et nulle part sa défense n'était assurée. Par sa géographie, la France était "condamnée à vivre dangereusement": "L'histoire a résumé cette géographie périlleuse: en un siècle, de 1814 à 1914, trois défaites et trois invasions"<sup>37</sup>. Pour le géographe, la France pouvait de moins en moins compter sur son armée seule, surtout à l'heure où le traité de Versailles s'effritait:

"C'est à la politique française de prévoir son échéance et de substituer à sa garantie, quand elle se révélerait insuffisante, une autre sauvegarde, celle d'une nouvelle Europe unie, sûre d'elle, barrière infranchissable quand les appétits se réveilleraient.

[...] Le ministre de la Guerre est dans son rôle en ceignant la France d'une ceinture de béton armé: deux précautions valent mieux qu'une. Mais le ministre des Affaires étrangères est dans son rôle en tissant autour de la France des liens de confiance, de bonne volonté, qui, à l'heure du danger, à une époque où la barrière des poitrines est pour la France insuffisante, lèveront à son appel d'autres cœurs et d'autres bras"<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> En juin 1924, Herriot succéda à Poincaré, l'homme des "réparations" et de l'occupation de la Ruhr, pour devenir l'initiateur, avec Stresemann, du rapprochement franco-allemand ; son gouvernement fut renversé en avril 1925 et Briand lui succéda aux Affaires étrangères.

<sup>36</sup> Voir Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire diplomatique, de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1978, 935 p.

<sup>37</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères*, p. 7.

<sup>38</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères*, pp. 24-25.

La France fut incontestablement, l'espace de quelques années, le pays le plus engagé dans la voie européenne; du milieu des années vingt au début des années trente s'est développé un courant intellectuel en faveur des États-Unis d'Europe, une "mode" européiste, que les seules considérations diplomatiques et stratégiques ne suffiraient pas à expliquer.

Briand avait en effet, aux yeux de ses concitoyens, l'immense mérite d'être Français, et l'idée européenne, pour beaucoup, était une idée éminemment française. Il a toujours existé en France, depuis la Révolution et même antérieurement, le sentiment que la France avait le monopole des grandes idées universalistes — et sans doute ce sentiment n'a-t-il pas entièrement disparu aujourd'hui. L'Europe unie était présentée comme un combat pour la démocratisation de l'Europe et il revenait tout naturellement à la France de mener ce combat. Pour Gaston Riou, le Français était par essence l'être le plus qualifié pour conduire l'Europe:

"Habitué au respect de l'individu, et à faire, des juxtapositions les plus disparates, une sorte de chef d'œuvre d'unité à peine artificiel, c'est sans effort que dans les futures assemblées de l'Occident, il jettera des ponts des grandes nations aux petites, des nordiques aux méridionales, des anciennes aux nouvelles. Ce sera son plaisir d'interpréter les unes aux autres, de promouvoir la concorde générale, et de faire en sorte que toutes ces diverses âmes nationales, sans rien abdiquer de leur génie, concourent à la création de l'âme d'Europe"<sup>39</sup>.

Riou invoquait la géographie, on le voit, pour faire de la France le cœur spirituel de l'Europe... De même, pour Ancel, le rôle historique de son pays avait été de grouper l'Europe. Comme elle avait inspiré les jeunes nations du XIXe siècle, elle ralliait aujourd'hui les nations démocratiques autour de son nom; Briand était le digne représentant de cette France éternelle, vouée aux grandes œuvres de portée universelle:

"Briand a su reprendre les traditions françaises tout en les adaptant à une tâche neuve. En décrétant, au milieu d'un concours de peuples, pour lesquels l'homme d'État français est de nouveau le Guide, la "Guerre hors la loi", en associant, pour la première fois depuis la chute de Wilson, les États-Unis à la France, à l'Europe, pour une œuvre solennelle de proclamation de la Paix, en s'efforçant de sonder pour cette œuvre pacifique l'Europe dans son projet d'une "Union européenne", c'étaient des idées françaises qu'il faisait acclamer. Il regroupait l'Europe autour de la France"<sup>40</sup>.

Jamais les destinées de la France n'avaient semblé à ce point liées à celles de l'Europe. Comme l'Europe, la France était affaiblie. Comme l'Europe,

<sup>39</sup> Gaston RIOU, *Europe ma patrie*, p. 128.

<sup>40</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères*, p. 24.

elle entendait retrouver en se jetant dans la voie de l'unification une part de sa grandeur passée.

Mais en 1936, géographes et diplomates étaient de moins en moins nombreux à penser, avec Ancel, qu' "entre les deux seules politiques possibles, l'équilibre de l'Europe par la force et l'équilibre par l'association, les Français [n'avaient] pas le droit d'hésiter ni de choisir"<sup>41</sup>. L'europhisme de la politique étrangère française n'avait eu qu'un temps. Face à la montée de l'hitlérisme, la France avait renoué avec les conceptions classiques de la diplomatie bilatérale, prônant le retour aux alliances militaires et renforçant ses liens avec les puissances amies depuis 1920 (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie...), ou "amies" à chaque fois que les circonstances l'exigeaient (Belgique, Italie, Grande-Bretagne).

## C. L'internationalisme contre l'Europe

### 1. Genève et l' "esprit international"

Dès les premières heures, l'idée européenne s'est heurtée à l'existence de l'organisation genevoise, qui opposait un double obstacle à sa réalisation: celui du nationalisme déguisé, qui sous couvert d'internationalisme s'employait systématiquement à détruire tout ce qui touchait de près ou de loin au dogme de la souveraineté nationale; celui de l'attitude de certains responsables de l'organisation, qui craignaient de voir une éventuelle union européenne éclipser la Société des Nations.

Lorsqu'il entreprit de promouvoir ses thèses à travers le continent, Coudenhove était parfaitement conscient du fait que l'existence de la Société des Nations ne lui faciliterait pas la tâche:

"Les *ennemis de la Pan-Europe* lanceront toujours le slogan que la Pan-Europe est un idéal plus limité et plus étroit que celui de la Société des Nations, qu'il est immoral et peu politique de limiter géographiquement à un continent un groupement pour la paix. [...]

C'est ainsi que ces démagogues font miroiter aux masses des buts éloignés dont l'accomplissement leur paraît impossible, pour détourner ces masses de buts plus proches dont ils craignent la réalisation"<sup>42</sup>.

Encore une fois, Coudenhove s'était montré visionnaire perspicace puisque, dans leur réponse au Mémoire Briand, la Suisse, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède, l'Irlande, l'Italie et pratiquement tous les pays opposés à l'union avancèrent ce même argument, au demeurant peu convaincant. Leur "attachement" à la SDN n'avait rien de compromettant,

<sup>41</sup> Jacques ANCEL, *Affaires étrangères*, p. 90.

<sup>42</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Panurope*, p. 82 ; 1988, pp. 71-72.

tant que celle-ci laissait les mains libres aux États et se contentait de prodiguer de vagues recommandations, sans jamais se donner les moyens de les faire appliquer. On a vu que Briand lui-même, par souci tactique, s'était constamment défendu de porter atteinte à la souveraineté des États, à tel point que les structures qu'il proposait pour l'Europe étaient calquées sur celles de l'institution genevoise.

Certains hauts fonctionnaires de la SDN ne manquaient pas parmi les adversaires déclarés de l'union européenne, ne voulant pas d'organisation concurrente. Dans ses mémoires, Coudenhove rapporte l'une de ses démarches:

“Je me rendis à Genève pour présenter mon projet au secrétaire général de la SDN, sir Eric Drummond, mais celui-ci, quoique ayant fait preuve d'une grande amabilité, ne se laissa pas gagner à mes vues. Ses paroles d'adieu sont restées présentes à ma mémoire: *Please don't go too fast!*, me dit-il”<sup>43</sup>.

Pour le malheur des partisans de l'Europe unie, le secrétaire général de la SDN avait également la particularité d'être citoyen britannique...

Enfin, les Suisses eux-mêmes, à quelques notables exceptions près, ne se montrèrent guère enthousiastes envers l'idée européenne, craignant que celle-ci ne nuise au prestige de Genève, promue un jour de 1919 au rang de capitale internationale. La réponse du gouvernement helvétique au projet de Briand était sans ambiguïté:

“Le gouvernement suisse pense que ce que les pays d'Europe seraient à même de réaliser entre eux dans le domaine de la sécurité, ils le feraient avec plus de succès dans le cadre de l'organisation existante. Le problème de la sécurité est un problème universel qui ne saurait être résolu définitivement sans la collaboration des autres continents”<sup>44</sup>.

Parmi les principes énoncés par Wilson dans ses fameux Quatorze Points de janvier 1918, deux au moins, sans être contradictoires, étaient difficilement conciliables: l'universalisme proclamé par le président américain s'accommodait mal du nouveau “droit des peuples à disposer d'eux-mêmes”. On peut dire, non sans paradoxe, que la nouvelle Société des Nations servit autant le nationalisme que l'internationalisme.

Il existait néanmoins à Genève un grand nombre d'hommes pour qui l'internationalisme n'était pas seulement une façade destinée à cacher des préoccupations moins avouables. La ville est devenue une sorte de club prestigieux où se rassemblait l'élite des relations internationales: s'y côtoyaient diplomates, journalistes et dirigeants politiques, ainsi que des

<sup>43</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *J'ai choisi l'Europe*, p. 132.

<sup>44</sup> La réponse de Berne est reproduite notamment dans le recueil de Boris Mirkine-Guétzevitch et Georges Scelle, *L'Union européenne*, p. 171. Cf. les vol. 9 (1925-29) et 10 (1930-33) des *Documents diplomatiques suisses*, Berne, Benteli, 1980-82.

hommes d'affaires, économistes, juristes et consultants divers venus du monde entier, tous désireux de transcender les frontières nationales. Genève fut sans doute loin de tenir le rôle de "capitale mondiale" que certains voulaient lui voir jouer, mais elle était incontestablement devenue la capitale de la coopération intellectuelle et de l' "esprit international".

Ce milieu où se mêlaient universitaires et fonctionnaires internationaux gravitait autour de trois pôles étroitement liés: le Secrétariat général de la SDN, le Bureau international du travail (BIT) et le nouvel Institut universitaire de hautes études internationales, créé en 1927. Par divers concours de circonstances, les historiens et géographes français qui s'efforçaient de faire évoluer la pensée géopolitique dans leur pays, furent amenés à jouer un rôle non négligeable dans chacune des trois institutions genevoises.

La SDN s'était fixée à Genève en 1920: son Secrétariat général rassemblait autour de Drummond une centaine de fonctionnaires et d'experts qui, n'étant pas délégués par un gouvernement, ne représentaient aucune nation et n'avaient de "devoirs" qu'envers la collectivité internationale<sup>45</sup>. De 1919 à 1922, Jean Monnet, qui avait à peine trente ans, en fut le secrétaire général adjoint. Il avait réuni autour de lui certaines personnalités dont la collaboration remontait aux années de guerre à Londres<sup>46</sup>: Arthur Salter qui avait dirigé avec lui, de 1916 à 1918, les comités exécutifs alliés pour la répartition des ressources de guerre, devint directeur de la Section économique; l'historien Paul Mantoux, historien économiste et spécialiste de la civilisation britannique qui avait été le seul "officier-interprète" lors des sessions du Conseil des Quatre, fut nommé directeur de la Section politique<sup>47</sup>; le géographe Pierre Denis, qui s'était également trouvé aux côtés de Monnet à Londres, fit partie de son cabinet à Genève, etc.

Comme ceux du Secrétariat général de la SDN, les membres du Bureau international du travail étaient des fonctionnaires sans délégation nationale, étant pour la plupart venus à titre d'experts du monde syndical ou scientifique: juristes, économistes, géographes, historiens, sociologues, statisticiens... Albert Thomas, ancien ministre socialiste nommé fin 1919 premier directeur du BIT, fut comme Drummond une figure importante de Genève; ancien normalien, agrégé d'histoire, il avait été l'élève de Lucien Gallois aux côtés de Lucien Febvre<sup>48</sup>.

---

<sup>45</sup> Les intérêts nationaux ne s'en firent pas moins valoir par les biais les plus divers: voir l'importante thèse de Marie-Renée MOUTON, *La Société des Nations et les intérêts de la France, 1920-24*, Berne, Peter Lang, 1995, 597 p.

<sup>46</sup> Jean MONNET, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, chap. III et IV.

<sup>47</sup> [Paul MANTOUX], *Les délibérations du Conseil des Quatre (24 mars-28 juin 1919). Notes de l'officier-interprète Paul Mantoux*, Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1955, 2 vols. — Cf. Paul CLAVAL, "Paul Mantoux, 1877-1956", pp. 222-33 dans le t. 2 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers: dictionnaire biographique, 1794-1955*, publié sous la direction de Claudine Fontanon et André Grelon, Paris, Institut national de recherche pédagogique / CNAM, 1994.

<sup>48</sup> Lucien FEBVRE lui rendra hommage dans: "Albert Thomas historien", *Annales d'histoire Économique et sociale*, 1932, n° 16, pp. 381-84. — Cf. Denis GUERIN, *Albert*

Enfin, en marge de la SDN mais lié à elle, le troisième pôle de la Genève internationale était l'Institut universitaire de hautes études internationales, fondé en 1927 par William Rappard, historien suisse formé aux Etats-Unis qui était devenu dès 1920 délégué de la Suisse à l'Assemblée de la SDN<sup>49</sup>. Rappard, en s'associant avec Mantoux au moment où ce dernier quittait la Section politique de la SDN, dirigèrent l'Institut ensemble jusqu'en 1951, en invitant à Genève nombre d'universitaires spécialistes des relations internationales. Parmi les Français qui y donnèrent des cours temporaires, Henri Hauser, André Siegfried, Jean Lescure, Georges Scelle, Jacques Ancel, Lucien Febvre ou Yves-Marie Goblet y vinrent à plus d'une reprise<sup>50</sup>.

De même qu'ils avaient défendu l'œuvre du traité de Versailles, les géographes ou historiens français soutinrent constamment les principes wilsoniens et la Ligue des Nations, préférant, comme Ancel, "laisser aux chansonniers des cabarets parisiens, qui quêtent les applaudissements des snobs, les plaisanteries faciles sur la SDN"<sup>51</sup>. S'ils reconnaissaient volontiers l'impuissance politique de cette dernière — la "Esdéenne", comme l'appelaient ses nombreux détracteurs —, c'était précisément pour demander qu'on lui donne les moyens de devenir efficace, non en créant à tout prix de nouvelles structures, mais en développant les organes déjà existants: Secrétariat et Bureau international du travail à Genève, Cour permanente de justice internationale à La Haye, Banque des règlements internationaux à Bâle, Institut international de coopération intellectuelle à Paris, etc.

C'est dans ce but qu'au terme de la première décennie de leur œuvre commune, Mantoux et Rappard publièrent un recueil collectif d'écrits des professeurs de l'Institut, qui sonnait comme une défense et illustration de la Société des Nations<sup>52</sup>. Dans sa contribution, justement intitulée "Pour servir à l'histoire de la défaillance de la Société des Nations", Paul Mantoux retraçait, à travers son expérience à la tête de la Section politique du Secrétariat, les occasions manquées de la SDN, et désignait les véritables responsables de la faillite de cette dernière: les nations et leurs représentants à l'Assemblée, qui la plupart du temps allaient à l'encontre des propositions parfois audacieuses formulées par le Secrétariat, concernant les conflits les plus aigus — territoire de la Sarre, statut de Danzig, bassin de Haute-Silésie, conflit polono-lituanien à propos de la région de Wilno/Vilnius, etc. C'est

---

*Thomas au BIT, 1920-1932 : de l'internationalisme à l'Europe*, Genève, Institut européen, 1996.

<sup>49</sup> Cf. Victor MONNIER, *William E. Rappard, défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Editions Slatkine, 1995, 906 p.

<sup>50</sup> Voir *Institut universitaire de hautes études internationales, Genève : Quarantième anniversaire, 1927-67*, slnd, pp. 163-84 (cours temporaires données depuis février 1928).

<sup>51</sup> Jacques ANCEL, *Histoire contemporaine, depuis le milieu du XIXe siècle*, Paris, Delagrave, 1929, p. 90.

<sup>52</sup> William E. RAPPARD et Paul MANTOUX, sous la dir., *La crise mondiale*, Zurich, Editions polygraphiques, 1938, 426 p.

pour ces mêmes raisons que Jean Monnet, déçu du peu de moyens dont elle disposait, quitta l'organisation à la fin de 1922<sup>53</sup>.

Il y avait enfin, aux yeux de ces universitaires, une seconde raison, plus importante encore, de soutenir la SDN. Elle avait, écrivait Demangeon, le mérite essentiel de "contribuer à montrer ce qui unit les nations plutôt que ce qui les oppose, ce qui fait leur solidarité plutôt que ce qui crée leur rivalité"<sup>54</sup>. A l'heure où les nationalismes, sous leur forme économique et politique, se déchaînaient en Europe, il devenait de plus en plus urgent pour le spécialiste de la Renaissance qu'était Hauser que le monde sorte du Moyen Age et que règne à nouveau le "libre-échange des civilisations". Il observe ainsi en 1935:

"Jamais il n'a été plus nécessaire d'établir entre les hommes une *intercourse* permanente, des rapports de tous les jours: or, les peuples s'ignorent de plus en plus et s'enferment dans une sorte d'ensauvagement. "Comment peut-on être Persan?" demandaient les Parisiens du temps de Montesquieu. Si l'autarkie [*sic*] économique aboutit à une sorte d'autarkie intellectuelle —la pire de toutes— on se demandera bientôt: comment peut-on être Turc, ou Tchécoslovaque, ou Scandinave, ou Russe, ou Yankee? [...] On n'aime pas les gens sans les connaître. Mais de les ignorer à les haïr, la marche est brève"<sup>55</sup>.

Aux yeux de William Rappard, on pouvait à juste titre multiplier les reproches envers l'organisation genevoise, regretter son impuissance politique, ses structures trop lourdes, mais son existence était déjà en soi un événement historique. Genève était un îlot d'internationalisme au milieu d'une Europe qui, à partir de 1930, s'enfermait chaque jour un peu plus dans l'isolement:

"Et tout ce va-et-vient se produit dans le cadre d'une petite ville suisse, sans nécessiter de grands pourparlers préalables et sans susciter de graves difficultés de préséances ni de sérieuses complications d'ordre protocolaire. Pour un contemporain du Congrès de Vienne ou même pour un diplomate d'avant-guerre, tout cela eût paru inconcevable, incompréhensible et du reste scandaleux"<sup>56</sup>.

---

<sup>53</sup> Il reconnaissait cependant que des erreurs avaient été commises de part et d'autre. A propos de la Sarre, il écrivait : "Même replacé dans le cadre de la SDN, le détachement de la Sarre était une violence faite aux Allemands". Puis, évoquant la CECA : "Je m'en souviens en 1950 lorsque je vis le même problème réveiller les mêmes réflexes de notre diplomatie et risquer de perpétuer le désaccord entre la France et l'Allemagne". *Mémoires*, p. 107.

<sup>54</sup> Albert DEMANGEON, "Les aspects actuels de l'économie internationale", *Annales de géographie* 38 (1929), pp. 10-25 et 97-112.

<sup>55</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, p. 71. L'auteur oppose en effet *autarchia* à *autarkeia*, soit le "gouvernement de soi-même" à un "art de se suffire soi-même" (p. 39).

<sup>56</sup> William E. RAPPARD, "Qu'est-ce que la SDN ?", dans *La crise mondiale*, p. 46.



En 1938, il était clair pour les auteurs de *La crise mondiale* que les jours de la SDN étaient comptés. De plus en plus ignorée des nations démocratiques, ouvertement bafouée par l'Italie, l'Allemagne et le Japon, elle n'avait plus les moyens d'empêcher les nations qui voulaient la guerre d'entrer en conflit. Et pourtant, annonçait Rappard, visionnaire: "Comme la Société des Nations répond manifestement aux besoins d'une humanité dont les progrès scientifiques et techniques tendent à mieux établir et à mieux révéler l'unité foncière, il n'est pas téméraire de prédire que sa dissolution éventuelle ne serait que la préface de sa propre résurrection"<sup>57</sup>.

"Géographie politique expérimentale"...: l'expression, formulée par Yves-Marie Goblet dans *Le crépuscule des traités*<sup>58</sup>, est celle qui semble définir le mieux la pensée géopolitique de l'entre-deux-guerres, dont la SDN fut en quelque sorte le laboratoire.

Pour certains de ces universitaires devenus, pour un temps, des fonctionnaires internationaux, le désir de transcender les frontières nationales pouvait s'accomplir dans le cadre de l'Europe unie. C'était le cas de William Rappard, qui publia en 1930 *Uniting Europe*<sup>59</sup>, mais aussi d'Albert Thomas qui, à l'inverse d'Eric Drummond, est devenu un fervent partisan de l'unité européenne<sup>60</sup>. D'autres, comme Hauser, plaçaient l'internationalisme avant l'europhisme.

L'antagonisme entre ce que l'on pourrait appeler l' "esprit international" et l' "esprit européen" apparaît de manière encore plus explicite à la lecture des *Mémoires* de Jean Monnet. Personnage peu connu du grand public avant le lancement du Plan Schuman, Monnet fit à trois reprises l'expérience de l'action publique internationale: à Londres en 1916 lorsqu'il avait été chargé avec Arthur Salter de la coordination des ressources alliées; à Genève de 1919 à 1922, au secrétariat de la SDN; puis, après une quinzaine d'années d'activités de banquier international, on le retrouve au printemps de 1940 à Londres, à la tête du Comité de coordination franco-britannique, entouré de plusieurs de ses collaborateurs de 1916-22. Curieusement, il n'est pas fait mention une seule fois de l'Europe unie dans les pages concernant l'entre-deux-guerres, et ce n'est qu'à partir de l'expérience de la seconde guerre mondiale et des années passées à Londres,

<sup>57</sup> William E. RAPPARD, "Qu'est-ce que la SDN ?", p. 61.

<sup>58</sup> Yves-Marie GOBLET, *Le crépuscule des traités*, p. 23. — Les cours de géographie politique qu'il donna à l'Institut allaient être rassemblés dans un ouvrage paru en 1955 : *Political Geography and the World Map*, Londres, George Philip, 1955, 292 p.

<sup>59</sup> William E. RAPPARD, *Uniting Europe : The Trend of International Cooperation Since the War*, New Haven, Yale University Press, 1930, 309 p.

<sup>60</sup> Dans ses mémoires, COUDENHOVE relate le premier contact avec Thomas, en 1925 : "Ma visite suivante fut pour Albert Thomas, président du Bureau international du travail. Je le trouvai aussi bien disposé à l'égard de Paneurope que Drummond l'était mal. Albert Thomas, socialiste français, était un véritable Européen". *J'ai choisi l'Europe*, p. 132. — Voir Denis GUERIN, *Albert Thomas*, Chap. IV.

à Washington et à Alger que la perspective d'une communauté d'Europe occidentale se dessinera à ses yeux <sup>61</sup>.

L'expérience de l'internationalisme dans les années vingt, l'échec en juin 1940 du projet de fusion entre la France et la Grande-Bretagne au moment de l'invasion allemande — *One Parliament, one Cabinet, one Army* <sup>62</sup> — lui avaient enseigné qu'il n'y aurait pas de paix en Europe sans un changement radical du contexte politique:

“C'est pourquoi avec le recul, je crois que ces jours de juin 1940 agirent fortement sur ma conception de l'action internationale. J'avais trop souvent rencontré les limites de la coordination. C'est une méthode qui favorise la discussion, mais elle ne débouche pas sur la décision. Elle ne permet pas de transformer les rapports entre les hommes et les pays dans les circonstances où l'union est nécessaire. Elle est l'expression du pouvoir national, tel qu'il est; elle ne peut pas le changer, elle ne créera jamais l'unité” <sup>63</sup>.

## 2. La “guerre des mondes”

Sous l'angle de l'engagement de spécialistes de géographie politique dans le domaine d'une Europe unie, il convient de faire une place particulière à la réflexion géopolitique de Henri Hauser. De tous les auteurs étudiés, celui-ci fut de loin le plus internationaliste, et par conséquent le plus opposé aux partisans de l'union européenne, quand bien même il partageait avec eux une profonde aversion pour toutes les formes de nationalisme.

A vrai dire, son jugement sur l'opportunité d'une union à l'échelle européenne avait rapidement évolué. Au sortir de la guerre mondiale, Henri Hauser est fort d'une expérience substantielle d'analyse et d'expertise à la présidence du Conseil, en matière de politique industrielle et commerciale de la France pour le monde d'après-guerre <sup>64</sup>. En 1924, à l'heure où Coudenhove fondait son mouvement, il n'était pas loin de partager certaines thèses du créateur de Paneurope:

“Quant à la France, de même qu'elle occupe une position intermédiaire entre les nations riches et les nations pauvres, de même elle est placée sur l'échelle entre les grandes unités économiques et les petites. Les grandes unités, ce sont les États-Unis et la Communauté des nations britanniques; demain s'y ajoutera peut-être la Russie recons-

---

<sup>61</sup> Cf. François DUCHENE, *Jean Monnet : the first statesman of interdependence*, Londres, Norton, 1994, 478 p. ; Eric ROUSSEL, *Jean Monnet : 1888 - 1979*, Paris, Fayard, 1996, 1004 p.

<sup>62</sup> Jean MONNET, *Mémoires*, chap. I et VI.

<sup>63</sup> Jean MONNET, *Mémoires*, p. 35.

<sup>64</sup> Voir Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang : les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963 p.

tituée. Toutes seules en présence d'une poussière d'États, ces unités géantes seraient tentées d'écraser les plus faibles"<sup>65</sup>.

A l'instar de Coudenhove, il regrettait que les auteurs du traité de Versailles n'aient rien fait pour garantir l'équilibre économique des nations européennes et envisageait la possibilité d'une entente — sans préciser davantage — entre cette "poussière d'États" pour faire face aux nations-continentales. Mais dès 1925, bien avant que l'européisme ne fût passé de mode, il revenait sur ces considérations et ne voyait plus dans la Paneurope qu'une chimère: "chimère dangereuse puisque si de cette Europe on exclut l'Angleterre, on coupe le plus solide des câbles qui unissent nos vieilles nations aux jeunes communautés européennes d'outre-mer; puisque, si on la ferme aux Soviets, on fixe définitivement au levant de Varsovie la frontière de notre civilisation, en rejetant la Russie dans le monde tatar"<sup>66</sup>.

Si le mensuel *Le Monde nouveau* se déclare favorable à l'union européenne et, en particulier, à l'action de Coudenhove, Hauser ne manque pas de formuler avec force les raisons de son "anti-européisme". Il y avait, selon lui, dans le livre que Coudenhove avait publié en 1923, une thèse à laquelle on ne pouvait souscrire: l'idée selon laquelle l'organisation du monde devait se réaliser sur la base de cinq entités mondiales: la Panamérique, l'Union soviétique, l'Empire britannique, la Panasie, enfin la Paneurope<sup>67</sup>. Ce découpage politique du monde était pour Hauser dangereux et simpliste à la fois.

Simpliste, parce qu'il ne correspondait pas aux réalités géopolitiques contemporaines. L'Europe elle-même n'était qu'une "expression géographique, mais d'une géographie vieillie, où il entrait plus de scolastique que de réalité concrète". Ses limites soi-disant géographiques ne coïncidaient pas avec les véritables solidarités humaines: solidarité du monde anglo-saxon ou du monde méditerranéen par-delà les mers, et même solidarité latine, unissant l'Amérique du Sud à l'Europe méridionale. "En résumé, estimait Hauser, il n'y a pas, il n'y a plus d'Europe"; celle-ci était morte de sa victoire, dissoute dans un monde "européanisé": le Canada, le Brésil, l'Australie étaient autant l'expression de la civilisation européenne que telle autre nation du "continent" européen:

---

<sup>65</sup> Henri HAUSER, *La nouvelle orientation économique*, p. 183.

<sup>66</sup> Henri HAUSER, "Qu'est-ce que l'Europe ?", *Le Monde nouveau : revue mensuelle internationale* no. 6/7 (août-septembre 1926), pp. 681-88.

<sup>67</sup> On peut noter au passage que cette vision du monde n'était guère éloignée de la théorie de Haushofer sur les "panrégions". Le chef des *Geopolitiker*, lui, proposait quatre ensembles géographiques : la Panamérique dirigée par les États-Unis, l'Eurasie centrale par la Russie, la Panasie par le Japon et enfin la Paneurope, incluant l'Afrique. (Voir Pierre-Marie GALLOIS, *Géopolitique : Les voies de la puissance* Paris, Plon/Fondation des études de défense nationale, 1990, chap. XII). La différence d'avec Coudenhove, dans ce cas, venait de ce que la Paneurope dont rêvait Haushofer devait naturellement être conduite par l'Allemagne.

“Les mêmes forces qui rendent illusoire le panaméricanisme travaillent contre une Paneurope. L’humanité ne se divise pas en bandes longitudinales, comparables à des faisceaux horaires. Souvent les liaisons s’établissent suivant des diagonales, de Bordeaux à Buenos Aires, de Melbourne à Vancouver. La liberté humaine, en ses souples combinaisons, se joue d’un grossier déterminisme géographique”<sup>68</sup>.

C’était là un point de vue pour le moins original, et Hauser était probablement le seul à voir dans l’union européenne l’expression d’un “déterminisme géographique”. Dans le contexte mondial de l’époque, la formule était pourtant loin d’être aberrante: il était sans doute prématuré de vouloir mettre, par exemple, les Pays-Bas et l’Albanie sur un même plan économique ou culturel. Ici, Hauser rejoignait les vues de Demangeon. On peut ajouter que les progrès réalisés dans les transports maritimes et aériens et dans les communications, argument également utilisés par les pro-européens, travaillaient tout autant à la mondialisation des échanges qu’à leur “continentalisation”.

Enfin, cette régionalisation du monde était dangereuse, selon Hauser, puisqu’elle substituait au nationalisme économique, tel qu’il existait, un nationalisme économique à plus grande échelle. Ce sentiment était partagé par un grand nombre d’observateurs britanniques qui redoutaient de voir l’union économique européenne essentiellement tournée contre l’Amérique. Arthur Salter, par exemple, considérait l’idée des États-Unis d’Europe comme une manifestation d’antiaméricanisme. Il n’était néanmoins pas opposé à l’unité européenne, tant que celle-ci ne dressait pas des blocs les uns contre les autres:

“En clair: une prise en compte des problèmes économiques sous un angle européen peut entraîner des conflits d’intérêts réels ou apparents avec les autres pays. Certaines formes de différenciation tarifaire en sont l’exemple le plus évident, mais les mêmes difficultés pourront survenir sous d’autres formes. [...] Le danger pour la paix future est, à n’en pas douter, très grand”<sup>69</sup>.

Hauser avait montré à plusieurs reprises, à propos des déchirements européens, que de la guerre économique au conflit armé, la marche était brève. Cette vérité, disait-il, pouvait se vérifier à l’échelle mondiale et l’on pouvait craindre, si la vision de Coudenhove venait à se réaliser, de voir s’affronter des masses continentales: Paneurope contre Panamérique, Panamérique contre Panasie, etc.

<sup>68</sup> Henri HAUSER, “Qu’est-ce que l’Europe ?”.

<sup>69</sup> (Traduction de l’auteur.) "The French Memorandum on a European federal union", note du 20 mai 1930, publiée dans Arthur SALTER, *The United States of Europe and other papers*, Londres, Allen & Unwin, 1933, pp. 106-22 ; et reproduite dans *L’idée européenne dans l’entre-deux-guerres : recueil de textes*, pp. 124-33.

“Au bout de ce projet de paix, de cette idylle, nous entrevoyons, sur les océans et dans les airs, la plus épouvantable des guerres, véritable guerre des mondes. Atlantique, grand chemin des nations latines et anglo-saxonnes, théâtre privilégié des relations commerciales internationales; Pacifique, au nom menteur, faudra-t-il voir, pour servir une conception théorique, vos eaux rougies du sang des hommes?”<sup>70</sup>

Certes, comme l'avait fait Coudenhove avant lui, Hauser exagérait les dangers pour mieux convaincre. Ce catastrophisme ferait plutôt sourire aujourd'hui; mais l'on peut difficilement s'empêcher, en lisant ces lignes, de songer à certaines tendances actuelles du commerce mondial, celles qui se font jour au travers de NAFTA, APEC, EEC...

---

<sup>70</sup> Henri HAUSER, *La paix économique*, p. 137.

## Conclusion

Le discours européiste de l'entre-deux-guerres reposait essentiellement sur une double peur: celle d'une nouvelle "guerre civile européenne" et celle du déclin économique, politique et culturel de l'Europe. Malgré les espoirs nourris entre 1924 et 1932, aucun des deux arguments n'a cependant paru suffisant aux yeux des gouvernements européens, qui ont cru pouvoir préserver paix et puissance dans les limites du cadre national.

Si les conditions devaient changer du tout au tout après 1945, les arguments des pro-européens ne perdirent rien de leur force, au contraire. Les Etats-Unis semblaient plus puissants que jamais; l'Europe était une fois encore à reconstruire; et l'URSS, redoutée tout au long de l'entre-deux-guerres pour des raisons idéologiques et politiques, participait en puissance victorieuse à l'occupation interalliée du Reich. A partir de 1947, les pays démocratiques d'Europe la percevaient comme une menace militaire immédiate pour l'avenir du vieux continent. En 1950, observait André Siegfried, ce n'était plus un, mais deux "ennemis" que l'Europe devait craindre:

"[...] aujourd'hui, telle section, devenue dirigeante, de la race blanche se trouve au-delà des océans cependant qu'une civilisation occidentale se dessine dont certains traits ne sont plus européens; chose plus troublante encore, l'Europe elle-même n'est plus intégralement occidentale, car, au-delà du rideau de fer, les principes sur lesquels se fondaient hier nos convictions les plus profondes ne sont plus respectés"<sup>1</sup>.

"Le *moi* prend conscience de lui-même au contact du *non-moi*", constatait Vidal en 1917<sup>2</sup>. Le mythe comme le puissance réelle des deux *Grands* ont certainement pesé pour faire naître la conscience d'une communauté de destin dans l'esprit des Européens qui, au début des années cinquante, voyaient avec frayeur la prédiction de Tocqueville se réaliser.

Enfin, deux obstacles de poids sur lesquels se brisèrent les élans de l'entre-deux-guerres allaient progressivement disparaître, au fur et à mesure que le lien économique et culturel unissant les puissances européennes à leurs colonies se relâchait, tandis que l'ONU s'imposait, à l'inverse de son

---

<sup>1</sup> André SIEGFRIED, préface à Édouard Bonnefous, *L'Europe en face de son destin*, Paris, Presses universitaires de France, 1952, p. 9.

<sup>2</sup> Paul VIDAL DE LA BLACHE, *La France de l'Est : Lorraine-Alsace*, Paris, Armand Colin, 1917, p. 79.

ancêtre, comme un organisme de sécurité et de coopération à vocation réellement mondiale. L'échec de la SDN avait cependant montré les limites de la voie internationale.

L'impérialisme colonial à l'agonie, l'internationalisme devenu obsolète, seul le nationalisme pouvait encore se dresser contre la réalisation de l'unité européenne, et c'est pourquoi les pères d'une communauté d'intérêts en Europe choisirent en 1948-50 une voie radicalement pragmatique en affirmant la primauté de l'économique sur le politique<sup>3</sup>.

Peut-être parce que le contexte politique international lui était plus favorable qu'auparavant, la construction européenne, de 1950 à nos jours, ne s'est jamais développée dans une atmosphère d'exaltation comparable à celle de l'entre-deux-guerres; l'enthousiasme, proche parfois d'un sentiment religieux, qui animait certains propagandistes des années vingt n'a jamais porté les pionniers de l'Europe contemporaine. La démarche de ces derniers, prudente et progressive, s'est indiscutablement révélée plus efficace. On peut néanmoins regretter que les noms des Européens de l'entre-deux-guerres, en particulier celui de Coudenhove-Kalergi, ne soient pas toujours associés à ceux de Jean Monnet, de Robert Schuman, de Paul-Henri Spaak, de Walter Hallstein et des autres. La "Paneurope" d'aujourd'hui est encore loin d'être celle dont rêvait son fondateur en 1923:

"Pour pouvoir apparaître, un jour, sur la carte politique, la Pan-Europe doit d'abord s'enraciner dans le cœur et dans l'esprit des Européens. Les ponts de la compréhension, de l'intérêt et de l'amitié doivent être jetés de peuple à peuple, d'industrie à industrie, de syndicat à syndicat et de littérature à littérature. Le sentiment de la communauté paneuropéenne, le *patriotisme paneuropéen*, doit être développé comme couronnement et complément du sentiment national"<sup>4</sup>.

"Paneurope", "États-Unis d'Europe", "Union européenne", "Fédération européenne", "Nation européenne"... La variété des expressions associées à l'unité européenne témoigne de la richesse du thème dans l'entre-deux-guerres. C'est précisément parce que cette mode européiste a existé durant quelques années que les spécialistes de la géographie politique ont été amenés à étudier la question à plusieurs reprises. Peut-être cette pensée géopolitique française n'a-t-elle pas joué de rôle déterminant dans le sort du débat européen. Mais elle a largement contribué à l'enrichir, et les positions exprimées par quatre de ses plus grands représentants —ou du moins des plus prolifiques— reflètent la variété des points de vue des observateurs de l'époque, entre l'internationalisme anti-européiste d'Henri Hauser,

<sup>3</sup> Parmi les tableaux d'ensemble les plus récents publiés en France, voir Marie-Thérèse BITSCH, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1996, 330 p., et Bernard BRUNETEAU, *Histoire de l'unification européenne*, Paris, Armand Colin, 1996, 235 p.

<sup>4</sup> Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope*, p. 145 ; 1988, pp. 131-32.

l'européisme réaliste d'Albert Demangeon, l'européisme idéaliste — au sens platonicien — d'André Siegfried<sup>5</sup>, et l'européisme engagé de Jacques Ancel.

Au-delà du débat sur les projets d'une communauté d'intérêts en Europe et sur les divergences qu'ils firent naître inévitablement, on voit se dessiner, à travers les réflexions géopolitiques françaises des années vingt et trente, plus de traits communs que de points de désaccord. L'humanisme géographique, selon Ancel, la géographie de la paix, selon Goblet, semblent en effet caractériser les auteurs de l'École française. Il est vrai, comme le fait remarquer Geoffrey Parker<sup>6</sup>, que celle-ci n'a pas produit un Mackinder ou un Fairgrieve, ni même de modèles ou de vastes panoramas sur les problèmes internationaux. De même pourrait-on ajouter qu'elle n'avait pas la cohésion ni la clarté de la *Geopolitik* allemande, dont les objectifs et les obsessions étaient suffisamment simples pour être compris de tous — et hélas de certains dirigeants. Ce manque de synthèses, de grandes œuvres générales et "prophétiques" explique sans doute — avec l'importance prise par les considérations d'ordre géostratégique qu'imposait un monde devenu bipolaire — que l'œuvre des géopolitologues français ait été quelque peu occultée après la seconde guerre mondiale.

L'histoire de la construction européenne a pourtant montré que nombre de réflexions, sans être nécessairement audacieuses, n'en étaient pas moins visionnaires. A l'instar de Demangeon qui, plaidant en 1932 pour une Europe des ententes régionales, n'était pas loin de dessiner la marche que l'unification européenne allait suivre après la seconde guerre mondiale:

"Les conflits politiques, qui ont bouleversé l'Europe, sont encore trop proches de nous, leur solution n'a pas apporté encore assez de calme pour qu'ils soient éliminés de la vie matérielle des peuples. Toute l'économie européenne tressaille à chaque instant de réflexes politiques. A cause de ces troubles et de ces agitations qui pénètrent constamment dans le domaine de la production et du travail, il nous apparaît prématuré de vouloir fonder un ordre économique qui s'étendrait à toute l'Europe.

Ce sont les ententes régionales seules qui peuvent réaliser cet ordre par étapes; elles ne sauraient embrasser la totalité des États; c'est de proche en proche que la coopération a chance de s'étendre au groupe entier. Les hommes d'État qui veulent consolider la

---

<sup>5</sup> A travers des ouvrages comme *L'âme des peuples* (Paris, Hachette, 1950, 222 p.) ou de ses nombreuses préfaces, comme celle qu'il consacra au livre de Luís Diez del Corral, *Le rapt de l'Europe* (Paris, Stock, 1960), André SIEGFRIED n'a jamais cessé de s'interroger sur les fondements de la civilisation européenne et de défendre une Europe "prométhéenne", contre toutes les formes de matérialisme, de conformisme et d'uniformité — qu'elles viennent de l'Est ou de l'Ouest.

<sup>6</sup> Geoffrey PARKER, *Western geopolitical thought in the twentieth century*, Londres, Croom Helm, 1985, chap. VI.



paix politique n'y parviendront qu'en multipliant les solutions économiques de détail. Prendre le problème de l'entente économique par la fédération européenne, c'est s'exposer à longtemps planer au-dessus des réalités. Au contraire, l'aborder par des ententes régionales, c'est, selon le principe classique, diviser les difficultés pour mieux atteindre les réalités; c'est partir du concret sur un terrain solide; la route sera peut-être longue, mais elle semble la plus sûre"<sup>7</sup>.

De l'Europe des Six à celle des Neuf puis des Douze, jusqu'à l'Europe des Quinze, les nations du vieux continent n'ont pas procédé autrement.

---

<sup>7</sup> Albert DEMANGEON, "Les conditions géographiques d'une union européenne : Fédération européenne ou ententes régionales ?" , *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (septembre 1932), pp. 433-51.

# Sources et bibliographie

## A. Sources

### 1. Articles et ouvrages d'avant 1940

- ANCEL, Jacques, *Peuples et nations des Balkans*, Paris, Armand Colin, 1926, 220 p.  
[Réimpression : Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1992.]
- , *Histoire contemporaine, depuis le milieu du XIXe siècle*, avec la collaboration de Henri Calvet, Paris, Delagrave, 1929, 604 p.
- , *Affaires étrangères, aide-mémoire de la politique française (1789-1936)*, Paris, Delagrave, 1936, 127 p.
- , *Géopolitique*, Paris, Delagrave, 1936, 120 p.
- , *Manuel géographique de politique européenne*, vol. I : *L'Europe centrale*, Paris, Delagrave, 1936, 472 p.; vol. II, Première partie : *L'Europe centrale et ses bornes*, 1940, 253 p.; Seconde partie : *L'Allemagne*, 1945, 269 p.
- , *Géographie des frontières*, Paris, Gallimard, 1938, 210 p. Préface d'André Siegfried.
- , *Slaves et Germains*, Paris, Armand Colin, 1945, 224 p.
- ARON, Robert *et al.*, "Par-dessus les frontières... vers le fédéralisme!", *Ordre nouveau* 2 (novembre 1934), n° 15, 32 p. [Articles de Robert Aron, Michel Glady et René Dupuis.]
- L'avenir de l'esprit européen*, Entretiens de Paris, les 16-18 octobre 1933, Paris, Institut international de coopération intellectuelle, 1934, 369 p.
- BENDA, Julien, *Discours à la nation européenne*, Paris, Gallimard, 1933, 237 p.
- , *La trahison des clercs*, Paris, Bernard Grasset, 1927, 307 p.
- BOWMAN, Isaiah, *The New World : Problems in Political Geography*, New York, World Book Co, 1921, 632 p. — Traduit, adapté et mis à jour par Jean Brunhes, *Le monde nouveau : tableau général de géographie politique universelle*, Paris, Payot, 1928, 623 p.
- COUDENHOVE-KALERGI, Richard N. von, *Pan-Europa*, Vienne, Paneuropa Verlag, 1923, 167 p. [Réimpression : Munich, 1982.] — Traduit par Philippe Simon, *Pan-europe*, Paris-Vienne, Editions Paneuropéennes, 1927, 160 p. — Nouvelle traduction française de Mathilde et Pierre Trainard, mise au point et notes de Marco Pons ; *Pan-Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, 146 p.
- DECUGIS, Henri, *Le destin des races blanches*, Paris, Librairie de France, 1935, 402 p. Préface d'André Siegfried.
- DELAISI, Francis, *Les contradictions du monde moderne*, Paris, Payot, 1925, 560 p.
- , "L'Union économique paneuropéenne. Rapport présenté au Congrès paneuropéen de Vienne [3-6 octobre 1926]", *Le Monde nouveau : revue mensuelle internationale* no. 8 (15 octobre 1926), pp. 972-87. [Egalement en tiré-à-part, 1926, 16 p.]
- , *Les deux Europes*, Paris, Payot, 1929, 254 p. Préface de Dannie Heineman.
- DEMANGEON, Albert, *Le déclin de l'Europe*, Paris, Payot, 1920, 314 p. [Réédition et mise à jour par Aimé Perpillon : Paris, Guenegaud, 1975, 375 p.]
- , "Problèmes britanniques", *Annales de géographie* 31 (1922), pp. 15-36.

- , "Introduction géographique à l'histoire, d'après le livre de Lucien Febvre", *Annales de géographie* 32 (1923), pp. 165-70.
- , *L'Empire britannique : étude de géographie coloniale*, Paris, Armand Colin, 1923, 280 p.
- , *Les Iles britanniques*, Paris, Armand Colin, 1927, 320 p. (Géographie universelle, t. I.)
- , *Belgique, Pays-Bas, Luxembourg*, Paris, Armand Colin, 1927, 350 p. (Géographie universelle, t. II.)
- , "L'Angleterre, l'Europe et le monde, d'après le livre de Mr Erich Obst", *Annales de géographie* 37 (1928), pp. 268-70.
- , "Les aspects actuels de l'économie internationale : Premier article", *Annales de géographie* 38 (1929), pp. 10-25 et "Second article", pp. 97-112.
- , "La géographie des langues", *Annales de géographie* 38 (1929), pp. 427-38.
- , "Les aspects nouveaux de l'économie internationale : Premier article", *Annales de géographie* 41 (1932), pp. 1-21, et "Second article", pp. 113-30.
- , "Géographie politique", *Annales de géographie* 41 (1932), pp. 22-31.
- , "Pionniers et fronts de colonisation", *Annales de géographie* 41 (1932), pp. 631-636.
- , "Les conditions géographiques d'une Union européenne : Fédération européenne ou ententes régionales ?", *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (septembre 1932), pp. 433-51.
- , FEBVRE, Lucien, *Le Rhin : problèmes d'histoire et d'économie*, Paris, Armand Colin, 1935, 304 p.
- , "Le destin des races blanches, d'après le livre de M. Henri Decugis", *Annales de géographie* 47 (1938), pp. 58-61.
- , *Problèmes de géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1942, 405 p.
- DESTREE, Jules, *Pour en finir avec la guerre, par une organisation fédérative de l'Europe, la constitution d'une police internationale et la reconnaissance pour les citoyens du droit de refuser le service militaire pour le crime de guerre d'agression*, Bruxelles, L'Eglantine, 1931, 96 p.
- DIEZ DEL CORRAL, Luís, *Le rapt de l'Europe : une interprétation historique de notre temps*. Paris, Stock, 1960, 383 p. Préface d'André Siegfried.
- DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, *Genève ou Moscou*, Paris, Gallimard, 1928, 269 p.
- , *L'Europe contre les patries*, Paris, Gallimard, 1931, 155 p.
- DUHAMEL, Georges, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, 253 p.
- DUMONT-WILDEN, Louis, *L'esprit européen : essais*, Paris, Figuière et Cie, 1914, 251 p.
- FEBVRE, Lucien, *La terre et l'évolution humaine : introduction géographique à l'histoire*, Paris, La Renaissance du Livre, 1922, 471 p.
- , "De la France à l'Europe. Histoire, psychologies et physiologies nationales", *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (mars 1932), pp. 199-207.
- , "Albert Thomas historien", *Annales d'histoire économique et sociale* 4 (juillet 1932), pp. 381-84.
- FERENCZI, Imre, "La population blanche dans les colonies", *Annales de géographie* 47 (1938), pp. 225-36.
- GALLOIS, Lucien, "La paix de Versailles : les nouvelles frontières de l'Allemagne", *Annales de géographie* 28 (1919), pp. 241-48.
- , "Un commentaire américain des récents traités de paix", *Annales de géographie* 29 (1920), pp. 452-55 [Charles H. HASKINS, Robert H. LORD, *Some problems of the Peace Conference*, Cambridge MA, Harvard University Press, 1920, 310 p.]
- GOBLET, Yves-Marie, *Le crépuscule des traités*, Paris, Berger-Levrault, 1934, 264 p.
- , *Political Geography and the World Map*, Londres, George Philip, 1955, 292 p.
- HARDY, Georges, *Géographie et colonisation*, Paris, Gallimard, 1933, 211 p.
- HAUSER, Henri, *La nouvelle orientation économique*, Paris, Félix Alcan, 1924, 200 p.

- —, "Qu'est-ce que l'Europe ?", *Le Monde nouveau : revue mensuelle internationale* no. 6/7 (août-septembre 1926), pp. 681-88.
- —, *Les origines historiques des problèmes économiques actuels*, Paris, Vuibert, 1930, 104 p.
- —, *La paix économique*, Paris, Armand Colin, 1935, 185 p.
- —, *Economie et diplomatie. Les conditions nouvelles de la politique étrangère*, Paris, Sirey, 1937, 87 p.
- KEYNES, John Maynard, *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, Macmillan, 1919, 279 p. [L'édition d'origine, élargie des préfaces à la version française et roumaine, fait partie de *The Collective Writings of J. M. Keynes*, vol. 2, Londres, Macmillan, 1971, 192 p.] — *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 1920, 237 p.
- MANTOUX, Paul et al., *La crise mondiale*, Zurich, Editions polygraphiques, 1938, 426 p.
- MARTONNE, Emmanuel de, *L'Europe centrale*, Paris, Armand Colin, 1930-31, 845 p. en 2 vol. (Géographie universelle, t. IV)
- POMARET, Charles, *L'Amérique à la conquête de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1931, 287 p.
- RAPPARD, William E., *Uniting Europe : The Trend of International Cooperation Since the War*, New Haven, Yale University Press, 1930, 309 p.
- REITHINGER, Anton, *Le visage économique de l'Europe*, Paris, Payot, 1937, 213 p. Préface d'André Siegfried.
- RIOU, Gaston, *Europe, ma patrie*, Paris, Valois, 1928, 184 p.
- —, *S'unir ou mourir*, Paris, Valois, 1929, 191 p.
- ROMAINS, Jules, *Problèmes européens*, Paris, Flammarion, 1933, 245 p.
- ROMIER, Lucien, *Nation et civilisation*, Paris, Les Documentaires, 1926, 192 p.
- —, *Qui sera le maître, Europe ou Amérique ?*, Paris, Hachette, 1927, 244 p.
- SALTER, Sir [James] Arthur, *The United States of Europe and other papers*, Londres, G. Allen, 1933, 304 p.
- SIEGFRIED, André, *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1927, 362 p.
- —, *La crise britannique au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1927, 216 p. [Réimpression : 1975.]
- —, *La crise de l'Europe*, Paris, Calmann-Lévy, 1935, 128 p.
- —, *L'âme des peuples*, Paris, Hachette, 1950, 222 p.
- SPENGLER, Oswald, *Der Untergang des Abendlandes : Umriss einer Morphologie der Weltgeschichte*, Vienne, K. und K. Universitäts-Verlagsbuchhandlung, 1918, 639 p. — *Le déclin de l'Occident*, Paris, Gallimard, 1931-33, 2 vols.
- TRAVAUX DU COMITE D'ETUDES, t. II : *Questions européennes*, Paris, Imprimerie nationale, 1919, 859 p.
- VALÉRY, Paul, *Variété*, Paris, Gallimard, 1924, 256 p.
- —, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Stock, 1931, 214 p. [Les deux ouvrages sont repris notamment dans *Œuvres*, édition établie et annotée par Jean Hytier, Paris, Gallimard, 1957-60, 2 vols. (Bibliothèque de la Pléiade).]
- VIDAL DE LA BLACHE, Paul, "La géographie politique, à propos des écrits de M. Frédéric Ratzel", *Annales de géographie* 7 (1898), pp. 97-111.
- —, *La France de l'Est : Lorraine-Alsace*, Paris, Armand Colin, 1917, 280 p. [Réédition : Paris, La Découverte, 1994, 285 p.]
- —, "La frontière de la Sarre, d'après les Traités de 1814 et 1815", *Annales de géographie* 28 (1919), pp. 249-67.
- —, *Principes de géographie humaine*, Paris, Armand Colin, 1922, 327 p.

## 2. Editions de textes

- DUMOULIN, Michel *et al.*, *éd.*, *Les cercles économiques et l'Europe au XXe siècle*, Louvain-la-Neuve, 1992, 258 p.
- —, STELANDRE, Yves, *éd.*, *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres : recueil de textes*, Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, 183 p.
- KELLER, Odile *et al.*, *éd.*, *Le Plan Briand d'union fédérale européenne. Documents*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1991, 110 p.
- MIRKINE-GUETZEVITCH, Boris, SCALLE, Georges, *éd.*, *L'union européenne*, Paris, Delagrave, 1931, 334 p.
- ROUGEMONT, Denis de, *Vingt-huit siècles d'Europe : la conscience européenne à travers les textes, d'Hésiode à nos jours*, Paris, Payot, 1961, 427 p. [Réimpression : Etrépilly, Christian de Bartillat, 1990.]

### 3. Souvenirs

- [BONNEFOUS, Edouard *et al.*] *Célébration du centenaire de la naissance d'André Siegfried. Séance du 26 mai 1975*, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques, 1975, n° 10, 37 p. [discours d'Edouard Bonnefous, Jacques Chastenet, René Huyghe, Jean-Baptiste Duroselle et Wilfried Baumgartner].
- COUDENHOVE-KALERGI, Richard, *Crusade for Pan-Europe : autobiography of a man and a movement*, New York, Putnam, 1943, 318 p.
- —, *J'ai choisi l'Europe*, Paris, Plon, 1952, 357 p.
- MONNET, Jean, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, 642 p.

## B. Travaux

### 1. Généralités

- BITSCH, Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1996, 330 p.
- BRUNETEAU, Bernard, *Histoire de l'unification européenne*, Paris, Armand Colin, 1996, 235 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique, de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1978, 935 p. [7e édition.]
- LOUBET DEL BAYLE Jean-Louis, *Les non-conformistes des années trente : une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Editions du Seuil, 1969, 496 p. [Réimpression en 1987.]
- TOUCHARD, Jean, *Histoire des idées politiques*, Paris, Presses universitaires de France [édition de 1985], 2 vols.

### 2. Histoire de la géographie humaine et de la géopolitique

- CLAVAL, Paul, *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, Paris, Ed. des Belles Lettres, 1964, 162 p. [Nouvelle édition : 1976, 201 p.]
- —, *Géographie humaine et économique contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, 1984, 442 p.
- —, sous la dir., *Autour de Vidal de la Blache : la formation de l'Ecole française de géographie*, Paris, Editions du CNRS, 1993, 159 p.
- —, *Géopolitique et géostratégie : la pensée politique, l'espace et le territoire au XXe s.*, Paris, Nathan, 1994, 189 p.

- , "Henri Hauser, 1866-1947", pp.642-54 dans le t.1 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : dictionnaire biographique, 1794-1955*, publié sous la dir. de Claudine Fontanon et André Grelon, Paris, Institut national de recherche pédagogique / CNAM, 1994.
- , SANGUIN André-Louis, sous la dir., *La géographie française à l'époque classique, 1918-1968*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- GALLOIS, Pierre-Marie, *Géopolitique : les voies de la puissance* Paris, Plon/Fondation des études de défense nationale, 1990, 474 p.
- GOGUEL, François *et al.*, "André Siegfried : la politique et la géographie", *Etudes normandes* 38 (2), 1989, 135 p.
- LACOSTE, Yves, sous la dir., *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993, 1679 p. [Edition mise à jour : 1995, 1699 p.]
- MOREAU DEFARGES, Philippe, *Introduction à la géopolitique*, Paris, Editions du Seuil, 1994, 230 p.
- OZOUF-MARIGNIER, Marie-Vic, "Géographie et histoire", pp. 93-109 dans *Encyclopédie de géographie*, sous la direction d'Antoine BAILLY *et al.*, Paris, Economica, 1992, 1132 p.
- PARKER, Geoffrey, *Western geopolitical thought in the twentieth century*, Londres, Croom Helm, 1985, 199 p.
- , "French geopolitical thought in the interwar years and the emergence of the European idea", *Political Geography Quarterly* 6 (April 1987), pp. 145-50.
- , "Albert Demangeon, 1872-1940", *Geographers : Biobibliographical Studies* 11 (1987), pp. 13-21.
- , "Y.-M. Goblet, 1881-1955", *Geographers : Biobibliographical Studies* 13 (1991), pp. 39-44.
- , "Yves-Marie Goblet, 1881-1955", pp.570-75 dans le t.1 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : dictionnaire biographique, 1794-1955*, publié sous la direction de Claudine Fontanon et André Grelon, Paris, Institut national de recherche pédagogique / CNAM, 1994.
- RAFFESTIN, Claude *et al.*, *Géopolitique et histoire*, Lausanne, Payot, 1995, 330 p.
- SALOMON, Jean-Jacques, "Paul Mantoux, 1877-1956", pp.222-33 dans le t.2 de *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers : dictionnaire biographique, 1794-1955*, publié sous la dir. de Claudine Fontanon et André Grelon, Paris, Institut national de recherche pédagogique / CNAM, 1994.
- SANGUIN, André-Louis, "André Siegfried, an unconventional French political geographer", *Political Geography Quarterly* 4 (January 1985), pp. 79-83.
- SCHÖTTLER, Peter, " "Désapprendre de l'Allemagne" : les *Annales* et l'histoire allemande pendant l'entre-deux-guerres", pp. 439-62 dans *Entre Locarno et Vichy, les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, sous la dir. de Hans Manfred Bock *et al.*, Paris, Editions du CNRS, 1993, 2 vols.
- SPECKLIN, Robert, "Jacques Ancel, 1882-1943", *Geographers : Biobibliographical Studies* 3 (1979), pp. 1-6.
- TAYLOR, Peter J., *Political geography of the twentieth century : a global analysis*, Londres, Halsted Press, 1993, 269 p.

### 3. Histoire de l'idée européenne

- BONNEFOUS, Edouard, *L'idée européenne et sa réalisation*, Paris, Ed. du Grand Siècle, 1950, 358 p.
- , *L'Europe en face de son destin*, Paris, Presses universitaires de France, 1952, 396 p.
- BONNEVILLE, Georges, *Prophètes et témoins de l'Europe : essai sur l'idée d'Europe dans la littérature française de 1914 à nos jours*, Leyde, A.W. Sythoff, 1961, 182 p. Préface de Jules Romains.

- BOSSUAT, Gérard, *Les fondateurs de l'Europe*, Paris, Belin, 1994, 319 p.
- BRUGMANS, Hendrik, *L'idée européenne, 1920-70*, Bruges, De Tempel, 1970, 405 p. [3e édition entièrement revue.]
- CHABOT, Jean-Luc, *L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939* (Thèse en science politique, Grenoble, 1978.) Grenoble, Université des sciences sociales de Grenoble, 1978, 604 p.
- DU RÉAU, Elisabeth, *L'idée d'Europe au XXe siècle : des mythes aux réalités*, Bruxelles, Complexe, 1996, 372 p.
- DUROSELLE, Jean-Baptiste, *L'idée d'Europe dans l'histoire*, Paris, Denoël, 1965, 341 p. Préface de Jean Monnet.
- GERBET, Pierre, *La construction de L'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1983, 498 p. [2e édition révisée et mise à jour : 1994, 559 p.]
- MUET, Yannick, *Le débat européen dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Economica, 1997 [à paraître].
- PEGG, Carl Hamilton, *Evolution of the European idea, 1914-1932*, Chapel Hill N.C., The University of North Carolina Press, 1983, 228 p.

## *Index des noms de personnes*

### **Les chiffres renvoient à l'édition sur papier.**

En caractères romains sont indiqués  
les noms des acteurs et auteurs  
d'avant 1940.  
Cf. la bibliographie, pp. 91-95.

- Ackermann, Bruno* 26n  
*Ancel, Jacques* 3, 6, 12-13, 14, 18, 20, 22,  
34n, 38, 47, 51, 52n, 59, 62, 64, 65-66,  
67n, 71n, 73-75, 79, 89  
*Arndt, Ernst Moritz* 15n  
*Aron, Robert* 26
- Barthélémy, Joseph* 44n  
*Bassin, Mark* 1n  
*Benda, Julien* 26, 29, 43, 45, 53, 61, 63  
*Benes, Edvard* 25n, 66  
*Berdiaiev, Nicolas* 26  
*Bitsch, Marie-Thérèse* 2n, 88n  
*Bloch, Marc* 9  
*Blum, Léon* 25n  
*Bonnefous, Edouard* 1n, 10n  
*Bonneville, Georges* 1, 2n  
*Bossuat, Gérard* 2n  
*Bowman, Isaiah* 18, 20n  
*Briand, Aristide* 1, 25-27, 43-44, 48, 59,  
69, 72-76  
*Brugmans, Hendrik* 1n  
*Bruneteau, Bernard* 2n, 88n  
*Brunhes, Jean* 20n
- Caillaux, Joseph* 25n  
*Chabot, Jean-Luc* 2, 24, 42n, 44n, 56n,  
68  
*Chevalier, Michel* 8n  
*Churchill, Winston* 2  
*Claval, Paul* 7, 9, 21n, 78  
*Clemenceau, Georges* 18, 71-72  
*Cobden, Richard* 39  
*Coudenhove-Kalergi, Richard N. von* 1, 2,  
23-24, 25n, 26n, 28, 35, 38, 41-46, 48-  
49, 54-55, 59, 61, 63, 69, 75-76, 81n, 83-  
84, 85, 88  
*Crouzet, François* 31n  
*Cvijic, Jovan* 18
- Déat, Marcel* 38n  
*Decugis, Henri* 33, 36  
*Delaisi, Francis* 2, 37-38, 40-41, 43, 45,  
50, 61-63, 67n  
*Demangeon, Albert* 3, 8-10, 12n, 13-14,  
15n, 19, 21, 30-36, 39, 41, 47-49, 51n,  
52, 59, 63-65, 69-71, 80, 84, 89-90  
*Denis, Pierre* 78
- Destrée, Jules* 68, 69n  
*Diez del Corral, Luís* 89n  
*Drieu la Rochelle, Pierre* 26, 55, 56n  
*Drummond, Eric* 76-78, 81  
*Duchêne, François* 82n  
*Duhamel, Georges* 27, 53, 55  
*Dumont-Wilden, Louis* 43, 49, 50n  
*Dupuis, René* 61n  
*Du Réau, Elisabeth* 2, 44n  
*Duroselle, Jean-Baptiste* 1n, 17n, 23n,  
27, 73n
- Fairgrieve, James* 89  
*Febvre, Lucien* 3, 9, 13-14, 15n, 52, 63-  
65, 78-79  
*Fichte, Johann Gottlieb* 11, 45  
*Fustel de Coulanges, Numa Denis* 65
- Gallois, Lucien* 8, 9, 16, 17n, 19, 70, 78  
*Gallois, Pierre-Marie* 11n, 83n  
*Gerbet, Pierre* 2n  
*Gide, Charles* 25  
*Goblet, Yves-Marie* 3, 18n, 19, 22, 33n,  
34, 39n, 62, 71, 79, 81, 89  
*Goethe, J. W.* 15  
*Goguel, François* 10n  
*Gottman, Jean* 14n.  
*Guérin, Denis* 78n, 81n
- Halévy, Elie* 37n  
*Hallstein, Walter* 88  
*Hardy, Georges* 70  
*Hauser, Henri* 3, 10, 13, 20-21, 27n, 39-  
42, 46n, 47, 51-52, 54n, 63, 67, 70, 78,  
80-85, 89  
*Haushofer, Karl* 11-12, 14, 84n  
*Herriot, Edouard* 25n, 72  
*Heske, Hennig* 11n  
*Hugo, Victor* 23n  
*Huizinga, Johan* 53  
*Huxley, Aldous* 53
- Jouvenel, Bertrand de* 36n
- Kadmi-Cohen* 56  
*Keynes, John Maynard* 30, 31n, 88  
*Keyserling, Hermann von* 53  
*Kjellén, Rudolf* 11



- Korinman, Michel* 16
- Lacoste, Yves* 6, 16
- Léger, Alexis 44
- Lescure, Jean 79
- Le Trocquer, Yves 1, 25
- Levasseur, Emile 8, 20
- Lloyd George, David 18, 71
- Læbe, Paul 25n
- Loubet del Bayle, Jean-Louis* 26n
- Loucheur, Louis 25n
- Mackinder, Halford John 11, 16, 22, 30, 43, 89
- Madariaga, Salvador de 53
- Mahan, Alfred Thayer 11, 16
- Mann, Thomas 53
- Mantoux, Paul 78-80
- Marc, Alexandre 26
- Marinelli, 18
- Martonne, Emmanuel de 8, 19, 51
- Masaryk, Tomas Garrigue 25n
- Maurras, Charles 64
- Mayrisch, Emile 25
- Merlio, Gilbert* 30n
- Michelet, Jules 65, 66
- Mommsen, Theodor 11
- Monnet, Jean 77-79, 81-82, 88
- Montesquieu 20, 80
- Monnier, Victor* 78n
- Moreau Defarges, Philippe* 6n
- Mouton, Marie-Renée* 77n
- Ogilvie, 18
- Orlando, Vittorio 18
- Ozouf-Marignier, Marie-Vic* 6n
- Parker, Geoffrey* 7, 9n, 11, 12n, 19n, 22n, 30n, 89
- Pechoux, Pierre-Yves* 20n, 65
- Penn, William 23n
- Pomaret, Charles 32
- Poincaré, Raymond 27, 72
- Raffestin, Claude* 6n, 7, 16
- Rappard, William E. 78-81
- Ratzel, Friedrich 5, 11, 13, 14n, 20
- Reclus, Elisée 6, 8
- Renan, Ernest 65, 66
- Riou, Gaston 2, 42-45, 54-55, 61, 74
- Rolland, Romain 26
- Romains, Jules 3, 26, 53
- Romier, Lucien 54-55, 67, 68n
- Rougemont, Denis de 1n, 26, 29
- Roussel, Eric* 82n
- Saint-Pierre, abbé de 23n
- Saint-Simon, Claude-Henri de 23n
- Salter, James Arthur 78, 81, 84-85
- Sanguin, André-Louis* 10n
- Scelle, Georges 79
- Schöttler, Peter* 10
- Schuman, Robert 2, 88
- Siegfried, André 3, 10, 20, 29, 32-33, 35-37, 46, 53-57, 59, 63, 71, 79, 87 89
- Sivignon, Michel* 20n, 65
- Soutou, Georges-Henri* 83n
- Spaak, Paul-Henri 88
- Specklin, Robert* 20n
- Spengler, Oswald 29, 30
- Stresemann, Gustav 72-73
- Taine, Hippolyte 65-66
- Théry, Franck* 25n
- Thomas, Albert 78, 81
- Tocqueville, Alexis de 20, 88
- Treitschke, Heinrich von 11
- Truchy, Henri 25
- Valéry, Paul 3, 26, 35, 53, 54n, 60
- Vidal de la Blache, Paul 8-9, 13-14, 19, 22, 23n, 62, 64-66, 87
- Vilar, Pierre* 10
- Wesche, Rolf* 11n
- Wilson, Woodrow 17-18, 39n, 71, 74, 77

## Résumé

Dès le début des années vingt, les prophètes d'une Europe unie parviennent à entraîner dans leur sillage une partie significative de l'élite intellectuelle. Tandis que la *Geopolitik* connaît un succès grandissant dans l'Allemagne de Weimar, il se développe en France, dans les milieux de l'université et des organisations internationales, un courant original d'analyse géopolitique. Il raisonne à l'échelle d'un espace européen dans des termes qui furent ignorés jusque-là.

Il reconnaît d'abord l'étendue des obstacles : la vigueur des nationalismes, les disparités économiques et culturelles entre pays d'Europe, le problème des colonies, la nécessité de régler certaines questions à l'échelle mondiale. Il enrichit le débat européen de l'époque, auquel des revues savantes comme les *Annales de géographie* (Emanuel de Martonne) ou les *Annales d'histoire économique et sociale* (Marc Bloch, Lucien Febvre) ne restent nullement étrangères, pas plus que la haute fonction publique de la SDN et du BIT.

A travers les écrits de géographes, d'historiens et de politologues tels qu'Albert Demangeon, Jacques Ancel, Henri Hauser ou André Siegfried, cette étude dresse l'inventaire des commentaires et arguments en faveur ou à l'encontre de l'unification du continent, formulés dans les termes qui sont aujourd'hui les nôtres.